

برنامج  
الأغذية  
العالمي



Programme  
Alimentaire  
Mondial

World  
Food  
Programme

Programa  
Mundial  
de Alimentos

**Session annuelle  
du Conseil d'administration**

**Rome, 27 - 29 mai 1997**

# **RAPPORT ANNUEL DU DIRECTEUR EXÉCUTIF: 1996**

**Point 3 a) de l'ordre du  
jour**



Distribution: GÉNÉRALE  
**WFP/EB.A/97/3-A/Add.1**  
5 décembre 2001  
ORIGINAL: ANGLAIS

## **SÉCURITÉ ALIMENTAIRE: C'EST LA VIE DES GENS QUI EST EN CAUSE**

Le tirage du présent document a été restreint. MM. les délégués et observateurs sont donc invités à apporter leur exemplaire personnel en séance et à ne pas demander d'exemplaires supplémentaires.

# Rapport annuel du Directeur exécutif: 1996

Sécurité alimentaire: c'est la vie  
des gens qui est en cause



# Note au Conseil d'administration

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour information.

Conformément aux décisions relatives aux méthodes de travail prises par le Conseil d'administration à sa première session ordinaire de 1996, le Secrétariat s'est efforcé de préparer à l'intention du Conseil une documentation concise et orientée vers la décision. Les réunions du Conseil d'administration seront conduites avec efficacité, dans le cadre d'un dialogue et d'échanges de vues plus larges entre les délégations et le Secrétariat. Le Secrétariat poursuivra ses efforts afin de promouvoir ces principes directeurs.

Le Secrétariat invite par conséquent les membres du Conseil qui auraient des questions de caractère technique à poser sur le présent document, à contacter le(s) fonctionnaire(s) du PAM mentionné(s) ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil. Cette procédure vise à faciliter l'examen du document en plénière par le Conseil.

Les fonctionnaires du PAM chargés du présent document sont les suivants:

Chef du Service des politiques:	D. Spearman	tel.: 5228-2601
Chargé de l'analyse des politiques:	D. Borione	tel.: 5228-2651

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter le commis aux documents et aux réunions (tél.: 5228-2641).



# Table des matières

## AVANT-PROPOS DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ET DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA FAO

## PRÉFACE DU DIRECTEUR EXÉCUTIF

## NOTES DE CARACTÈRE GÉNÉRAL

## VUE D'ENSEMBLE

	Paragraphes
<b>AIDER LES PAUVRES ET CEUX QUI ONT FAIM: FAITS SAILLANTS EN 1996</b>	<b>1 - 19</b>
Portefeuille et nouveaux engagements	8 - 9
Les opérations du PAM dans le monde	10 - 15
Le Sommet mondial de l'alimentation	16 - 17
Réforme et gestion des affaires du PAM	18 - 19
<b>VERS LA RÉALISATION DES OBJECTIFS STRATÉGIQUES DU PAM</b>	<b>20 - 110</b>
Aperçu financier	20 - 22
<b>Une approche personnaliste</b>	<b>23</b>
Cibler l'aide sur les plus pauvres	24 - 34
Focaliser sur les pays qui ont le plus besoin d'une aide alimentaire	35 - 37
Améliorer la qualité des opérations et intégrer l'aide du PAM dans les programmes nationaux du pays bénéficiaire	38 - 50
Travailler en partenariat	51 - 54
Evaluation	55
Promouvoir l'efficacité et l'efficience opérationnelles	56 - 69
<b>Une meilleure transparence</b>	
Le Programme d'amélioration de la gestion financière (FMIP)	70
Inspection et vérification interne des comptes	71 - 72
Nouvelles procédures financières	73
Amélioration de l'activité redditionnelle	74 - 76
Amélioration des télécommunications et développement des infrastructures	77 - 78
<b>Des systèmes de gestion améliorés</b>	
Le processus de changement	79 - 80
Les changements structurels	81 - 83
La mise en valeur des ressources humaines	84 - 91
<b>La mobilisation des ressources</b>	
Diminution globale de l'aide alimentaire	92 - 95
Mise en oeuvre des nouvelles politiques de dotation en ressources et de financement à long terme du PAM	96 - 103
Stratégie de mobilisation des ressources	104 - 105
<b>Une activité renforcée de plaidoyer</b>	
Plaidoyer, médias et campagnes publiques	106 - 108
De nouveaux outils de communication à l'appui des activités de plaidoyer	109 - 110



# Annexes

## ANNEXES

- I Organigramme du PAM
- II Profil de l'aide alimentaire mondiale (1992-96)
- III Dépenses opérationnelles du PAM:
  - Tableau 1: Ventilation des dépenses du PAM pour les projets de développement et les opérations de secours, par catégorie de pays et région, 1992-96
  - Tableau 2: Ventilation des dépenses opérationnelles du PAM par pays, région et catégorie d'aide 1992-96
  - Tableau 3: Ventilation des dépenses opérationnelles du PAM par région et catégorie de projet, 1992-96
- IV Projets de développement approuvés en 1996
- V Portefeuille des activités du PAM, par type d'opération, par catégorie de pays et par région
- VI Ventilation de l'ensemble des contributions et annonces de contribution pour 1996, par donateur
- VII Classement des principaux donateurs par type de contribution ou annonce de contribution pour l'exercice 1995-96



# Avant-propos

Aujourd'hui, plus de 800 millions de personnes ne disposent pas d'assez de vivres pour satisfaire leurs besoins nutritionnels. Cela est moralement répréhensible et représente un gaspillage économique important. Devant cette situation intolérable, 186 chefs d'Etat et de gouvernement, ou leurs représentants, se sont réunis à Rome en novembre 1996 pour le Sommet mondial de l'alimentation. Ils ont solennellement réaffirmé le droit de chacun d'avoir accès à une nourriture saine et nutritive et ont proclamé leur volonté politique et leur engagement commun de parvenir à la sécurité alimentaire pour tous et de déployer un effort constant afin d'éradiquer la faim dans tous les pays et, dans l'immédiat, de réduire de moitié le nombre des personnes sous-alimentées d'ici à 2015 au plus tard.

Le Programme alimentaire mondial a un rôle essentiel à jouer dans cette entreprise. En apportant des vivres dans des situations de conflit, dans lesquelles les gens n'ont aucun autre moyen de subsistance, en améliorant la nutrition et la qualité de vie en des périodes critiques de l'existence, et en créant des actifs qui permettent aux individus d'accéder à l'autosuffisance, il répond quotidiennement au problème de la faim, en commençant par ceux qui ont le plus besoin d'être aidés. Dans son action, le PAM a manifesté un caractère pionnier en répondant aux besoins particuliers des femmes, en privilégiant leur participation à la gestion des approvisionnements alimentaires et en recherchant l'équité dans la répartition des avantages tirés de son aide.

A cet égard, la diminution persistante des livraisons mondiales d'aide alimentaire, céréales et produits non céréaliers confondus, ne cesse d'être préoccupante. Cette baisse a contraint le Programme alimentaire mondial à réduire considérablement ses livraisons d'aide alimentaire pour le développement; pourtant, ce n'est que par le développement que l'on pourra éradiquer le fléau de la faim.

L'aide alimentaire a un rôle particulier à jouer, car elle stimule le développement en améliorant l'état nutritionnel des pauvres et de ceux qui souffrent de la faim, notamment les femmes et les enfants. Les engagements en faveur de l'éradication de la faim, renouvelés à l'occasion du Sommet mondial de l'alimentation, laissent espérer que l'aide alimentaire se verra à l'avenir accorder toute l'importance qu'elle mérite.

Le PAM est non seulement une organisation hautement opérationnelle, efficace, prompte à réagir et proche de ceux pour lesquels elle oeuvre; elle s'efforce aussi de s'améliorer et de changer en permanence. Dans le cadre de sa participation aux réformes entreprises par les Nations Unies, le PAM s'est engagé dans un processus de rapprochement de ses bénéficiaires - les pauvres qui souffrent de la faim - pour se faire leur avocat, gagner en flexibilité dans son action et serrer de plus près les réalités.



Le PAM transforme les engagements en actes. Il place la personne humaine au coeur de son action, il fait qu'un sac de grain assure la subsistance d'êtres humains et améliore leur qualité de vie. Par son action, le PAM, son Directeur exécutif et ses collaborateurs, s'associent aux groupes d'hommes et de femmes de toutes les organisations des Nations Unies, qui, par leur dévouement et leur détermination, concourent à réaliser les objectifs humanitaires du système.

Kofi A. Annan  
**Secrétaire général**  
**Organisation des Nations Unies**

Jacques Diouf  
**Directeur général**  
**Organisation des Nations Unies pour**  
**l'alimentation et l'agriculture**



# Préface

En 1996, des millions de personnes ont à nouveau été les victimes des horreurs de la guerre et de conflits civils de toutes sortes; sans toit, sans ressources, des millions de réfugiés et de personnes déplacées ont encore souffert du dénuement le plus absolu; des travailleurs humanitaires ont perdu la vie en tentant de les aider. Les conditions de vie de ceux qui vivent dans "l'urgence muette" ne se sont pas sensiblement améliorées: des enfants se sont vu refuser une alimentation suffisante pour assurer leur croissance harmonieuse; des femmes ont encore trop souvent continué d'être exclues et marginalisées; le manque de ressources fondamentales a continué d'empêcher les pauvres de construire leur avenir.

Heureusement, l'espoir se dessine dans ce sombre tableau. Le problème de la faim et de l'insécurité alimentaire a capté l'attention de la communauté mondiale. Les chefs d'Etat réunis à Rome pour le Sommet mondial de l'alimentation ont réaffirmé qu'il est inacceptable que plus de 800 millions de personnes souffrent de la faim. Des pays tels l'ex-Yougoslavie, le Mozambique, l'Angola, le Cambodge et le Rwanda commencent lentement leur reconstruction, ou poursuivent dans cette voie; des communautés progressent en direction de l'autosuffisance; et certains pays qui hier encore étaient bénéficiaires d'une aide alimentaire en sont devenus donateurs. La voix des femmes, déterminantes pour la sécurité alimentaire, a commencé de se faire entendre.

En 1996, le PAM et son personnel se sont acharnés à fournir des vivres à 45,3 millions de personnes démunies, en privilégiant les interventions dans lesquelles l'apport de nourriture est déterminant. Pour nous acquitter encore mieux de la mission exaltante qui est la nôtre, nous avons entrepris une réforme profonde de nos structures, en cherchant à nous rapprocher au plus près de ceux qui sont dans le besoin, en nous faisant mieux l'avocat des pauvres qui ont faim, en rationalisant nos procédures, et en modernisant nos systèmes. Des responsabilités accrues ont été déléguées sur le terrain, là où vivent les gens, là où se déroulent nos opérations. Ces changements ont été définis avec la participation de tout le personnel: nous avons commencé à les mettre en oeuvre, et 1997 verra le processus aboutir.

Je suis fier du dévouement du personnel du PAM, des efforts qu'il fournit sans relâche pour mener à bien la mission dont il est investi. Je suis fier de l'appui continu apporté par les donateurs, qui a permis au PAM de venir en aide à plus de 45 millions de personnes en 1996 et de livrer plus de deux millions de tonnes de vivres. Je suis également fier des ressources humaines et financières que les pays bénéficiaires et les organisations partenaires ont investi dans leur collaboration avec le PAM, portant ainsi au maximum l'efficacité et la durabilité des effets de nos opérations. Mais les défis qui restent à relever imposent que tous unissent leurs forces et agissent: car c'est ensemble que nous pourrons améliorer l'existence des pauvres et des affamés dans le monde entier, et véritablement engager la construction d'un avenir meilleur pour tous.

Catherine Bertini  
**Directeur exécutif**



# Notes de caractère général

Sauf indication contraire, toutes les valeurs monétaires sont exprimées en dollars des Etats-Unis.

Sauf indication contraire, toutes les quantités de produits alimentaires sont exprimées en tonnes.

Les pays à faible revenu et à déficit vivrier (PFRDV) sont tous ceux qui accusent un déficit vivrier (à savoir qui sont importateurs nets de céréales) et dont le PNB par habitant ne dépasse pas le niveau retenu par la Banque mondiale comme ouvrant droit à l'aide de l'IDA (1 395 dollars en 1994). En 1996, la FAO a classé 82 pays dans la catégorie des PFRDV. Les pays les moins avancés (PMA) ont été définis par l'Assemblée générale des Nations Unies comme étant "les pays à faible revenu qui souffrent d'handicaps durables du point de vue de la croissance, et notamment de niveaux faibles de mise en valeur des ressources humaines et/ou de faiblesses structurelles graves". En 1996, 48 pays ont été classés dans cette catégorie par l'Assemblée générale.

**Les appellations employées dans la présente publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent, de la part du Programme alimentaire mondial (PAM), aucune prise de position ni quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.**

Sigles utilisés:

AAP	Administration et appui aux programmes (PAM)
ACV	Analyse et cartographie de la vulnérabilité (PAM)
CAC	Comité administratif de coordination (ONU)
CCE	Commission des communautés européennes
CEI	Communauté des Etats indépendants
CII	Compte d'intervention immédiate de la RAIU (PAM)
CPA	Comité des politiques et programmes d'aide alimentaire (PAM)
CSD	Coût de soutien direct
CSI	Coût de soutien indirect
DAH	Département des affaires humanitaires (ONU)
DPKO	Département des opérations du maintien de la paix
ECOSOC	Conseil économique et social (ONU)
EIR	Equipe d'intervention rapide (PAM)
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FEWS	Système d'alerte rapide en cas de famine (USAID)
FMIP	Programme d'amélioration de la gestion financière (PAM)



GCMP	Groupe consultatif mixte des politiques
HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
IASC	Comité permanent interorganisations
INTERFAIS	Système international d'information sur l'aide alimentaire (PAM)
IPS	Intervention prolongée de secours (PAM)
MAP	Evaluation des prestations professionnelles
NSN	Note de stratégie nationale
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
OS	Opération spéciale (PAM)
PAM	Programme alimentaire mondial
PDI	Personnes déplacées à l'intérieur du pays
PFRDV	Pays à faible revenu et à déficit vivrier
PMA	Pays les moins avancés
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
RAIU	Réserve alimentaire internationale d'urgence (PAM)
RPD de Corée	République populaire démocratique de Corée
SCP	Sous-Comité des projets (CPA)
SMI	Santé maternelle et infantile
SMIAR	Système mondial d'information et d'alerte rapide (FAO)
SSP	Schéma de stratégie de pays
TIEM/TTEM	Transport intérieur/terrestre, entreposage et manutention
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNJLC	Centre conjoint de logistique des Nations Unies
VCT	Vivres-contre-travail
VNU	Volontaires des Nations Unies



# Vue d'ensemble

**Le PAM a porté assistance à 45,3 millions de personnes parmi les plus pauvres au monde, dont:**

20,9 millions étaient des victimes de conflits armés  
18 millions vivaient en Afrique subsaharienne

**Les livraisons de produits alimentaires se sont élevées au total à 2,1 millions de tonnes (à 2,2 millions de tonnes en comptant les contributions bilatérales)  
1,5 million de tonnes dans le cadre d'opérations de secours**

**Les dépenses ont atteint au total 1,2 milliard de dollars:**

27 pour cent ont été consacrées à des activités de développement  
73 pour cent à des activités de secours  
59 pour cent des dépenses opérationnelles ont été faites dans les pays les moins avancés  
72 pour cent ont été faites dans des pays à faible revenu et à déficit vivrier

**Opérations d'urgence**

Six opérations (région des grands lacs africains, Libéria régional, Angola, Afghanistan, Iraq et ex-Yougoslavie) ont absorbé les deux tiers des secours apportés en 1996.

**800 millions de personnes ont continué de souffrir de la faim.**

Au Sommet mondial de l'alimentation, le PAM a mis en évidence le problème de l'accès aux vivres et du rôle des femmes, qui est déterminant pour la sécurité alimentaire.

**Le volume global de l'aide alimentaire** qui a fortement chuté depuis 1993 a atteint en 1996 son niveau le plus bas depuis 10 ans. En 1995, l'aide alimentaire - céréales et produits non céréaliers confondus - représentait au total 9,9 millions de tonnes; en 1996, on estime qu'elle atteindra environ 7,6 millions de tonnes.

Un processus de **restructuration de l'organisation** a été lancé pour affecter davantage de personnel, avec des responsabilités accrues, sur le terrain, à proximité de la "clientèle" du PAM.



# Aider les pauvres et ceux qui ont faim: Faits saillants en 1996

1. "La sécurité alimentaire concerne directement la vie des gens": telle était la substance du message dont le PAM s'est fait porteur devant le Sommet mondial de l'alimentation. C'est aussi la devise du PAM dans l'exercice de sa mission: sauver des vies, améliorer l'état nutritionnel et la qualité de vie des personnes les plus vulnérables, aider à créer des actifs, et favoriser l'autodépendance des personnes et des communautés pauvres.
2. Femmes réfugiées dans les camps de Kisangani; agriculteurs dont les cultures ont été emportées par les crues en République populaire démocratique (RPD) de Corée; veuves de guerre au Tadjikistan; jeunes filles en stages de formation en Chine; enfants d'âge préscolaire mal nourris au Ghana; réfugiés libériens en Côte d'Ivoire; communautés indigènes au Guatemala: voilà qui sont les 45,3 millions de personnes auxquelles le PAM est venu en aide en 1996.
3. Dans le cadre de ses opérations de secours, le PAM a touché 24,6 millions de personnes, soit environ le même effectif de bénéficiaires que l'an dernier: sur ce total, 14,8 millions de personnes ont reçu une aide dans le cadre d'opérations d'urgence, et 9,8 millions dans le cadre d'interventions prolongées de secours. Quatre-vingt-quatre pour cent des bénéficiaires de l'aide humanitaire étaient victimes de catastrophes d'origine humaine; les autres, de catastrophes d'origine naturelle: sécheresses, inondations, ou mauvaises récoltes. L'aide au développement du PAM a par ailleurs atteint 20,7 millions de personnes: 42 pour cent dans le cadre de projets de mise en valeur des ressources humaines, et 58 pour cent par le truchement de projets de développement agricole, rural ou de réalisation d'infrastructures. Au total quelque 40 pour cent des bénéficiaires vivent en Afrique subsaharienne (18,4 millions), 31 pour cent (14,3 millions) dans la région de l'Asie et du Pacifique, 17 pour cent (8,4 millions) dans la région de la Méditerranée, du Moyen-Orient et de la Communauté des Etats indépendants (CEI), enfin huit pour cent (quatre millions) dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes.
4. Les ressources mises à la disposition du Programme en 1996 se sont montées au total à 1,4 milliard de dollars. Les livraisons totales se sont élevées à 2,1 millions<sup>1</sup> de tonnes pour l'année (quantités expédiées de l'étranger ou achetées localement), ou à 2,2 millions de

<sup>1</sup> Ce chiffre résulte de la méthode de calcul utilisée les années précédentes: il comprend les quantités expédiées (établies sur la base des connaissances) et les quantités achetées localement entre le 1er janvier et le 31 décembre 1996. Dans les autres documents du PAM, comme par exemple l'"Estimation des besoins de produits d'aide alimentaire pour les opérations appuyées par le PAM", et dans le Plan stratégique et financier, une autre méthode est appliquée, le calcul se faisant sur la base des engagements de contributions reçus. Le total est alors de 2,6 millions de tonnes, ce qui correspond aux quantités de produits alimentaires appelées ou disponibles pour répondre aux appels lancés par le PAM au titre des contributions annoncées pour 1996. Il comprend les engagements pris avant 1996 pour livraison en 1996, plus les engagements estimatifs au titre de l'année, moins les reports d'utilisation. De nombreuses contributions ayant été confirmées tardivement, les produits correspondants n'ont pu être distribués en 1996.



tonnes si l'on inclut les contributions bilatérales. Dans ce total la part des projets de développement a été de 31 pour cent; celle des opérations d'urgence de 42 pour cent, et celle des interventions prolongées de secours de 27 pour cent.

5. Les dépenses totales du PAM se sont montées en 1996 à 1,2 milliard de dollars. Les activités de secours ont continué de dominer l'ensemble des opérations, avec une part de 73 pour cent. Six opérations (région des grands lacs africains, Libéria régional, Angola, Afghanistan, Iraq et ex-Yougoslavie) ont absorbé plus des deux tiers des secours apportés en 1996.

#### Les femmes dans les situations d'urgence

En 1996, le PAM est venu en aide à 20,5 millions de personnes qui avaient dû abandonner leur foyer en raison de guerres ou de troubles civils. Sur ce nombre, on compte plus de 15 millions de femmes et d'enfants, qui sont en général les premiers à souffrir des atteintes de la faim quand s'allument les violences politiques, quand s'annonce la sécheresse, ou quand se profile quelque autre désastre. Cela se produit partout - au Libéria, au Rwanda, en ex-Yougoslavie, pour ne citer que quelques pays.

Quand il y a un conflit, les femmes sont très souvent marginalisées, et particulièrement exposées aux risques: ce sont elles qui, dans leurs déplacements à la recherche d'eau ou de nourriture, risquent d'être violées, ou de sauter sur les mines. Mais c'est néanmoins sur leurs épaules que repose la responsabilité de la sécurité alimentaire du ménage.

Conformément aux engagements pris à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, à Beijing, le PAM répond aux besoins fondamentaux des femmes dans les crises, comme suit:

- en encourageant les femmes à faire entendre leur voix dans les comités consultatifs;
- en mettant en relief et en surveillant l'accès que doivent avoir les femmes aux mécanismes d'expression des doléances;
- en améliorant la coordination entre les organismes d'aide et les donateurs pour améliorer la disponibilité d'articles non alimentaires: combustible, eau, fourneaux, outils pour moudre ou concasser, et ustensiles de cuisine;
- en distribuant les rations alimentaires directement aux ménages, et si possible à la femme la plus âgée de celui-ci; enfin
- en s'assurant que ses partenaires d'exécution agissent de même.

Investir directement dans la condition des femmes permet à celles-ci d'assumer des responsabilités dans la gestion communautaire, la reconstruction et le renforcement de la paix.

L'action du PAM en faveur des femmes a été mise à rude épreuve en **Afghanistan**. Après la prise de Kaboul par les Talibans en septembre 1996, les autorités ont suspendu tous les projets qui bénéficiaient directement aux femmes. Pourtant après que les femmes elles-mêmes et le PAM aient exercé des pressions, les autorités ont autorisé la reprise des activités de formation et de génération de revenu, par exemple le projet de boulangerie mené par les veuves. Fin 1996, le PAM a ajusté ses plans d'assistance pour 1997, en concentrant son action sur les secours humanitaires et les activités vitales de relèvement, et en s'assurant que ses activités soient concentrées dans les zones où le personnel féminin du Programme et des ONG - tant national qu'international - est autorisé à travailler et à suivre les activités de projet.

L'engagement à remettre les vivres aux mains des femmes a sous-tendu la politique du PAM, et a permis à ses agents au **Bangladesh** de rechercher activement des solutions culturellement acceptables aux problèmes exprimés par les femmes réfugiées du Myanmar qui se plaignaient de la façon dont les rations étaient distribuées, et de la composition de celles-ci. Plusieurs réunions de groupes ont été organisées, avec des hommes et des femmes, pour établir les modalités acceptables de collecte de la nourriture par les femmes. Celles-ci se sont avérées un facteur déterminant de succès car elles ont donné une chance de s'exprimer à ceux qui sont le plus souvent exclus des processus décisionnels. L'approche participative a aussi emporté l'adhésion de personnalités du Gouvernement du Bangladesh, du HCR et de la Société du Croissant-Rouge.

Quand le **Rwanda** se préparait à recevoir les réfugiés revenant de Tanzanie, vers la fin de 1996, le PAM a réaffirmé auprès du Ministre de la famille et de la condition féminine sa détermination à faire distribuer les rations alimentaires par les femmes représentées dans les structures administratives locales. Cette initiative a été bien accueillie. Les agents du PAM, accompagnés de représentants du ministère, ont rendu visite aux préfets, aux bourgmestres et aux représentants du Fonds d'aide sociale et de développement pour les femmes, afin de leur expliquer comment le rôle des femmes dans la distribution des vivres pouvait être renforcé. Pour les femmes actives dans ces comités locaux, les nouvelles dispositions étaient synonymes de possibilités d'emploi rémunéré, d'accès à des informations cruciales dans leur combat quotidien pour faire manger leur famille, et d'un prestige mérité dans la communauté.

6. Les projets de développement apportent en règle générale un complément à l'alimentation normale: les rations distribuées dans le cadre des activités vivres-contre-travail (VCT) sont distribuées en général sur une période de 30 à 100 jours par an, qui coïncide de préférence avec la période de soudure; les programmes d'alimentation scolaire



ont une durée d'approximativement 180 jours. Les rations alimentaires du PAM distribuées dans le cadre d'activités de développement en 1996 ont représenté en moyenne 34 kilogrammes de céréales, soit l'équivalent de 20 pour cent des besoins annuels individuels. Les victimes de situations d'urgence, souvent des réfugiés ou des personnes déplacées, qui ont moins de moyens de faire face à des situations critiques, ont reçu des rations plus généreuses, de 66 kilogrammes en moyenne.

7. L'effectif des bénéficiaires de l'aide du PAM a été en 1996 en recul de 10 pour cent par rapport à 1995. Le tassement a été plus marqué chez les bénéficiaires des activités de développement. Moins de ressources consacrées au développement et un coût majoré des produits alimentaires en 1996 ont entraîné une baisse du tonnage livré. Ainsi les nouveaux engagements en faveur d'activités de développement ont été nettement inférieurs à ceux des années précédentes. Le recul du nombre des bénéficiaires n'a pas été strictement proportionnel à la décroissance des ressources et du volume de produits. Dans certains cas le PAM a remédié à la situation en livrant moins de produits que prévu. La ration moyenne par personne est donc inférieure à celle des années précédentes. Pour ce qui est des situations d'urgence, l'effectif global des bénéficiaires a été pratiquement le même que l'an dernier: si une amélioration progressive de la situation s'est manifestée en Angola, au Mozambique, en Erythrée, dans le Caucase et dans les pays de l'ex-Yougoslavie, en revanche, malheureusement, les besoins de secours d'urgence provoqués par la crise dans l'Est du Zaïre en novembre et par les inondations en RPD de Corée ont fait perdre le terrain gagné ailleurs dans le monde.

#### Le saviez-vous?...

Combien l'alimentation quotidienne d'un réfugié dans un camp coûte-t-elle?

- 25 cents?
- un dollar?
- six dollars?

Il n'en coûte que 25 cents. Alors que dans le monde développé, la dépense quotidienne moyenne d'alimentation est de l'ordre de 10 dollars par personne, le PAM réussit à:

- donner à un écolier un repas de midi équilibré, enrichi en micronutriments, à 10 cents;
- compléter le revenu d'une famille de cinq personnes dans le cadre de projets vivres-contre-travail avec un dollar par jour<sup>1</sup>.

## PORTEFEUILLE ET NOUVEAUX ENGAGEMENTS

8. Fin 1996, le PAM avait des activités opérationnelles dans 84 pays. Son portefeuille de développement se composait de 174 projets, d'une valeur totale de 1,9 milliard de dollars et représentant un engagement total de 5,5 millions de tonnes de produits alimentaires, dont 2,4 millions restant à mettre à disposition. Les nouveaux engagements en 1996 ont consisté en 13 nouveaux projets de développement et "d'action rapide", et 24 révisions budgétaires, d'une valeur totale de 199 millions de dollars. Ces engagements représentent un volume de 481 000 tonnes, soit la moitié seulement du niveau d'objectif approuvé pour 1995 et un quart de l'engagement approuvé pour 1988. Les pays les moins avancés (PMA) se voient

<sup>1</sup> Ces chiffres sont calculés en fonction du coût moyen des produits alimentaires, du transport et de la distribution.



destiner 53 pour cent en volume et 57 pour cent en valeur du total des nouveaux engagements au titre de projets de développement.

9. Le PAM a également appuyé 57 opérations de secours; 30 nouvelles opérations ont été approuvées (14 interventions prolongées de secours et 16 opérations d'urgence), pour une valeur de 726 millions de dollars.

## LES OPERATIONS DU PAM DANS LE MONDE

10. C'est la **Région de l'Afrique** qui reçoit la plus grosse part de l'aide, le PAM concentrant les ressources sur les groupes de population les plus pauvres dans les pays les plus démunis. Cinquante-deux pour cent des dépenses opérationnelles du PAM sont allés à 30 pays **d'Afrique subsaharienne**.
11. En Angola, le PAM appuie le relèvement à long terme et la réinstallation des populations déplacées et frappées par la guerre en continuant d'appuyer les projets de reconstruction, dont la réalisation dépend souvent des activités de déminage. Au Libéria, le plus gros problème rencontré par le PAM en 1996 a été celui de la sécurité. Les stratégies de démobilisation et de réinstallation élaborées fin 1995 ont été rendues caduques par les événements ultérieurs, et ont donc été suspendues. Au plus fort des combats qui ont éclaté à Monrovia en avril 1996, le PAM a exercé un rôle de premier plan dans les opérations de secours humanitaires. Il a apporté une aide d'urgence à plus d'un million de personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI) et à 410 000 réfugiés. En Ethiopie, le PAM a axé son action d'aide au développement sur le secteur agricole, l'éducation et l'auto-assistance en milieu urbain.

### La région des grands lacs africains

En 1996, le PAM a continué d'assumer la responsabilité de l'aide alimentaire à 2,5 millions de personnes dans la région des grands lacs africains. Malgré des rapatriements massifs en fin d'année, l'aide aux réfugiés a continué de caractériser au premier chef cette opération régionale d'urgence, avec environ 300 000 tonnes de vivres livrées pour plus de deux millions de personnes en Tanzanie, dans l'Est du Zaïre, au Rwanda, au Burundi et en Ouganda.

Au second semestre de 1996, le déclenchement du conflit armé dans l'Est du Zaïre a provoqué la dispersion des populations hébergées dans les camps et a engendré une nouvelle crise humanitaire. Les opérations de secours ont été gravement perturbées par les difficultés d'accès, et par les problèmes de transport des vivres dans les zones de combat. En décembre, le PAM a pris part à des missions visant à évaluer le nombre des populations dispersées et a effectué des distributions limitées à Goma et à Bukavu. Le retour de plus d'un million de réfugiés du Burundi, du Zaïre et de Tanzanie en 1996 a multiplié par quatre l'effectif de ceux qui avaient besoin d'aide au Rwanda. Le PAM a réagi rapidement en distribuant dans un premier temps des biscuits à haute teneur énergétique aux réfugiés présents de part et d'autre de la frontière et cherchant à regagner leurs communes d'origine au Rwanda. Conformément aux plans d'urgence, des colis de denrées ont été distribués aux rapatriés à l'échelon des villages.

Dès avant l'afflux des réfugiés, le PAM avait avec succès effectué la transition entre l'aide d'urgence et l'aide au relèvement, et en novembre les activités de relèvement et de reconstruction représentaient 65 pour cent du programme du PAM au Rwanda. Au total, en 1996, le PAM a distribué au Rwanda 64 422 tonnes de produits à 348 700 personnes au titre de l'aide d'urgence et de l'aide au relèvement.

12. Bien que la **région de l'Asie et du Pacifique** soit la plus touchée par la baisse régulière des ressources du PAM, elle continue de rester la principale destinataire de l'aide alimentaire au développement. Les activités du PAM dans 11 pays de la région ont représenté 15 pour cent des dépenses opérationnelles du PAM en 1996. Les activités de développement appuyées par le PAM en Asie ont consisté essentiellement à aider les ruraux pauvres à améliorer eux-mêmes leur sécurité alimentaire, par les moyens suivants: appui aux initiatives auto-assistées de formation et de crédit pour les femmes pauvres



(Bangladesh); renforcement des moyens des communautés locales en vue du choix et de la réalisation d'équipements d'infrastructures locales et activités génératrices de revenu (Chine, Inde, Népal); programmes de relèvement pour les personnes touchées par la guerre (Cambodge); enfin, amélioration de la nutrition et des soins de santé pour des groupes vulnérables ciblés (Inde, Viet Nam).

13. Par ailleurs, l'aide d'urgence apportée dans la région de l'Asie et du Pacifique n'a pas été négligeable: une opération d'urgence de grande ampleur a été menée en RPD de Corée, où le PAM a secouru quelque 1,6 million de personnes victimes des inondations.

### République populaire démocratique de Corée

En juillet/août 1995, la RPD de Corée a été frappée par la pire catastrophe naturelle de son histoire: les inondations ont tué 70 personnes, déplacé 100 000 familles et emporté cultures, réserves alimentaires et bâtiments. Les inondations se sont reproduites en 1996, laissant de vastes superficies agricoles dans la désolation, recouvertes de sable et jonchées de débris, et dévastant les ouvrages d'infrastructure agricole - berges aménagées, réseaux d'irrigation, routes et ponts. Près de 14 pour cent de la superficie agricole propre à la production céréalière, ravagés par les inondations de 1995, ce qui représentait une partie de production de 900 000 tonnes de céréales, resteraient improductifs aussi longtemps qu'ils ne seraient pas déblayés et complètement remis en état. En réponse à l'appel d'aide lancé par la RPD de Corée, le PAM a approuvé une opération d'urgence en octobre 1995, et livré environ 18 200 tonnes de riz au premier semestre de 1996.

A la suite d'une alerte spéciale lancée le 13 mai 1996 par la FAO et le PAM, prévenant que la situation des approvisionnements vivriers du pays s'était dégradée au-delà des prévisions, le PAM a renforcé son aide humanitaire. La phase d'élargissement a permis de porter assistance à 500 000 victimes des inondations, d'assurer une alimentation de complément à 525 000 enfants âgés de moins de cinq ans, et d'appuyer dans le cadre d'activités vivres-contre-travail de remise en état des terres agricoles et des ouvrages d'infrastructure endommagés quelque 125 000 paysans et leurs familles. Au cours du second semestre de 1996, 32 100 tonnes de céréales et 9 000 tonnes de mélange maïs-soja ont été expédiées à environ 1,6 million de bénéficiaires.

Le PAM, qui était l'une des rares organisations humanitaires présentes sur le terrain, a également exercé un rôle de premier plan en acheminant les produits d'aide alimentaire dont des ONG avaient fait don. Le PAM a distribué 17 000 tonnes de produits réunis par différentes ONG, notamment CARITAS et World Vision. Le PAM assure aussi le suivi des expéditions des ONG faites au titre d'activités extérieures à l'opération d'urgence, par exemple destinées à renforcer les systèmes de distribution publics et diverses activités vivres-contre-travail. Depuis qu'il a installé un bureau à Pyongyang en novembre 1995, le PAM s'est doté des moyens voulus pour suivre efficacement les livraisons de produits d'aide alimentaire en RPD de Corée, et s'est forgé une réputation pour avoir su fournir des informations fiables sur la situation de la sécurité alimentaire dans le pays.



14. **La région de la Méditerranée, du Moyen-Orient et de la CEI** a absorbé 28 pour cent des dépenses opérationnelles du PAM. En 1996, des ajustements ont été apportés aux activités programmées pour tenir compte des changements intervenus dans le contexte des grandes opérations de secours dans la région: il s'est notamment agi de mettre en oeuvre le soutien consécutif au processus de paix dans les pays de l'ex-Yougoslavie; de porter remède à la malnutrition grave qui frappe les enfants de moins de cinq ans en Iraq, en particulier dans le centre et le sud, et de préparer la mise en oeuvre de la résolution 986 du Conseil de sécurité des Nations Unies ("pétrole en échange de nourriture"); de recentrer l'aide alimentaire sur des actions de survie et de subsistance devant le durcissement des contraintes imposées aux programmes de promotion des femmes dans un Afghanistan bouleversé par les troubles civils; d'harmoniser les réponses apportées par le PAM à la situation particulière des ménages les plus défavorisés, ayant pour la plupart une femme à leur tête, dans les territoires palestiniens autonomes; enfin de poursuivre les interventions d'aide alimentaire, selon le continuum secours-développement, dans les sous-régions de la CEI.
15. Dans la **région de l'Amérique latine et des Caraïbes**, le PAM a appuyé les efforts déployés par les gouvernements et les communautés locales en vue de donner aux ménages les plus pauvres davantage accès aux ressources productives et de fournir une aide nutritionnelle directe dans le cadre d'interventions ciblées de santé primaire et d'alimentation visant les enfants d'âge préscolaire et scolaire. Les dépenses du PAM dans la région ont compté pour six pour cent des dépenses totales. Le Programme a continué d'appuyer la consolidation du processus de paix, avec la réinstallation des populations touchées par la guerre au Nicaragua et l'aide aux rapatriés et aux personnes déplacées au Guatemala. En Haïti, le PAM a concentré son assistance sur la mise en valeur des ressources humaines pour les groupes les plus vulnérables et les enfants scolarisés, et a aussi appuyé la remise en état et la conservation des ressources naturelles. Au Pérou, un projet de repas scolaires dans les écoles primaires a été lancé en août 1996, ciblé sur les enfants des trois départements les plus touchés par les violences du début des années 90, et un projet d'aménagement de bassins versants sur les hauts plateaux andins se poursuit, au profit de 56 000 familles bénéficiaires, dont un tiers ont une femme à leur tête.



### **Restructuration: renforcer la capacité d'atteindre les pauvres et les affamés**

En 1996, le PAM a travaillé dans des circonstances sensiblement différentes de celles d'il y a quelques années seulement: plus de ressources et d'attention ont été portées aux urgences, et notamment aux situations d'urgence complexes; de nombreux agents de terrain ont rempli leur mission dans des situations politiquement délicates et souvent dangereuses; il a parfois été impossible d'avoir accès aux bénéficiaires visés; et les ressources à consacrer au développement ont été rares. Le PAM a lancé un vaste processus de restructuration pour assurer sa pleine efficacité dans ces circonstances nouvelles. Les réalités opérationnelles de 1996 illustrent clairement pourquoi le PAM a entrepris cette révision de ses structures:

- L'aide aux victimes des situations d'urgence est devenue la mission la plus importante et la plus pressante du PAM; le personnel et les différents systèmes, hier encore principalement orientés vers les activités de développement, doivent être également en mesure de répondre aux urgences, et de mettre en oeuvre les activités de relèvement qui suivent.
- Les situations d'urgence débordent souvent les frontières nationales, ce de manière particulièrement évidente dans la région des grands lacs africains en 1996; aussi le PAM a-t-il besoin de se doter de structures souples et régionalisées pour répondre à ces défis.
- L'évolution rapide et dramatique des événements dans l'Est du Zaïre fin 1996 a fait ressortir l'importance de préparer des plans d'urgence et de reconnaître que rien ne saurait remplacer un personnel de terrain expérimenté, ayant l'autorité voulue pour prendre sur le champ et sur place les décisions qui s'imposent.
- En Afghanistan aussi, la communauté internationale a eu l'occasion de se souvenir que les situations peuvent se renverser pratiquement du jour au lendemain, et que le PAM devait être en mesure de réagir promptement et en toute connaissance de cause; il faut pour cela avoir sur le terrain même des fonctionnaires expérimentés de rang élevé, parfaitement au fait des situations locales.
- La participation du PAM à la démobilisation au Libéria et la mise en oeuvre de la résolution du Conseil de sécurité "pétrole en échange de nourriture" en Iraq illustre l'importance pour le PAM de s'adapter et d'être constamment prêt à relever valablement de nouveaux défis et s'acquitter de nouvelles missions.
- L'accent toujours plus marqué que le PAM place sur la connaissance des bénéficiaires, les approches participatives et le ciblage toujours plus précis des personnes les plus vulnérables, et notamment des femmes, nécessite une connaissance pratique des réalités locales, y compris de leur contexte culturel.
- Dans la RPD de Corée, le PAM a joué un rôle qui a largement dépassé le cadre strict de l'acheminement de ressources; il s'est fait l'avocat de ceux qui souffraient de la faim, et a su être la meilleure source d'informations fiables et à jour.
- Les ressources mondiales consacrées à l'aide au développement ont continué de décliner, quand bien même le Sommet mondial de l'alimentation a braqué les projecteurs sur les 800 millions de personnes qui souffrent d'une faim chronique; plus que jamais, le PAM doit plaider leur cause.
- A mesure que les fonds consacrés au développement s'amenuisent, il est devenu capital de mettre en oeuvre des stratégies qui permettront au PAM de donner l'effet maximal aux maigres ressources qui lui sont confiées.

Le PAM ne veut pas du changement pour le changement. Il se prépare au contraire à faire face aux défis d'aujourd'hui et de demain.



## LE SOMMET MONDIAL DE L'ALIMENTATION

16. L'année 1996 a été marquée par un événement majeur dans la communauté internationale: les chefs d'Etat et de gouvernement se sont réunis à Rome pour réaffirmer leur détermination à combattre la faim et la pauvreté, et à réduire de moitié le nombre des personnes sous-alimentées d'ici à 2015 au plus tard.
17. Le PAM a activement contribué à la préparation du Sommet. Le document de fond qu'il a établi, intitulé "Remédier à la faim dans un monde d'abondance: nouvelles perspectives pour l'aide alimentaire", a été largement diffusé. Le Programme a participé, en qualité d'observateur, à chacune des conférences régionales de la FAO, ainsi qu'aux réunions du Comité FAO de la sécurité alimentaire mondiale et à celles du groupe de travail intersessions correspondant. Il a aussi pris part à des conférences et à des séminaires organisés dans divers pays préalablement au Sommet.

### Le message du PAM au Sommet mondial de l'alimentation

Lors des préparatifs du Sommet, le PAM a inlassablement mis en avant plusieurs messages capitaux pour que la question de *l'accès*, en particulier dans les communautés les plus pauvres et pour les ménages les plus démunis, figure bien au centre du débat; il a ainsi mis en relief plusieurs thèmes qu'il juge cruciaux, à savoir:

- La sécurité alimentaire concerne directement la vie des *gens* et non pas seulement une augmentation de la production agricole. Elle réside dans la capacité qu'ont les gens d'avoir accès à la nourriture en quantité suffisante. La faim fait peser une contrainte directe et très lourde sur le développement tant économique que social: la faim est une cause, et pas seulement un effet, de la pauvreté.
- Nous devons relever le défi que représente la faim dès *aujourd'hui*, car la faim d'aujourd'hui fait des dommages irréparables et engendre la faim de demain. Les femmes sous-alimentées donnent naissance à des enfants dont le départ dans la vie est déjà compromis. C'est pourquoi il faut intervenir dans l'immédiat, et mettre en place des politiques qui relèvent durablement le pouvoir d'achat.
- *Les femmes* détiennent l'une des principales solutions au problème de la faim. Elles sont en grande partie responsables de la sécurité alimentaire des ménages; les ressources que l'on confie aux femmes sont des ressources pour la sécurité alimentaire.
- Nous devons investir dans *les personnes*, non pas seulement dans l'agriculture; dans les producteurs, et pas seulement dans la production. Nous devons investir dans les ressources humaines en appuyant l'alphabétisation, l'éducation et la formation, et en favorisant une croissance autonome, en appuyant les activités d'auto-assistance et la génération d'actifs communautaires. L'éducation est le fondement de la sécurité alimentaire.
- La libéralisation des *marchés* issue du Cycle des négociations d'Uruguay ouvre bien des perspectives, mais laisse sans réponse de nombreuses questions. La communauté internationale doit évaluer le rôle que pourrait avoir la décision sur l'atténuation des effets négatifs éventuels du Cycle d'Uruguay sur la sécurité alimentaire des pays en développement dans les prochaines années, telle qu'adoptée à Marrakech.
- *La paix* est une condition préalable à la sécurité alimentaire: on constate que, de plus en plus souvent, l'instabilité s'accompagne de situations de faim aiguë.



## REFORME ET GESTION DES AFFAIRES DU PAM

18. L'organe directeur du PAM (le Comité des politiques et programmes d'aide alimentaire (CPA)) a été transformé en un Conseil d'administration, composé de représentants de 36 Etats membres élus par le Conseil économique et social (ECOSOC) et par le Conseil de la FAO, qui a pris effet au 1er janvier 1996. En 1996, le Conseil a tenu quatre sessions, chacune d'elles ayant été précédée par des réunions informelles ouvertes à tous les membres et aux observateurs pour les informer des points inscrits à l'ordre du jour qui devraient faire l'objet de décisions ou de directives. Les nouvelles méthodes de travail du Conseil ont eu pour effet l'élaboration de documents concis, favorisant la prise de décisions, l'élimination des déclarations officielles, et l'instauration d'un dialogue plus ouvert, propice aux décisions débouchant sur une action concrète.
19. Le Sous-comité des projets a été aboli. Les schémas de stratégie de pays, les programmes de pays et les projets de développement sont désormais examinés par le Conseil. Le Conseil d'administration a aussi lancé un processus de modernisation du cadre constitutionnel du Programme, pour le rendre conforme aux principes de gestion des affaires établis par l'Assemblée générale des Nations Unies, et pour ménager une place aux initiatives telles les nouvelles politiques de dotation en ressources et de financement à long terme.





# Vers la réalisation des objectifs stratégiques du PAM

## APERÇU FINANCIER

20. L'année 1996 a été la première de l'exercice budgétaire biennal 1996-1997 du PAM. Le niveau de ressources autorisé par le CPA en novembre 1995 était de 3 100 millions de dollars, dont 2 861 millions de dollars pour les produits alimentaires, le transport, la distribution et les autres coûts de soutien directs, et 228,9 millions de dollars pour le budget d'administration et d'appui aux programmes (AAP). Le budget AAP a été recalculé, conformément aux procédures établies, à 233,6 millions de dollars pour l'exercice, soit 116,8 millions de dollars par an.
21. En 1996, les dépenses du PAM se sont montées à 1 186 millions de dollars<sup>1</sup>. Ces fonds ont été utilisés pour régler les dépenses correspondant aux achats de produits; au transport maritime; au transport terrestre, à l'entreposage et à la manutention (TTEM); et aux coûts de soutien directs et indirects (CSD et CSI) pour venir en aide aux pauvres et aux affamés dans le monde en développement.

Utilisation par catégorie de coûts	Montant (en millions dollars) <sup>1</sup>
Produits alimentaires	678
Transport maritime	99
TTEM	207
CSD et autres	94
AAP	108
<b>Total</b>	<b>1 186</b>

### Dépenses

22. Le PAM a mis en oeuvre les nouvelles politiques de dotation en ressources et de financement à long terme à compter du 1er janvier 1996. Celles-ci prévoient que le budget AAP est financé par le recouvrement des coûts de soutien indirects, sur la base d'un barème approuvé par le Conseil. Le Directeur exécutif, tenant compte du fait que le budget approuvé représente "un niveau plafond et non pas un plancher", et conformément à l'engagement qu'elle avait pris envers le CPA que le PAM maintiendrait ses dépenses AAP dans les limites des ressources disponibles, a ajusté le budget AAP à 112 millions de

<sup>1</sup> Les chiffres de 1996 se basent sur l'état financier provisoire établi à l'issue de la deuxième clôture des comptes.



dollars pour l'aligner sur les ressources disponibles. Les dépenses effectives d'AAP en 1996 se sont élevées à 108 millions de dollars.

## UNE APPROCHE PERSONNALISTE

23. “La sécurité alimentaire concerne directement la vie des gens”, tel a été le message du PAM au Sommet mondial de l'alimentation. Cette formule résume la détermination du PAM de placer la personne humaine au coeur de son action. Le PAM renforce sa capacité d'identifier et d'atteindre les plus pauvres et les groupes les plus vulnérables, et de donner aux femmes un rôle déterminant dans la sécurité alimentaire, de mettre en oeuvre des approches participatives et de focaliser plus encore l'action sur les pays qui ont le plus besoin d'une aide alimentaire.

### Cibler l'aide sur les plus pauvres

24. Mieux cibler l'action résulte d'un processus continu. Il faut notamment renforcer l'analyse et la cartographie de la vulnérabilité pour mieux circonscrire les groupes cibles; mettre l'accent sur les capacités des femmes et leur vulnérabilité; élaborer des méthodologies spécifiques pour cibler l'aide dans les situations d'urgence, quand les problèmes de sécurité et le manque de données rendent l'opération de ciblage difficile; assurer la participation des bénéficiaires, et des femmes en particulier, à l'identification des groupes cibles, et les associer à la distribution des produits d'aide alimentaire; enfin investir dans les ressources humaines en renforçant les capacités locales.
25. L'Unité de l'analyse et de la cartographie de la vulnérabilité (ACV) du PAM effectue des analyses de la vulnérabilité des populations cibles face à l'insécurité alimentaire et de leurs mécanismes de défense contre l'adversité. Ces analyses permettent au PAM d'établir des stratégies et de préparer des plans d'urgence, d'identifier et de concevoir des projets, et de cibler son assistance. L'Unité ACV produit des rapports qui décrivent la situation socio-économique des pays et indiquent les zones potentiellement vulnérables, et des cartes qui représentent les zones géographiques où les populations sont particulièrement vulnérables. En 1996, le PAM a renforcé son réseau ACV (qui était déjà opérationnel en Ethiopie, au Soudan, au Pakistan, au Malawi, en Zambie et au Cambodge) en établissant de nouvelles unités ACV de terrain en Tanzanie et au Sénégal. L'Unité ACV du PAM s'efforce de faire intervenir les différentes organisations et leurs méthodes de manière complémentaire, en évitant les chevauchements. Il collabore avec le Système mondial d'information et d'alerte rapide (SMIAR) de la FAO, le Système d'alerte rapide en cas de famine (FEWS) d'USAID, et avec des organisations non gouvernementales. A noter en particulier qu'un atelier a été organisé au siège du PAM en décembre 1996, faisant suite à la deuxième réunion informelle sur l'évaluation de la vulnérabilité organisée par le SMIAR dans le cadre du projet de cartographie du risque financé par les communautés européennes. L'atelier du PAM était axé sur l'application pratique, par le personnel des bureaux extérieurs du PAM, des méthodologies concernant l'analyse de la vulnérabilité et son rôle dans les prises de décisions.
26. **Cibler l'aide alimentaire lorsqu'une crise d'urgence se déclenche** peut être extrêmement difficile en raison du manque d'informations sur les groupes à cibler, qu'aggravent l'insécurité et les contraintes logistiques. Par conséquent, le PAM et ses partenaires s'efforcent d'acquérir une meilleure compréhension des modes de vie des réfugiés, de leurs mécanismes de survie, et de mieux évaluer l'accès qu'ils peuvent avoir à



la nourriture et à leurs sources de revenu. Dans une entreprise de cet ordre, le PAM et le HCR ont étroitement collaboré avec le Save the Children Fund (Royaume-Uni) dans la région des grands lacs africains et en Ethiopie, pour mieux évaluer la sécurité et les besoins alimentaires selon une méthode nouvelle, dite d'analyse de l'économie alimentaire des ménages.

### **Améliorer le ciblage par l'analyse de l'économie alimentaire des ménages**

La méthodologie de l'économie alimentaire des ménages a été établie à partir des travaux accomplis par Save the Children Fund (SCF) (Royaume-Uni) sur le projet de cartographie du risque exécuté en collaboration avec la CE et le SMIAR. Le PAM a étroitement collaboré avec le SCF (Royaume-Uni) pour mettre en oeuvre cette nouvelle méthodologie, pour évaluer les besoins et la sécurité alimentaires. Des études ont été entreprises dans des zones d'installation de réfugiés en 1996. La première, qui avait pour objet de valider la méthode, a été menée avec succès au camp de Lumasi, en Tanzanie. Une deuxième étude a été conduite parmi les réfugiés somalis en Ethiopie pour donner suite aux recommandations formulées par une mission conjointe PAM/HCR d'évaluation des besoins, qui s'était inquiétée du manque de connaissance approfondie des mécanismes de survie des réfugiés dans leur situation particulière. Ces deux études ont permis de ventiler la population par "degré de richesse" et d'obtenir une représentation crédible de la manière dont les différents groupes vivent.

Les données recueillies à l'occasion de ces études sur les mécanismes de survie des familles, de l'utilisation faite des produits d'aide alimentaire et de la capacité des réfugiés d'entreprendre des activités productives se sont révélées de la plus haute utilité pour réaliser des travaux de ciblage, pour proposer des solutions autres que les distributions générales de vivres, et pour gérer les opérations. Ces études se sont également avérées être un outil très efficace lors des missions d'évaluation des besoins d'aide alimentaire. A l'avenir, cette méthode sera utilisée régulièrement lors de la préparation des missions d'évaluation des besoins; des dispositions sont prises pour former le personnel du PAM au maniement de cette méthode.

27. **Répondre aux besoins particuliers des femmes.** En 1996, chacun des bureaux de pays et des services du siège a adopté des plans d'action particuliers pour traduire en actes les engagements du PAM envers les femmes. Un soutien est prévu pour donner aux femmes voix au chapitre dans les structures locales de décision en ce qui concerne la gestion de l'aide alimentaire et des actifs créés. Les stratégies de ciblage et de mise en oeuvre des programmes appuyés par le PAM doivent assurer la parité des sexes en ce qui concerne les avantages retirés à long terme, et permettre de suivre les progrès accomplis.
28. Le PAM s'efforce d'accroître la sécurité alimentaire en remettant directement ses ressources aux personnes qui sont responsables de la sécurité alimentaire effective des ménages, donc traditionnellement les femmes. L'accent a été placé sur la réponse aux besoins des femmes et sur l'amélioration de leur condition globale par le biais de plans d'action et d'activités pour promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes dans les secteurs du développement et des secours. Un module de formation a été défini pour faire pleinement connaître aux membres du personnel les différents niveaux auxquels l'action du PAM influence la vie des bénéficiaires. En 1996, environ 130 agents du personnel ont été formés dans le cadre de quatre ateliers régionaux.
29. Le PAM s'est aussi efforcé d'assurer que ses partenaires suivent les mêmes politiques. Des dispositions relatives à la planification, au ciblage, et à la distribution de l'aide alimentaire tenant compte des écarts entre les hommes et les femmes ont été incorporées dans les mémorandums d'accord que le PAM a signé avec les ONG en 1996.



30. Le PAM a introduit dans les plans d'opérations qu'il signe avec les autorités des gouvernements bénéficiaires des dispositions qui donnent aux femmes voix au chapitre dans les comités locaux. Les gouvernements des Etats de l'**Inde** par exemple prévoient désormais qu'un nombre minimum de femmes siègent aux comités de protection et de gestion des forêts villageoises. Au **Viet Nam**, la formation de femmes aux disciplines techniques et à la gestion dans le cadre d'activités vivres-contre-travail a permis d'accroître le nombre de femmes à des postes de direction. En **Tchéchénie**, des femmes participent désormais activement aux comités chargés d'évaluer et de mettre en oeuvre les activités. En **Tunisie**, des femmes sont élues pour siéger à tous les comités de développement, conformément à l'approche participative intégrée qui a été adoptée pour le projet.
31. Lors de l'élaboration d'**approches participatives**, le PAM met particulièrement l'accent sur une participation égalitaire des femmes et des hommes. Concevoir et mettre en oeuvre les programmes avec la participation des bénéficiaires confère à l'action une meilleure durabilité de ses effets. Au **Cambodge** par exemple, le PAM a lancé un programme de relèvement qui se distingue tout particulièrement par l'accent qu'il place sur l'autodépendance, les activités modestes menées en auto-assistance pour le relèvement et le développement, à l'échelon des villages, par le biais d'activités vivres-contre-travail, les chefs du village et les villageois eux-mêmes étant encouragés à identifier leurs propres priorités. Il apparaît que cette approche a engendré un authentique sentiment de propriété, ce qui a pour effet que les infrastructures seront mieux utilisées et entretenues, et que leur durabilité sera mieux assurée.
32. Il est encore nécessaire de renforcer le suivi et l'évaluation de la participation. L'expérience montre que les bureaux de pays ont besoin d'être épaulés dans la définition d'indicateurs et dans l'adoption de méthodologies de collecte d'informations, d'analyse des données et de présentation des rapports. On s'occupe activement de mettre en place ce soutien, à commencer par des directives visant le suivi de la participation dans les interventions portant sur les ressources naturelles et la définition d'indicateurs à utiliser dans les opérations de secours.
33. **Le renforcement des capacités** continue bien sûr d'être une priorité. Le PAM a appuyé au cours de l'année des activités menées en auto-assistance mobilisant des travailleurs au chômage ou sous-employés, les produits d'aide alimentaire servant d'incitation. En **Jamaïque**, le PAM a concentré son effort sur l'expansion et l'amélioration de la formation professionnelle, la création d'emplois et le développement de micro-entreprises. Un projet lancé et financé conjointement par le gouvernement et le PAM est ciblé sur les plus pauvres, et notamment sur les femmes (et leurs enfants), pour leur rendre accessibles des formations, du crédit et leur permettre de recevoir des bons d'alimentation jusqu'à ce qu'elles aient trouvé un emploi ou lancé une micro-entreprise viable.
34. L'aide alimentaire ciblée sur les écoles et les centres de santé a permis d'accroître leur fréquentation. **Les programmes d'alimentation scolaire** sont en fait un investissement dans les personnes, et viennent compléter les effets des autres apports éducatifs. Les repas scolaires favorisent et maintiennent la fréquentation et l'assiduité, et renforcent les capacités d'apprentissage en éliminant le stress alimentaire et en remédiant aux carences en micronutriments. Pour mettre à profit les enseignements tirés des activités passées dans le domaine de l'alimentation scolaire, le PAM, en collaboration avec l'UNESCO et l'OMS, a établi en 1996 un manuel général sur la définition et la mise en oeuvre de nouveaux projets. Ce manuel énonce clairement les impératifs à respecter pour que les activités aient tout l'effet recherché. Améliorer le ciblage, combler l'écart de scolarisation entre garçons



et filles, accroître la participation et les contributions des communautés bénéficiaires par le biais d'associations parents-enseignants, observer les principes d'hygiène dans la préparation des repas et des aliments sont autant de facteurs clés. L'efficacité financière des projets est une condition essentielle: le manuel explique comment on peut distribuer des repas scolaires équilibrés pour moins de 10 cents par ration en utilisant des ingrédients de production locale.

### **Focaliser sur les pays qui ont le plus besoin d'une aide alimentaire**

35. Ces dernières années, le PAM a très sensiblement accru la part des ressources affectées aux pays les plus démunis. En 1996, 53 pour cent des quantités totales de produits engagés (soit 57 pour cent de leur valeur totale) en faveur de projets de développement sont allées aux pays les moins avancés (PMA). Toutefois, le total des dépenses de développement allouées aux PMA n'a atteint que 42,3 pour cent des dépenses de développement du PAM. Si l'on prend en compte les dépenses au titre des secours, les PMA représentent 59 pour cent des dépenses totales.
36. L'objectif que s'est donné le PAM d'atteindre les plus pauvres dans les pays les plus démunis est particulièrement difficile à atteindre. En général, les groupes de population visés vivent dans des zones reculées, économiquement marginales, et le plus souvent très mal dotées en infrastructures économiques et sociales (routes, écoles, marchés). Une étude effectuée par le PAM en 1996 révèle que divers changements devraient être envisagés pour renforcer les stratégies opérationnelles du PAM dans les pays les plus pauvres. Les facteurs critiques sont les suivants:
- l'analyse des capacités et la planification de leur renforcement lors de l'établissement des notes de stratégie nationale, des schémas de stratégie de pays et des programmes de pays;
  - l'établissement d'objectifs réalistes pour les activités auxquelles l'aide alimentaire peut apporter un appui efficace;
  - la recherche d'une plus grande souplesse des opérations, que permettent les projets novateurs disposant d'un "fonds d'alimentation", et par le biais d'une collaboration accrue avec une gamme plus large de partenaires locaux, y compris les ONG;
  - le renforcement et le soutien des capacités grâce à la restructuration du PAM, à la formation et à d'autres investissements minimes;
  - la programmation de l'assistance au développement, qui doit prendre en compte les capacités et les partenariats déjà établis au cours des opérations de secours, et les renforcer.
37. Un document traitant des conséquences de la focalisation du PAM sur les pays les plus démunis est en cours d'élaboration; le Conseil d'administration en sera saisi à sa troisième session ordinaire en octobre 1997.



### **La Namibie prend le relais du PAM**

Le PAM a commencé à intervenir en Namibie en 1989, en apportant une aide alimentaire d'urgence à 43 000 Namubiens rapatriés d'Angola. En mars 1990, la Namibie a accédé à l'indépendance. Outre l'aide aux rapatriés, le PAM a concouru à mettre en place un mécanisme de secours en cas de sécheresse, et a lancé un programme d'alimentation scolaire. Grâce à la réceptivité du gouvernement, le PAM a activement contribué au renforcement des capacités nationales pour assurer la sécurité alimentaire des membres de la société les plus pauvres et les plus vulnérables.

La Namibie est l'un des 23 pays où le PAM a achevé ou se propose de cesser ses activités pour concentrer ses maigres ressources alimentaires multilatérales sur les pays qui en ont le plus besoin. Le Gouvernement namibien s'est engagé à prendre le relais de l'action du PAM après la fermeture du bureau de pays en février 1997: pendant la sécheresse de 1996, le gouvernement a mis en oeuvre des programmes de secours alimentaires entièrement financés par des ressources nationales. Le gouvernement est en passe de prendre à sa charge le programme d'alimentation scolaire. L'Unité de gestion de l'urgence est désormais une structure permanente du gouvernement, et elle a pour mission de venir en aide aux victimes des sécheresses récurrentes. Le Ministère de l'enseignement de base continuera de servir des repas scolaires aux enfants d'âge préscolaire et aux élèves des écoles primaires issus de familles pauvres des zones reculées, et mobilisera des ressources nationales pour élargir ce programme, ce qui illustre bien la durabilité possible des projets, même sans les ressources du PAM.

### **Améliorer la qualité des opérations et intégrer l'aide du PAM dans les programmes nationaux du pays bénéficiaire**

38. Le PAM a poursuivi ses efforts d'amélioration de la qualité de ses opérations et d'intégration de son aide dans les programmes nationaux des pays bénéficiaires. Il s'agit là d'un processus, qui se fait pas à pas et année après année, qui permet d'atteindre progressivement des objectifs fixés dans le Plan stratégique et financier 1996-1999, et fait intervenir non seulement le Département des opérations, mais aussi tous les services du PAM.

#### ***Programmation par pays***

39. En 1996, huit nouveaux schémas de stratégie de pays (SSP) ont été soumis au Conseil d'administration, ce qui a porté à 22 le nombre des SSP achevés. Les trois premiers programmes de pays, à savoir ceux qui concernent le Bangladesh, la Bolivie et le Pakistan, ont été soumis au Conseil et approuvés.
40. L'approche-programme par pays permet de mieux intégrer les activités du PAM dans les programmes nationaux du pays bénéficiaire. L'introduction du programme de pays du PAM permet aussi de renforcer la coordination avec l'action menée par les autres organismes des Nations Unies. Les SSP sont liés avec les notes de stratégie nationale, et les programmes de pays sont harmonisés dans toute la mesure possible avec le cycle de programmation des autres organismes représentés au Groupe consultatif mixte des politiques (GCMP).
41. Là où apparaissent des disparités entre les hommes et les femmes, des objectifs spécifiques sont introduits dans les programmes de pays, visant à investir 60 pour cent des ressources au bénéfice des femmes et des filles. Pour ce qui est du Bangladesh par exemple, des objectifs précis ont été inclus dans le programme de développement rural afin d'atteindre davantage de femmes et de satisfaire aux normes d'investissement fixées au bénéfice des femmes et des filles.



### **Contrôle de la qualité**

42. En 1996, le PAM a entrepris un travail coordonné en vue de mesurer et de faire le point de l'efficacité des opérations d'urgence, et de leurs effets dans les populations concernées. Pour ce faire, le PAM introduit progressivement un mécanisme qui permet de suivre les progrès accomplis au moyen d'indicateurs simples et maniables. Ce suivi a pour objet de livrer des informations utiles à la prise de décisions concernant l'orientation de l'opération, l'ajustement éventuel de la composition de l'assortiment alimentaire, l'opportunité d'interventions additionnelles et le désengagement de l'aide alimentaire. Le PAM établit actuellement des directives sur la base des études de cas réalisées.
43. L'une de celles-ci a porté sur **l'Est du Zaïre**. Elle a notamment permis de constater les limites de l'utilisation des seuls indicateurs de santé et d'état nutritionnel. A Goma par exemple, la distribution d'une ration adéquate s'est révélée essentielle non seulement pour entretenir un état nutritionnel satisfaisant, mais aussi pour prévenir toute détérioration des conditions de sécurité et toute dégradation ultérieure de l'environnement. Il était donc capital, dans ces circonstances, de définir d'autres indicateurs qui traduisent les effets corollaires qu'une opération d'urgence peut avoir sur les conditions de vie des réfugiés et personnes déplacées, en même temps que sur la population locale. Un travail analogue a été entrepris dans le cadre de l'opération de rapatriement des réfugiés touaregs au Mali. Les prochaines études de cas porteront sur l'opération régionale Libéria et sur l'Iraq, et seront effectuées en 1997.
44. Le PAM a entrepris de déterminer où il existait des disparités entre les hommes et les femmes quant à la gestion des actifs créés dans le cadre des activités vivres-contre-travail, à la distribution des avantages à long terme des projets et à l'accès à la formation et au crédit. Là où tel était le cas, des mesures correctives ont été prises: en **Equateur**, le système informatisé de suivi et d'évaluation inclut désormais des indicateurs permettant de suivre les effets des projets en intégrant une perspective sexosociologique. En **Bolivie**, à la suite d'une analyse de cet ordre, les prescriptions du plan d'opérations en matière de suivi et de rapports ont été modifiées pour mieux tenir compte de ce problème spécifique.

### **Utilisation des secours alimentaires et des programmes d'atténuation des effets dans une perspective de développement**

45. Le PAM a continué d'élargir le volet développement de ses activités de secours. En **Afghanistan**, après une phase de distribution gratuite de vivres, 350 000 personnes - pour le plupart des femmes et des enfants - ont pu bénéficier de la vente subventionnée de pain dans le cadre d'un projet novateur de boulangerie. Cela a permis aux femmes qui participaient à la fabrication de pain de faire vivre leur famille et de développer leurs entreprises dans une période de fort chômage dans le pays. Le produit de la vente du pain a été réinvesti par le PAM dans les communautés, par le biais de projets vivres pour la formation. Les bénéficiaires sont pour la plupart des femmes handicapées à la suite de blessures de guerre, des veuves ou des chefs de famille célibataires.
46. Au **Libéria**, le PAM a activement pris part à la démobilisation, en distribuant des colis de rations alimentaires aux anciens soldats. Les soldats démobilisés bénéficient de "projets-relais", qui seront poursuivis en 1997, et qui permettent de soutenir leur réinsertion dans la société civile. En **Angola**, l'aide apportée par le PAM aux centres pour la petite enfance est ciblée sur les groupes les plus vulnérables, les femmes et les enfants d'âge préscolaire, dont beaucoup sont des personnes déplacées. Les mères, qui souvent n'ont pas d'autre source de revenu, ont ainsi la possibilité d'exercer des activités génératrices de revenu dans la journée pendant que leur enfant est pris en charge dans un centre de santé. Un dépistage sanitaire et



des vaccinations sont aussi assurés dans les centres. Par ailleurs les projets, qui sont concentrés dans les zones les plus pauvres du pays, placent les jeunes enfants dans un environnement pré-éducatif propice à leur développement futur.

47. Dans les pays qui sont particulièrement exposés aux catastrophes naturelles, le PAM a tout particulièrement mis l'accent sur la préparation et les mesures susceptibles d'atténuer les effets des catastrophes, afin de permettre de réagir rapidement et efficacement en cas d'urgence. Au **Viet Nam** par exemple, les digues maritimes achevées dans le cadre d'un projet vivres-contre-travail ont redonné aux bénéficiaires confiance en l'avenir. L'investissement et la production agricoles se sont accrus, et des activités modestes de génération de revenu se développent. Les indicateurs socio-économiques traduisent d'ores et déjà une amélioration des conditions de vie, notamment en ce qui concerne les disponibilités alimentaires.
48. Dans le **Sahel**, région particulièrement vulnérable aux aléas climatiques, le PAM a axé son aide au développement sur les activités d'atténuation des effets des catastrophes. Au **Mali** et en **Mauritanie** par exemple, des projets polyvalents de développement agricole, de zootechnie et de protection de l'environnement ont contribué à renforcer les capacités de production vivrière.

#### Atténuation des effets des catastrophes au Bangladesh

Au Bangladesh, pays particulièrement exposé aux catastrophes naturelles telles que cyclones, inondations ou sécheresses, ce sont les ruraux pauvres qui sont les plus vulnérables. Depuis 1975, le PAM collabore avec les autorités gouvernementales et les donateurs bilatéraux pour construire des digues, surélever les berges, et réaliser des réseaux de drainage dans le cadre de son programme de développement rural. Ces activités ont permis d'atténuer fortement les conséquences des cyclones et des inondations, et ont épargné des millions de familles. Dans le même temps, des vastes superficies de terres agricoles ont pu être protégées. Lorsque les inondations se reproduisent, les dommages et les souffrances qu'elles provoquent sont réduits, voire évités.

L'investissement de 28 000 tonnes de blé a permis de mettre en oeuvre un programme de remise en état de 650 kilomètres de digues côtières, protégeant un million de personnes, 80 000 hectares de terres, et environ 150 000 tonnes de paddy en 1995/96. Comme ont pu le dire des villageois, "si les berges n'avaient pas été surélevées, nous aurions dû nous installer sur la colline voisine, les arbres auraient été emportés, et il nous aurait fallu compter sur les distributions de secours pour survivre, car les champs auraient été envahis par l'eau de mer. Grâce au PAM, nous vivons maintenant par nos propres moyens."

#### Investir dans le personnel de contrepartie du PAM

49. En 1996, plus de 3 124 agents de contrepartie ont été formés dans 42 pays en développement. Les programmes de formation de contrepartie ont principalement consisté en quatre ateliers sous-régionaux sur l'entreposage des vivres et la gestion des stocks et de formation aux opérations d'urgence, à la gestion financière, à la nutrition et à l'automatisation. Les ateliers organisés au **Rwanda**, au **Burundi** et en **Tanzanie** sur l'entreposage des vivres et la gestion des stocks se sont axés sur le contrôle de la qualité des produits d'aide alimentaire au cours du transport, de l'entreposage et de la manutention. Ont participé à ces formations des agents nationaux et internationaux du PAM, des membres d'ONG locales, et des agents des organismes de contrepartie. La participation des agents de contrepartie renforce la viabilité des projets: par exemple le bureau du PAM au Malawi a parrainé un voyage d'étude en Ethiopie pour ses homologues gouvernementaux afin de leur permettre



de tirer directement les leçons de l'expérience considérable acquise dans ce pays en ce qui concerne les activités vivres-contre-travail.

50. La formation des personnels de contrepartie s'est aussi axée sur l'amélioration de l'analyse des écarts entre les hommes et les femmes et la planification en matière d'égalité des sexes. Des ateliers nationaux ont été organisés pour renforcer la capacité de travailler avec des partenaires et mettre en oeuvre des moyens plus équitables de sélection des bénéficiaires, de conception des activités, de gestion des produits alimentaires, et d'élaboration de programmes d'aide alimentaire en partenariat avec les programmes d'alphabétisation et d'affirmation des femmes.

### Travailler en partenariat

51. Le PAM a pris en 1996 de nombreuses mesures visant à renforcer la coopération et la coordination interorganisations, tant avec les partenaires du système des Nations Unies qu'avec les ONG. Le PAM a activement participé aux travaux du Comité permanent interorganisations (IASC) sous la conduite du Coordonnateur des urgences humanitaires, et notamment à ceux des sous-groupes chargés des questions ci-après: cadre stratégique commun pour les opérations d'urgence humanitaire, suivi et évaluation, personnes déplacées à l'intérieur des pays, procédures d'appels unifiés, renforcement des capacités locales, et formation permanente des personnels. Le PAM a fermement défendu le principe d'une approche intégrée pour définir les réponses à apporter aux besoins de secours et de développement, et a formulé des propositions visant à renforcer la coordination des organismes des Nations Unies en notant en particulier que dans la majorité des cas, le coordonnateur résident devrait aussi assumer les fonctions de coordonnateur humanitaire.
52. A la réunion de haut niveau du Groupe consultatif mixte des politiques (GCMP), tenue à Rome en avril 1996, les chefs de secrétariats sont convenus d'une déclaration commune pour le Sommet mondial de l'alimentation. Le travail s'est poursuivi dans les domaines prescrits par l'Assemblée générale des Nations Unies, et notamment en ce qui concerne l'harmonisation des politiques et des procédures. Un examen du rôle et du fonctionnement du GCMP a été entrepris en 1996.

#### Un exemple de collaboration: le Centre conjoint de logistique des Nations Unies à Entebbe

Initialement implanté à Kampala, puis réinstallé à Entebbe, le Centre conjoint de logistique des Nations Unies (UNJLC) est le centre où sont réceptionnés et réexpédiés les produits d'aide alimentaire et les articles non alimentaires de secours acheminés par voie terrestre ou aérienne dans la région des grands lacs africains. L'UNJLC a été mis en place par le PAM à l'automne 1996, et le PAM (en qualité d'organisme chef de file), le HCR, l'UNICEF, le Département des affaires humanitaires (DAH) et les ONG y collaborent pleinement.

L'une des principales caractéristiques de l'UNJLC est qu'il est l'instance unique de liaison avec les forces multinationales pour les questions de logistique, et qu'il établit les priorités pour le transport des secours. Il a entre autres fonctions celles de diffuser des renseignements sur les liaisons terrestres et aériennes, d'identifier les problèmes d'itinéraire et de trouver des solutions, de coordonner les demandes de fret de tous les organismes des Nations Unies et des ONG pour éviter toute concurrence inutile, et de stabiliser les taux de fret. Une antenne du Centre a été ouverte à Kisangani, au Zaïre, pour assurer la logistique de l'opération d'urgence complexe dans l'Est du pays.

L'appui reçu jusqu'ici par le PAM pour faire fonctionner l'UNJLC atteste du bien-fondé de cette initiative. Il est probable que les structures mises en place pourront servir de modèle pour les activités de coordination et de mise en oeuvre de la logistique des secours, y compris pour la gestion de l'interface avec les forces multinationales, dans des opérations d'urgence complexes futures.



53. La coopération interorganisations a été encouragée à l'échelon opérationnel avec les principaux partenaires du système des Nations Unies, notamment le HCR, l'UNICEF et la FAO. Le Mémoire d'accord PAM/HCR a été révisé pour favoriser une plus grande transparence des interventions d'aide humanitaire aux réfugiés et pour redéfinir le rôle du PAM dans la distribution finale des produits. Des discussions visant à renforcer la collaboration et à assurer la complémentarité des activités d'urgence ont été engagées avec l'UNICEF, et devaient se conclure par la signature d'un mémorandum d'accord. De même, le PAM et la FAO ont fait bien du chemin en définissant des modalités améliorées de distribution d'outils et de semences, et en renforçant la coopération technique entre le SMIAR et l'Unité ACV du PAM. La collaboration s'est aussi poursuivie avec le FIDA; le PAM a pris une part active à la définition de la "Coalition contre la faim et la pauvreté", qui associe des ONG et des organismes multilatéraux sous la conduite du FIDA. En septembre 1996, le PAM a parachevé un échange de lettres avec le Comité international de la Croix-Rouge.
54. En 1996, le PAM a poursuivi sa collaboration avec plus de 1 000 ONG nationales et internationales. La signature d'un Mémoire d'accord avec une ONG en 1995 a été suivie en 1996 par la conclusion de sept autres accords établissant une répartition claire des attributions, sur la base des avantages comparatifs de chaque organisation, afin de porter au maximum l'efficacité des opérations. La deuxième consultation ordinaire PAM/ONG qui s'est tenue en juin 1996, a porté sur les systèmes d'alerte rapide, les modalités de distribution dans les opérations d'urgence, et le Sommet mondial de l'alimentation; le Président du Comité FAO de la sécurité alimentaire mondiale y a pris part.

## Evaluation

55. En 1996, le Bureau de l'évaluation a continué d'effectuer des évaluations bien ciblées des opérations d'urgence et consécutives aux urgences, ainsi que de projets et de programmes de développement. Quatorze missions d'évaluation se sont rendues sur le terrain au cours de l'année, et une étude sur dossier a été effectuée. Chaque évaluation porte sur une opération particulière ou prend la forme d'une étude thématique ou sectorielle, mais tous les travaux se sont efforcés de traiter de questions d'intérêt général telles le ciblage, l'environnement, la problématique hommes-femmes et le suivi des opérations.

### Evaluation conjointe PAM/ONG en Angola

En novembre 1996, une évaluation conjointe PAM/ONG a été menée en Angola et a principalement porté sur la collaboration entre le PAM et les ONG pour livrer des indications utiles aux opérations futures d'urgence et de relèvement.

Cette mission a mis en relief les possibilités d'une approche mieux harmonisée de l'évaluation des besoins, ainsi que d'une meilleure coordination dans la phase d'exécution. Elle a permis de relever des différences d'approches d'une ONG à l'autre en ce qui concerne la définition des besoins et l'expression des attentes des communautés locales. La mission a suggéré que des accords soient conclus entre le PAM et les ONG à l'échelon des pays pour définir les critères d'évaluation des besoins, ainsi que la méthodologie et les indicateurs à appliquer aux fins du suivi des résultats.

La mission a proposé que soient utilisés des critères communs pour le ciblage des bénéficiaires, la sélection des activités et le suivi. Elle a reconnu qu'il était souhaitable de pratiquer une planification coordonnée à long terme, notamment quand on prévoit des activités de relèvement. Enfin, la mission a recommandé que d'autres évaluations conjointes viennent renforcer les acquis de cette initiative très fructueuse.



## Promouvoir l'efficacité et l'efficience opérationnelles

### *Efficacité du transport et de la logistique*

56. Le PAM s'efforce de fournir des services logistiques de qualité qui soient à la fois efficaces et économiquement rationnels. A cet effet, il a pris différentes mesures, à savoir: planification coordonnée préalable aux expéditions; groupage des expéditions; examen attentif des opérations de transport et de logistique, et de leurs coûts; optimisation du calendrier, des itinéraires et des moyens d'expédition, tant pour le transport maritime que terrestre; enfin mécanisme d'auto-assurance qui permet d'introduire sans délai des recours à l'encontre de tiers responsable de la perte ou d'avaries de produits du PAM.
57. Les opérations de logistique deviennent de plus en plus complexes et exigeantes. Le PAM a été parfois dans l'obligation de remettre en état des installations et du matériel pour pouvoir avoir accès aux bénéficiaires, pour assurer la livraison rapide et à un coût raisonnable des produits d'aide alimentaire et de secours, et pour atténuer les souffrances. Dans **la région des grands lacs africains**, par exemple, le Programme a mené à terme plusieurs projets de remise en état d'infrastructures et de matériel visant à accroître la capacité de transport des couloirs de circulation, à réduire les coûts de livraison, à assurer durablement l'accès, et à améliorer la capacité de réaction du PAM en créant des bases logistiques intérieures permettant de prépositionner stratégiquement des réserves de vivres de secours. Par ailleurs, des aménagements ont été réalisés sur les voies de transport fluvial et lacustre des lacs Tanganyika et Kivu, afin de pouvoir utiliser des chalands de plus fort tonnage et de réduire les coûts cumulatifs de livraison à l'Est du Zaïre et au Burundi.
58. En **Bosnie**, le PAM a pris le relais du HCR pour les livraisons et la logistique des secours alimentaires, y compris la gestion des points de livraison avancés. A l'issue d'une prise en charge progressive et coordonnée, le parc international de camions qui assurait le transport a été remplacé par des entreprises commerciales locales de camionnage, ce qui a permis de faire des économies substantielles. Cela a aussi permis au PAM de redéployer, avec l'accord du donateur concerné, le parc de camions de Bosnie vers la région des grands lacs africains pour parer à la crise qui s'y profilait.
59. L'efficacité du **mécanisme d'auto-assurance** du PAM, mis en place en 1994, a été mis à l'épreuve au cours de l'année, lors du naufrage par tempête d'un navire affrété, le Cheng Da, dans le détroit de Taiwan. Cette catastrophe, sans précédent pour le PAM, s'est soldée par une perte financière d'environ 1,8 million de dollars. Malgré cette perte, les économies réalisées jusqu'à la fin de 1996, en regard de ce qu'aurait coûté une couverture de toutes les opérations par des compagnies d'assurance extérieures, se sont montées à trois millions de dollars. L'avantage concret de l'auto-assurance a été de permettre de disposer immédiatement des fonds nécessaires pour assurer le remplacement rapide de la cargaison, perdue avec le navire, destinée à la RPD de Corée.

### *Sécurité: une nouvelle dimension de l'assistance*

60. Les personnels qui interviennent dans les opérations de secours travaillent souvent dans des conditions dangereuses et précaires, là où des populations vulnérables ont désespérément besoin d'être secourues. Ils sont en général les derniers à partir quand la situation devient intenable. Les organismes qui les emploient doivent avoir les moyens de les évacuer quand cela s'impose.
61. Le PAM a été appelé à prendre des mesures exceptionnelles pour évacuer son propre personnel et celui d'autres organisations d'Uvira, Bukavu et Goma, dans l'**Est du Zaïre**,



en octobre/novembre 1996. A mesure que les forces de l'alliance avançaient, la sécurité dans ces villes se dégradait jusqu'à un point tel qu'il devenait impossible aux agents humanitaires d'exercer leurs fonctions: leurs vies étaient en péril et les véhicules et les installations étaient régulièrement pillés. Le personnel présent à **Uvira** a été le premier à être évacué sur décision du Coordonnateur des mesures de sécurité des Nations Unies. Comme l'évacuation par la route était impossible, le Coordonnateur a demandé au PAM d'organiser une évacuation aérienne. Quarante-six agents de divers organismes des Nations Unies et de plusieurs ONG ont été évacués par avion vers Nairobi. L'évacuation de **Goma** a été la plus complexe, l'aéroport de la ville étant inutilisable, initialement en raison des restrictions imposées par les autorités zairoises, et ensuite du fait des combats qui y faisaient rage. Le PAM a étudié toutes les solutions envisageables, y compris l'utilisation de chalands pour procéder à une évacuation par le lac, et a mis en place un dispositif de mise en alerte d'hélicoptères et d'avions de sociétés commerciales.

### Le PAM à Monrovia

Le 6 avril 1996, de violents combats ont repris entre les chefs de guerre au Libéria, où la guerre civile sévit depuis plusieurs années. Monrovia, la capitale, est devenue le théâtre de nouveaux affrontements entre factions politiques diverses, mais le cessez-le-feu a aussi été rompu dans l'arrière-pays, où les affrontements armés ont repris. Tandis que les populations civiles tentaient de fuir les principales zones de combat, les différents magasins et entrepôts ont été pillés, en dépit de l'intervention des forces de maintien de la paix de l'ECOMOC.

Le PAM a décidé de rester au Libéria malgré l'incertitude et le chaos, et grâce à ses plans d'urgence, il a été en mesure de poursuivre ses programmes de secours là où d'autres organismes avaient dû battre en retraite. Les mouvements aériens et terrestres étant devenus impossibles en raison des combats dans l'intérieur du pays et de la fermeture des aéroports, le PAM a affrété deux petits caboteurs, qui sont entrés en service l'un le 9 et l'autre le 24 avril, pour établir un "pont maritime" d'urgence, à la fois sûr et économiquement efficace, entre Monrovia et Freetown. En maintenant sa présence sur place, le PAM a pu prévenir le pillage en règle des hangars du port de Monrovia, où des réserves importantes étaient entreposées. Les deux navires ont fait la navette, évacuant des personnels de la communauté internationale dans un sens et rapportant des articles non alimentaires de première nécessité, notamment du matériel de télécommunications, des fournitures médicales, du carburant et des générateurs électriques.

Comme une trêve difficile s'établissait à nouveau peu à peu entre les factions opposées, le PAM réorganisa ses opérations de transport en provenance du Libéria, remplaçant les caboteurs par un navire ravitailleur de haute mer équipé de matériel moderne de télécommunications, d'une plate-forme porte-hélicoptères, de matériel de sécurité pour plus de 80 passagers, et offrant une bonne capacité de fret. Ce navire mouille au large du port de Monrovia pour assurer à la communauté internationale un refuge sûr et fiable dans l'hypothèse où une nouvelle évacuation serait nécessaire. Les coûts de ce dispositif furent d'abord partagés avec le Département des opérations de maintien de la paix de l'ONU (DPKO), puis avec les autres organismes des Nations Unies et divers autres organismes de secours.

62. Le succès de ces opérations de sécurité, et de bien d'autres, est imputable à l'excellent esprit de coopération et à la bonne coordination qui règnent entre les différents organismes concernés, ainsi qu'aux accords en matière de sécurité qui ont été conclus entre les différents organismes opérationnels de secours et le Coordonnateur des mesures de sécurité des Nations Unies dans le courant de 1996. Les opérations du PAM en cours, et les moyens tant aériens que maritimes qu'il met en oeuvre, lui permettent en effet de mobiliser très rapidement l'avion ou le navire nécessaire pour mettre les personnels à l'abri du danger. Une proposition, actuellement à l'étude, a été présentée visant à formaliser le rôle du PAM aux côtés du Coordonnateur dans les évacuations de personnel des Nations Unies.



### **Renforcer la capacité d'achats locaux du PAM**

63. En 1996, le PAM a acheté 980 000 tonnes de vivres, soit 46 pour cent du volume total de l'aide alimentaire fournie, contre 35 pour cent en 1995. En 1996, environ 640 000 tonnes (soit 28 pour cent de plus qu'en 1995) des produits alimentaires achetés par le PAM l'ont été dans des pays en développement, pour un coût total de 166 millions de dollars.
64. Le PAM a renforcé sa capacité d'achats sur le terrain. En 1996, il disposait de fonctionnaires chargés des achats en Ouganda, au Zimbabwe, en Turquie, au Kenya, au Viet Nam et en Tanzanie. Grâce à cette capacité renforcée, les achats effectués directement par les bureaux extérieurs ont pu atteindre près de la moitié du total des achats effectués par le PAM.
65. Le PAM rationalise par ailleurs le **processus d'examen et d'approbation des achats**. En 1996, le Directeur exécutif a accru les pouvoirs délégués en matière d'achats, et a approuvé de nouvelles procédures d'achat de produits alimentaires. La publication en mai 1996 de nouvelles directives relatives aux politiques d'achat de produits alimentaires et aux procédures opérationnelles a été suivie en décembre 1996 par la publication d'un guide pratique des achats de produits alimentaires à l'usage de tous les bureaux extérieurs concernés.
66. Cet ensemble de mesures a pour objectif de renforcer la capacité du PAM d'acheter localement des produits et d'effectuer des opérations triangulaires; d'accélérer le processus de passation de marchés en déléguant sur le terrain des responsabilités décisionnelles, de manière à en garantir la transparence; enfin de permettre au PAM de commuter rapidement entre approvisionnements locaux et achats régionaux ou internationaux lorsque la situation évolue. Il reste toutefois possible de collaborer davantage encore avec d'autres acheteurs de produits d'aide alimentaire et avec les donateurs pour développer les achats locaux de vivres, en améliorant la coordination entre les organisations qui effectuent des achats de ce type, en développant la connaissance des marchés et en synchronisant mieux les opérations.

### **Préparation, planification d'urgence et dispositifs d'alerte**

67. Des progrès notables ont été accomplis en 1996 dans le domaine de la planification d'urgence et de l'élaboration de mécanismes d'appui. La planification d'urgence, qui prend une place de plus en plus grande dans la gestion prévisionnelle normale, consiste à élaborer des scénarios pour les zones à risques potentiels et à déterminer les mesures à prendre pour parer au plus vite aux urgences qui pourraient se déclarer et à mettre préalablement en place des ressources, notamment des réserves de vivres, du personnel et du matériel permettant une intervention immédiate. En 1996, le PAM a travaillé avec le DAH, l'UNICEF et le HCR à l'élaboration de méthodologies de planification d'urgence, dans la perspective de les appliquer à l'échelle du système tout entier. Des exercices conjoints de planification ont été menés pour les grandes zones d'instabilité, comme la région des Balkans, la région des grands lacs africains, l'Afrique de l'Ouest et l'Asie centrale, afin d'assurer la complémentarité des stratégies respectives de réponse.
68. Tout un arsenal de mécanismes et d'équipements de préparation aux catastrophes a été activé pour les situations d'urgence suivantes: région du Libéria, région des grands lacs africains, Corne de l'Afrique, Angola, RPD de Corée, et ex-Yougoslavie. Comme l'a illustré l'opération menée dans l'Est du Zaïre, les moyens ci-après ont été mobilisés: équipes d'intervention rapide (EIR) et leurs matériels; accords génériques d'achat auprès de fournisseurs; approvisionnements alimentaires stratégiques dans les entrepôts du DAH à Pise (Italie) et stocks stratégiques logistiques pour l'Afrique, établis à Nairobi; mobilisation



des moyens des partenaires du système des Nations Unies, notamment Unité de défense civile et militaire du DAH, et programme des Volontaires des Nations Unies (VNU); enfin moyens extérieurs, avec notamment des dispositifs d'alerte établis avec les donateurs et les ONG en vue du déploiement rapide de personnels et de matériels spécialisés.

69. Le PAM a continué de travailler avec des donateurs potentiels dont les forces militaires seraient susceptibles d'appuyer les opérations de secours. Cette collaboration a permis de transférer du matériel en excédent, et d'apporter une assistance technique dans les domaines de la cartographie, des télécommunications, du commandement des opérations aériennes, et d'utiliser les informations et la formation de diverses sources. Le PAM a aussi continué d'équiper et de renforcer sa cellule d'appui en cas de crise, qui a été activée pour la première fois lors de la crise de Monrovia en avril, et ensuite lors de la crise dans la région des grands lacs africains. Dans ce dernier cas, pratiquement toutes les capacités de réserve du PAM sont entrées en jeu. Nombre d'enseignements sont actuellement tirés de cette opération. Ils permettront d'affiner les efforts de préparation pour l'avenir.

#### **De la planification à l'action: le cas du Zaïre**

La planification d'urgence pour la région des grands lacs africains, qui avait été entreprise en 1995, a régulièrement été mise à jour en 1996. Elle s'est faite à l'échelon régional, avec une forte composante de collaboration interorganisations dans les domaines de la programmation, de la logistique et de la sécurité, ce qui a contribué très appréciablement au succès des interventions.

La mise en place anticipée de stocks, le déploiement de personnels et l'activation des mécanismes de préparation, y compris l'utilisation du matériel mis en place par les équipes d'intervention rapide, les dispositifs d'alerte établis avec les donateurs et les ONG, les réserves de vivres des entrepôts de Pise, et le mécanisme de déploiement de VNU ont permis au PAM de réagir sans délai à la crise dans l'Est du Zaïre.

Au moment où cette crise s'est déclarée, le PAM avait déjà installé des stocks à Kampala (Ouganda) et à Isaka (Tanzanie) depuis octobre, dans l'éventualité d'un rapatriement massif de réfugiés. Une fois la crise engagée, le PAM a fait usage du Compte d'intervention immédiate (CII) pour acheter des quantités supplémentaires de vivres. En outre, le PAM a immédiatement procédé au transfert, par voie aérienne, de biscuits enrichis à haute valeur énergétique des stocks d'urgence entreposés par le DAH à Pise vers la région des grands lacs. Grâce à l'activation des dispositifs d'alerte, en l'espace de quelques jours 269 tonnes supplémentaires de biscuits avaient été livrées, pour être distribuées aussi bien en territoire zaïrois, dans le cadre d'opérations transfrontières au départ du Rwanda, qu'au Rwanda même, à des postes de distribution dont l'implantation avait été programmée dans le cadre du programme de préparation aux urgences.

Ses équipes d'intervention immédiate et les dispositifs d'alerte ont permis au PAM d'assurer promptement des services de communications, de logistique, de génie civil, et de dépêcher sur place des spécialistes des urgences et des comptables, ainsi que des surveillants de l'aide alimentaire. Des plans d'action ont pu être établis rapidement, et révisés comme de besoin, pour adapter l'action à une situation en rapide évolution.

En ce qui concerne le matériel (lots d'appareils de télécommunications, entrepôts mobiles, trousseaux d'urgence de voyage et matériel de travail en équipe, téléphones cellulaires, etc.), le PAM a puisé dans le stock stratégique logistique établi à Nairobi et dans les réserves des EIR à Rome et à Nairobi, et a activé les accords génériques d'achats et les dispositifs d'alerte établis avec les donateurs pour réduire au minimum les délais d'acheminement.

Des prestations spéciales de services ont aussi été activées, avec une cellule régionale des opérations aéroportées et de la manutention au sol à Entebbe, et des dispositions de camionnage à courte distance au Rwanda. Des gouvernements ont mis à la disposition de l'opération des moyens de transport de fret aérien pour acheminer biscuits et abris transportables, par le biais de l'Unité de défense civile et militaire du DAH. Ce concours a permis au PAM de disposer de capacités accrues au plus fort de la crise.

Le PAM a aussi bénéficié de la présence au siège du dispositif de soutien en cas de crise, qui a permis de traiter des informations, de tenir des téléconférences avec les bureaux de terrain du PAM et les autres organismes des Nations Unies, de conduire la planification opérationnelle, et d'organiser des réunions et des séances d'information.

L'Unité ACV a activé ses dispositifs d'alerte avec d'autres partenaires dans le domaine des secours pour recevoir des cartes détaillées de la région, tant sur support papier que sous forme numérique. Les contacts avec les institutions de renseignement ont permis d'obtenir des informations précises géographiquement codées qui ont permis à l'Unité ACV de produire des cartes mises à jour quotidiennement des mouvements des réfugiés dans la zone de crise. Ces cartes ont été communiquées à l'ensemble de la communauté des secours



humanitaires par le biais des serveurs informatiques WFPWeb et ReliefWeb.

## UNE MEILLEURE TRANSPARENCE

### Le Programme d'amélioration de la gestion financière (FMIP)

70. Le FMIP a été l'un des principaux instruments pour accroître la transparence des opérations et d'améliorer les systèmes de gestion. En 1996, plusieurs projets entrant dans le cadre du FMIP sont passés du stade de l'étude à celui de la mise en oeuvre. En novembre, le nouveau système de gestion financière est entré en service, pour permettre d'établir des rapports plus fidèles, de disposer plus rapidement d'informations financières importantes pour prendre des décisions, de mieux maîtriser les ressources du PAM et de mieux en rendre compte. Par ailleurs, le suivi de la chaîne des approvisionnements est en cours de transformation avec la mise en place du nouveau système de suivi des produits; on prévoit de disposer d'un modèle préliminaire et d'un projet opérationnel vers le milieu de 1998.

### Inspection et vérification interne des comptes

71. La fonction d'**inspection et d'enquête** est un élément clé qui permet d'exercer une maîtrise et une supervision effectives au sein du Programme, et elle s'associe aux fonctions d'évaluation et de vérification interne des comptes. Le Bureau de l'inspection et des enquêtes (OEDI) concentre son activité sur les domaines qui présentent le plus de risques pour le PAM: l'utilisation des ressources monétisées, les dispositions bancaires, la manutention des produits et la passation de contrats. En 1996, des inspections ont été faites dans neuf bureaux de pays. Une "ligne ouverte" a été ouverte au siège pour recueillir des informations confidentielles de toutes provenances. Les allégations qui peuvent y être faites sont soigneusement vérifiées.
72. A partir d'informations fournies par un membre du personnel, il est apparu que la direction de projet, dans un service ministériel d'un pays bénéficiaire, vendait des produits alimentaires du PAM à des négociants locaux. Le gouvernement a apporté son concours à l'Inspecteur, et un volume important de produits a pu être récupéré, avec l'intervention de la police locale; une compensation *ex gratia* de 20 000 dollars a été versée au projet pour le dédommager des quantités non récupérées. Le projet a par la suite été entièrement réorganisé, et des mesures disciplinaires ont été prises à l'encontre de tous les fonctionnaires du gouvernement impliqués. Toutes les recommandations ont reçu les suites voulues, et le projet a repris le bon cap.



### **Transparence: les activités du Bureau de la vérification interne des comptes (OEDA) en 1996**

L'efficacité de la fonction de vérification interne des comptes a été améliorée en 1996 grâce à la conjugaison d'une meilleure planification, d'une application plus rigoureuse des normes comptables internationales et des Nations Unies, d'une activité redditionnelle améliorée, d'une mise en place d'une base de données pour la vérification, et d'une collaboration plus étroite avec le Commissaire aux comptes.

**Vérification au siège.** Le Bureau de la vérification interne des comptes a vérifié les états financiers pour 1994-1995, les achats de produits alimentaires en 1994-1995, les voyages officiels et les congés du personnel. Le Bureau a formulé des avis et des recommandations ayant trait à la trésorerie, aux politiques et aux guides pratiques en matière d'achat de produits alimentaires, au système des commandes locales, aux propositions concernant les investissements, à la gestion et au contrôle de l'inventaire global du PAM, à des aspects spécifiques du FMIP, et au manuel de passation de marchés pour les articles non alimentaires.

**Vérification des fonds de monétisation.** Le Bureau a examiné tous les fonds résultant de la monétisation de produits du PAM, et a formulé et supervisé la mise en oeuvre initiale de la politique d'audit de la monétisation. Un rapport qui expose les résultats de son examen et des vérifications extérieures locales a été établi.

**Vérifications sur le terrain.** Une méthodologie d'évaluation du risque dans les bureaux de pays a été adoptée pour établir l'ordre de priorité des vérifications sur le terrain, et pour entreprendre des missions dans 11 pays. De nombreuses recommandations, à savoir respectivement 293 et 83, ont été faites à la suite des missions de vérification effectuées en 1995 et 1996. Ces recommandations ont porté sur ce qui suit: amélioration de la gestion des liquidités, comptes d'avance temporaire, contrôles budgétaires, gestion et systèmes de suivi des produits, taux de transport intérieur, entreposage et manutention (TIEM) et prélèvements correspondants, contrôles d'inventaire, transparence et concurrence pour les achats de produits alimentaires, d'articles non alimentaires, et les contrats de services de transport et de logistique, dispositions relatives au paiement des fournisseurs, contrats et rémunérations des agents locaux, utilisation de véhicules officiels, voyages officiels locaux et congés, gestion des programmes, procédures d'entreposage, ainsi que gestion financière et activités opérationnelles des organismes de contrepartie et des partenaires d'exécution.

**Les vérifications spéciales et courantes** ont assuré l'application convenable et transparente des procédures de passation de marchés; ont permis d'examiner plusieurs mémorandums d'accords et accords en cours de négociation; enfin ont permis d'examiner et de faire des observations sur des questions de politique générale. Des études spéciales ont aussi été effectuées.

### **Nouvelles procédures financières**

73. De nouvelles politiques et procédures financières ont été approuvées en vue d'améliorer encore la transparence. Un guide de comptabilité pour les bureaux de pays a été établi pour aider le personnel de terrain et assurer la conformité des opérations aux procédures comptables du PAM. La liaison électronique directe avec une banque commerciale, par le biais d'un logiciel de gestion des avoirs en espèces permet désormais au PAM de répondre plus rapidement aux besoins financiers des bureaux extérieurs.

### **Amélioration de l'activité redditionnelle**

74. Il avait été convenu, dans le cadre des nouvelles politiques de dotation en ressources et de financement à long terme, que le PAM élaborerait un système normalisé de rapports aux donateurs. Le PAM devait passer d'un système de "rapports sur l'utilisation des contributions" à des "rapports sur l'exécution des projets", sauf si les donateurs demandaient expressément des rapports particuliers. Des modèles de rapports normalisés ont été établis en 1996; tous les systèmes financiers sont en cours d'adaptation aux nouvelles catégories d'activités et aux nouveaux codes correspondants. D'autres mesures



encore permettent au personnel du PAM d'établir des rapports de manière de plus en plus automatisée.

75. Le PAM a publié en 1996 un rapport de prospective faisant le point des estimations des besoins de produits alimentaires et des déficits prévisibles pour les opérations dans lesquelles il intervient. Outil précieux pour évaluer la filière des produits alimentaires, ces "Pages jaunes", qui ont été distribuées à tous les membres et observateurs du Conseil d'administration, donnent des indications sur les besoins et le niveau des ressources disponibles.
76. En outre le PAM a sensiblement renforcé son activité redditionnelle sur les opérations de grande ampleur. Des rapports de situation sont régulièrement publiés pour la région des grands lacs africains, l'opération Libéria, l'ex-Yougoslavie, la Communauté des Etats indépendants et l'Afghanistan.

### **Amélioration des télécommunications et développement des infrastructures**

77. Le service des télécommunications nouvellement créé a développé et élargi le réseau de communication du PAM en 1996. De nouvelles technologies ont été mises à profit pour communiquer par courrier électronique avec le "terrain profond" par radio à ondes courtes. Dans la région des grands lacs africains par exemple, le volume de messagerie électronique interne à la région est de plus de 8 000 messages par mois.
78. L'usage de ces moyens modernes de télécommunications est d'un intérêt potentiel énorme. Par exemple, pour mieux rendre compte des produits et améliorer la filière d'acheminement pour l'opération de la région des grands lacs africains, l'Unité de coordination des transports du PAM basée à Kampala a mis en place un réseau régional d'information qui se compose d'un système de suivi des produits et d'un réseau de messagerie et de communications, lesquels permettent au PAM de prendre des décisions tactiques rapides, efficaces et rationnelles, par exemple de dérouter des camions ou de rediriger des cargaisons, selon les besoins opérationnels. Le réseau régional utilise comme support une technologie des ondes haute fréquence qui permet de réduire les coûts de télécommunications, tout en permettant l'échange de données et d'informations en temps réel dans la région et avec le siège.

## **DES SYSTEMES DE GESTION AMELIORES**

### **Le processus de changement**

79. En 1996, le PAM a lancé un vaste processus de restructuration, se préparant ainsi à s'acquitter efficacement et rationnellement de son mandat jusque très avant dans le siècle prochain. Les éléments déterminants de cette stratégie de changement ont été établis au mois de juillet 1996:
- Des personnels plus expérimentés et plus spécialisés seront affectés sur le terrain, à proximité de la "clientèle" du PAM, les pauvres qui sont victimes de la faim.
  - Davantage de pouvoirs seront délégués sur le terrain, ce qui facilitera la prise rapide de décisions guidées par une bonne connaissance des situations locales.
  - Les directeurs des bureaux de pays du PAM étudieront de plus près les caractéristiques de sécurité alimentaire et la situation de l'aide alimentaire dans leur pays d'affectation,



de manière à pouvoir planifier les activités du PAM et à les gérer dans le contexte des besoins et des flux globaux d'aide alimentaire.

- Le plaidoyer pour la cause des pauvres et des affamés incombe à tous les membres du personnel du PAM. Dans une période où les ressources consacrées à l'aide au développement se contractent, il importe plus que jamais que le PAM fasse entendre sa voix au nom des 800 millions de personnes qui ont faim dans le monde.
  - La majorité des agents du PAM doivent être capables de gérer des situations d'urgence et de développement avec une compétence égale; le renforcement des activités de formation devra leur permettre de relever ce défi, et d'autres encore.
  - Le PAM améliorera la communication, au sein de l'organisation et avec ses interlocuteurs.
  - Les procédures et les procédés seront rationalisés et modernisés, pour économiser le temps du personnel tout en respectant les impératifs redditionnels.
80. Au second semestre de 1996, plus de 60 membres du personnel ont pris part aux travaux d'équipes chargées de recommander les mesures particulières à prendre pour donner corps au changement. De nombreux agents ont formulé des suggestions. En fin d'année, la direction du PAM disposait d'un vaste assortiment de recommandations détaillées à étudier en vue de la mise en oeuvre de la restructuration en 1997.

## Les changements structurels

81. Premières étapes d'un changement profond des structures, plusieurs changements ont été opérés en 1996. Une Division des services de gestion (MS) a été créée pour apporter un soutien à l'administration et à la gestion tant au siège que sur le terrain. Les fonctions de gestion et de mobilisation des ressources ont été réorganisées: la nouvelle Division des ressources et des relations extérieures (RE) se consacrera principalement à faciliter une conduite efficace et rationnelle des affaires, à mobiliser des ressources, à obtenir le soutien de l'opinion, et à susciter des partenariats. La Division des ressources humaines (HR), rationalisée, sera plus orientée vers le service, plus transparente, plus responsable, consciente des coûts et de la valeur des gens, flexible et tournée vers le changement. En outre, des ajustements ont été apportés à plusieurs projets FMIP pour leur permettre de mieux appuyer la restructuration.
82. L'introduction d'un processus continu de planification stratégique constitue une autre innovation importante, qui représente beaucoup plus que le simple établissement d'un plan stratégique et financier tous les deux ans. Dans cette nouvelle perspective, l'ensemble du personnel doit aborder ses tâches dans un esprit plus stratégique, au siège comme sur le terrain. Un nouveau service a été créé au sein de la Division de la stratégie et des politiques (SP) pour aider le Programme dans son ensemble à penser de manière stratégique et à traduire cette pensée en plans concrets. Son rôle est de faciliter cette conversion et de catalyser les énergies pour renforcer - et non diminuer - les responsabilités de l'encadrement en matière de réflexion stratégique.
83. Les bureaux de région à Nairobi, Sarajevo, Maputo, Islamabad et Abidjan sont devenus partiellement opérationnels en 1996, le transfert de personnel du siège n'étant pas encore achevé. Le PAM a commencé presque immédiatement à tirer profit de ce début de décentralisation. Le personnel de direction du bureau de région à Islamabad était là pour appuyer le bureau de pays pour l'Afghanistan alors que la situation se transformait dans ce



pays, et la structure régionale dans la région des grands lacs africains a permis au PAM de répondre de manière souple et opportune à une situation très mouvante.

### La mise en valeur des ressources humaines

84. Le PAM, qui fut longtemps un programme relativement stable axé sur le développement, se transformant en un programme principalement tourné vers les urgences, il était essentiel d'aborder la mise en valeur des ressources humaines de manière plus systématique. Pour faire fonctionner un organisme chargé de répondre aux urgences, il fallait pouvoir disposer d'un cadre composé de personnes mobiles et polyvalentes, capable de s'adapter à des besoins en évolution constante. Une analyse a été effectuée en vue de réviser la composition et le profil des personnels du Service unifié. En 1997, des stratégies seront élaborées et mises en oeuvre pour transformer ce profil.
85. Par ailleurs, une sous-division de la planification et de l'évolution des carrières a été créée pour dresser l'inventaire des compétences et identifier les besoins futurs, et pour aider les membres du personnel à élaborer des plans de carrière, tout en encourageant l'esprit d'initiative et la mobilité.

Catégorie	Bureaux extérieurs	Siège	Total	Femmes en %
Personnel du Service unifié	159	107	266	24
Spécialistes et administrateurs des catégories supérieures	2	90	92	35
Personnel de projet sous contrat	190	49	239	26
Administrateurs auxiliaires	34	12	46	37
Volontaires des Nations Unies (bureaux extérieurs)	89	0	89	27
Administrateurs nationaux (bureaux extérieurs)	113	0	113	22
<b>Cadre organique</b>	<b>587</b>	<b>258</b>	<b>845</b>	<b>27</b>
<b>Services généraux</b>	<b>888</b>	<b>336</b>	<b>1 224</b>	<b>43</b>
Effectif total	1 475	594	2 069	36

**Le personnel du PAM, par catégorie et par sexe** (à l'exclusion des personnels sous contrat temporaire, des consultants et des titulaires de contrats de louage de services) (au 31 décembre 1996)

86. Fin 1996, l'effectif total du personnel du PAM était de 2 069 personnes (71,3 pour cent dans les bureaux extérieurs et 28,7 pour cent au siège). Par ailleurs, 2 178 personnes travaillaient dans le cadre de contrats temporaires ou de contrats de consultants. Les postes financés sur le budget AAP sont au nombre de 1 723; les autres postes sont financés directement au titre des coûts de soutien directs.

87. Le PAM a poursuivi avec succès sa politique qui consiste à **équilibrer la représentation des hommes et des femmes**, au siège comme sur le terrain. Le nombre des femmes membres du personnel s'est accru dans toutes les catégories et à tous les niveaux,



grâce à une politique volontariste de recrutement et de promotion, et à un meilleur taux de fidélisation du personnel. L'effort a notamment consisté à encourager en particulier les candidatures féminines dans les avis de vacance de postes; à donner la préférence aux femmes dans le choix final, à qualifications égales; à établir des réseaux avec les ONG; enfin à développer l'activité de plaider à l'occasion des réunions avec les partenaires d'exécution, ainsi que dans les médias.

88. En 1992, il n'y avait pas de femmes à des postes supérieurs à la classe P-5 au PAM. En décembre 1996, elles étaient représentées aux catégories D-1 (18,6 pour cent), D-2 (14,3 pour cent), et SSG/SGA (33 pour cent). Il reste toutefois beaucoup à faire pour atteindre les objectifs fixés dans les résolutions de l'Assemblée générale, à savoir atteindre la proportion de 25 pour cent de femmes à la classe D-1 et dans les catégories supérieures (valeur d'objectif fixée pour 1995), et de 50 pour cent aux postes du cadre organique.
89. Pour appuyer plus activement encore l'objectif stratégique de renforcement des compétences de gestion et le professionnalisme, des **formations** ont été assurées dans les domaines ci-après: planification stratégique; communication interpersonnelle; et pratique efficace du travail d'équipe. Le PAM est passé avec succès des logiciels en DOS à Windows 95 et aux logiciels correspondants. Les cours visant à élargir le champ des compétences techniques des personnels ont été poursuivis, avec une série de cours de formation aux opérations d'urgence et à la gestion, ainsi qu'à la sécurité sur le terrain. Le nombre des participants à ces 632 formations s'est élevé à 4 925. Pour accompagner le processus de changement, un plan stratégique de formation sur trois ans a été élaboré, et sera achevé en 1997.
90. Un examen des **politiques et des procédures concernant les ressources humaines** a été entrepris en 1996, pour permettre une délégation maximale de pouvoirs aux responsables de services. Un examen détaillé des définitions d'emploi au siège a été entrepris, et une proposition consistant à les normaliser en 31 profils génériques a été élaborée.
91. Une évaluation du système de gestion et d'évaluation des prestations professionnelles (MAP) a eu pour effet la mise en oeuvre d'une procédure rationalisée de planification et d'examen des résultats professionnels. Un programme d'assistance et de conseil aux employés (PACE) a été mis en place au siège; un conseiller professionnel fournit des conseils à des groupes et en entretiens individuels, et a animé des ateliers d'une journée sur la gestion du stress à l'intention des dirigeants et du personnel.

## LA MOBILISATION DES RESSOURCES

### Diminution globale de l'aide alimentaire

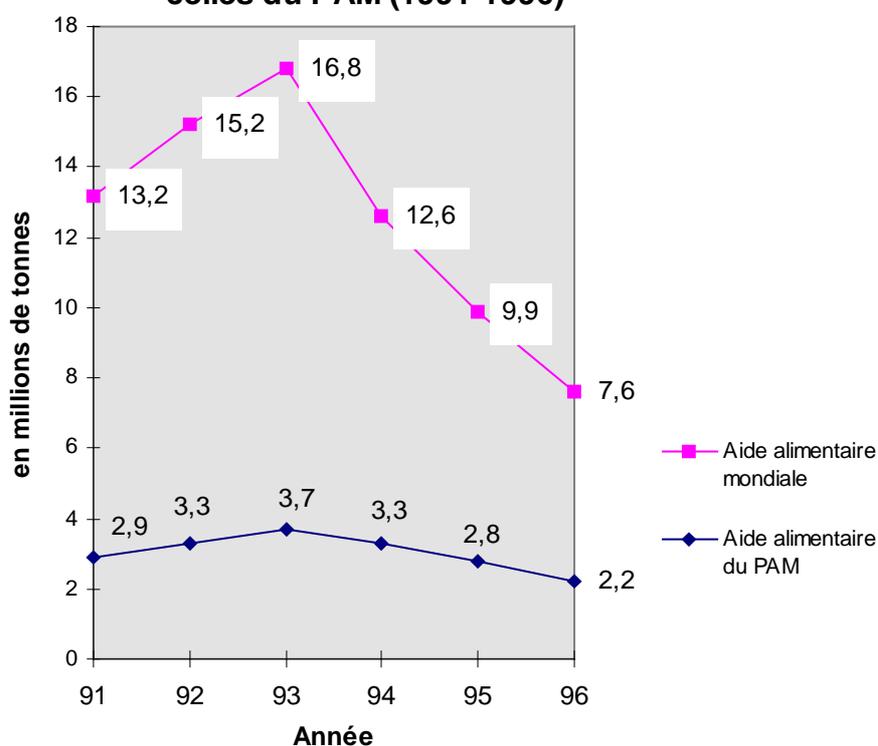
92. En 1996, les livraisons totales d'aide alimentaire se sont montées à 7,6 millions<sup>1</sup> de tonnes environ, soit 25 pour cent de moins qu'en 1995 et beaucoup moins que le niveau record enregistré en 1993 avec 16,8 millions de tonnes. Selon les estimations, ces livraisons se sont composées à environ 88 pour cent de céréales, et à 12 pour cent d'autres produits, soit une proportion pratiquement inchangée par rapport à 1995.

<sup>1</sup> Chiffre officiel non encore disponible.



93. En 1996, la composante céréales, avec environ 6,7 millions de tonnes de livraisons annuelles, a été inférieure à l'obligation minimale de 7,5 millions de tonnes au titre de la Convention relative à l'aide alimentaire antérieure. Toutefois, au titre de la Convention de 1995, cette obligation a été ramenée à 5,3 millions de tonnes.
94. Par rapport à 1995, les livraisons d'aide alimentaire de secours ont diminué d'environ 17 pour cent, l'aide alimentaire-projet de 20 pour cent et l'aide alimentaire-programme de quelque 28 pour cent. L'aide ciblée, qui regroupe la catégorie secours et projet, représentait encore près de 60 pour cent des livraisons totales.

**Comparaison entre les livraisons mondiales d'aide alimentaire et celles du PAM (1991-1996)**



95. En 1996, le Comité de l'agriculture de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) avait inscrit à son ordre du jour le suivi de l'application de la décision ministérielle sur les mesures concernant les éventuels effets négatifs du programme de réforme pour les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires, adoptée à Marrakech. Le Comité a commencé par établir une liste des pays concernés par cette décision et a ensuite demandé aux Etats membres donateurs de rendre compte des mesures prises pour donner suite à cette décision, notamment en ce qui concerne la fourniture d'une aide alimentaire. Le PAM, qui a un statut d'observateur au Comité de l'agriculture de l'OMC, a fourni des informations sur les dons d'aide alimentaire aux pays de cette catégorie, grâce à son Système international d'information sur l'aide alimentaire (INTERFAIS).

## **Mise en oeuvre des nouvelles politiques de dotation en ressources et de financement à long terme du PAM**

### ***Politiques de dotation en ressources et de financement à long terme***

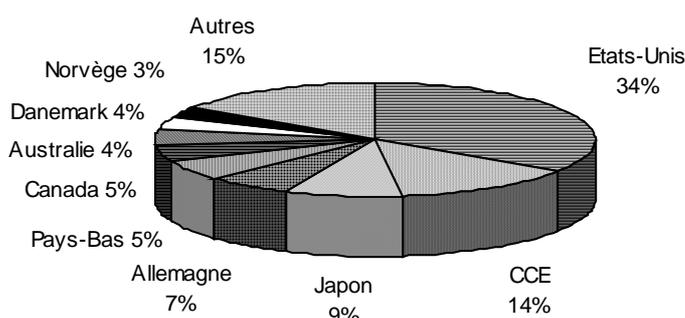
96. Les nouvelles politiques de dotation en ressources et de financement à long terme, que le CPA avait demandé au Secrétariat de mettre en oeuvre, à titre expérimental, à compter du 1er janvier 1996, visent à surmonter les contraintes externes, à procurer des ressources plus prévisibles et souples d'emploi en assurant un recouvrement intégral des coûts, tout en préservant pour le long terme le caractère multilatéral des ressources du PAM.
97. Ce modèle comporte trois éléments: les guichets de financement, les catégories d'activités et les coûts. Les guichets de financement se répartissent comme suit: multilatéral, multilatéral à emploi spécifique et bilatéral, selon le degré de conditionnalité et la souplesse d'emploi autorisée. Les ressources versées à ces trois guichets sont acheminées vers les quatre catégories d'activités du PAM (développement, interventions prolongées de secours, opérations d'urgence et opérations spéciales). Pour garantir le recouvrement intégral des coûts, l'un des grands principes de ces nouvelles politiques, chaque contribution doit financer tous les coûts opérationnels directs, et les coûts de soutien directs et indirects. Ceux-ci comprennent: la valeur des produits, le transport, les coûts proportionnels TTEM, les coûts de soutien directs et les coûts de soutien indirects correspondants calculés sur la base des analyses périodiques de coûts.
98. Plusieurs difficultés pratiques sont survenues dans la période initiale. Dans un cas, un pays en développement non classé parmi les moins avancés a cherché à compléter les livraisons alimentaires faites dans le cadre d'un projet appuyé par le PAM, mais il ne disposait pas des ressources en espèces nécessaires pour régler les coûts de soutien indirects au barème applicable. Dans un autre cas, un donateur a fourni des produits d'aide alimentaire indispensables directement jusqu'à des points de livraison avancés, et voulait que l'intégralité du montant de sa contribution soit comptabilisée à son actif, et non pas seulement la valeur des produits alimentaires. La différence de niveau des coûts applicables de soutien indirects était considérable. Ces deux exemples ont mis à jour des défauts ou lacunes qu'il faudra corriger lorsque le nouveau modèle de financement sera examiné fin 1997.
99. Bien que les politiques en question aient initialement visé à accroître la souplesse d'affectation des ressources, cette souplesse a en fait diminué, les donateurs stipulant de plus en plus l'emploi de leurs contributions, notamment dans la catégorie développement. Au total 28 pour cent de l'ensemble des contributions faites en 1996 au titre de projets de



développement ont été assorties de contraintes quant à leur utilisation. La plupart des contributions faites au titre d'opérations d'urgence ont continué d'être étroitement liées à un usage spécifique, et les contributions à emploi spécifique au titre des IPS ont atteint la moitié du total. Ce phénomène porte atteinte au caractère multilatéral du Programme et à sa souplesse opérationnelle, suscitant des préoccupations quant au financement des projets ou opérations qu'approuve le Conseil d'administration, mais qui apparemment ont un faible rang de priorité pour les donateurs.

100. Mais la première année de mise en oeuvre a aussi donné des résultats positifs. La ventilation des contributions en éléments précis représentant tous les postes de coûts d'une opération donnée a permis de rendre bien mieux compte des dépenses, et de parvenir à un recouvrement intégral des coûts. Cette solution permet aussi de répartir plus équitablement les charges, tous les donateurs étant mis sur un pied d'égalité pour ce qui est de la composition de leurs contributions. Des solutions ont été mises au point pour réunir toutes les catégories d'activités et procéder à des synthèses générales, ce qui accroît la transparence et la fiabilité et du PAM.

**Principaux donateurs du PAM: engagements et contributions pour 1996**



### **Engagements de contributions et déficits**

101. Dans une conjoncture de contraction des budgets d'aide, les donateurs ont continué en 1996 d'apporter un soutien massif au PAM - 1 445 millions de dollars ont été apportés aux activités du Programme. Sur ce total, 399,4 millions de dollars (28 pour cent du total) ont été apportés aux activités de développement; 628,5 millions de dollars (43 pour cent) aux opérations d'urgence; 342,3 millions de dollars (24 pour cent) aux interventions prolongées de secours (IPS). En outre 31,8 millions de dollars (deux pour cent) ont été engagés pour appuyer des opérations spéciales et 5,6 millions de dollars pour la fourniture d'articles non alimentaires. Un montant total de 19,2 millions de dollars a été apporté au Compte d'intervention immédiate en 1996, le montant d'objectif étant fixé à 35 millions de dollars. Les 18,3 millions de dollars restants (1,3 pour cent) représentent les contributions au titre du programme des administrateurs auxiliaires et les contributions bilatérales en faveur des opérations bénéficiant de l'aide du PAM.

102. Etant donné le recul marqué des contributions d'aide alimentaire en faveur du développement, le PAM a eu des difficultés à s'acquitter de ses engagements. Il a dû gérer un déficit de 207 000 tonnes de produits, soit 20 pour cent de l'ensemble des engagements au titre des projets. Des ajustements ont constamment dû être faits au portefeuille de



développement, parfois aux dépens d'activités qui fonctionnaient bien. En outre, le Programme a dû réduire considérablement les nouvelles propositions de projets soumises à approbation, maintenir au strict minimum les augmentations budgétaires, et entreprendre de déprogrammer des engagements non réglés.

103. Le défi que représente la gestion des niveaux futurs d'engagements de contributions est double: les projets approuvés qui donnent des résultats satisfaisants méritent qu'on leur laisse la possibilité de s'ajuster à des niveaux de ressources sensiblement plus bas sans pour autant que leur exécution soit compromise. Dans le même temps, le PAM doit maintenir une filière régulière de programmes et projets, au niveau adéquat et dans les pays qui le justifient. Enfin, la réduction des ressources rend plus difficile l'ajustement des politiques.

### **Stratégie de mobilisation des ressources**

104. La Slovaquie, la Slovénie et le Vatican ont rejoint pour la première fois en 1996 les rangs des donateurs du PAM. Les efforts de mobilisation de ressources ont principalement consisté à renforcer les contacts avec les donateurs traditionnels et à faire participer davantage les bureaux de pays à la mobilisation de ressources à l'échelon national. La connaissance qu'a le PAM des politiques des donateurs en matière d'aide pour le développement, des sources de financement et des priorités sectorielles ou géographiques a été consolidée avec l'établissement de profils des ressources des donateurs.
105. En 1996, le PAM a entrepris de mobiliser des ressources auprès du secteur privé, aux Etats-Unis et en Italie. Dans un premier temps, il s'est employé à créer des groupes nationaux des "Amis du PAM" servant de centre de coordination d'un mouvement de mobilisation des ressources du secteur privé, et à mener des campagnes de sensibilisation dans le pays hôte. En 1997, le PAM poursuivra son effort, dans des pays choisis, pour mener des campagnes de mobilisation des ressources dans le secteur privé, en coopération avec les gouvernements et avec les ONG.

## **UNE ACTIVITE RENFORCEE DE PLAIDOYER**

### **Plaidoyer, médias et campagnes publiques**

106. En 1996, le PAM a entrepris une campagne volontariste pour rehausser son image et pour plaider la cause des pauvres et des affamés. Le PAM est l'une des rares organisations humanitaires présentes en RPD de Corée, et s'est donc trouvé bien placé pour alerter la communauté internationale sur le sort des populations sinistrées dans ce pays, et réunir les soutiens nécessaires à une aide humanitaire.
107. Le Sommet mondial de l'alimentation, en novembre 1996, a offert un autre exemple de l'action de plaidoyer qu'a engagée le PAM pour la cause des pauvres qui ont faim. Cette manifestation a coïncidé avec les débuts de la crise humanitaire majeure dans l'Est du Zaïre, et donné au PAM la possibilité d'informer la communauté internationale réunie et les médias de la situation, et des moyens à mettre en oeuvre pour porter assistance aux victimes.
108. Le PAM a par ailleurs ouvert un bureau au Japon (l'un de ses principaux donateurs) afin de mener dans ce pays des campagnes d'information du public sur les problèmes de la faim et les questions connexes, et pour mieux faire connaître ses activités.



### Campagnes en Italie

Afin de mieux faire connaître le PAM en Italie, pays hôte du siège du Programme, nombre d'activités promotionnelles ont été entreprises:

- **Concert de bienfaisance à Milan, au bénéfice du Libéria**  
Le 17 juillet, des musiciens africains parmi les plus célèbres ont donné un concert de sept heures dans un stade milanais pour appeler l'attention sur la crise humanitaire au Libéria. Les recettes du concert ont été données à un projet d'alimentation scolaire du PAM. Le concert a été retransmis dans toute l'Italie par les chaînes publiques.
- **"Tanti popoli, una terra" ("Des peuples, une Terre"), outils audiovisuels pédagogiques**  
Le PAM a élaboré et produit, en collaboration avec le Ministère italien de l'éducation, un outil audiovisuel qui a déjà permis de diffuser des informations sur le problème de la faim à 6 000 élèves âgés de 11 à 14 ans. Parrainé par 42 entreprises du secteur privé, cet outil éducatif comprend une vidéo qui donne la parole à des vedettes du rock et à des présentateurs de télévision célèbres.
- **Campagne de collecte de fonds dans la presse italienne**  
Depuis octobre, et pour un an, le PAM mène dans la presse italienne une campagne de sensibilisation sous le slogan "Nous autres, au PAM, avons une famille nombreuse". Cette campagne a vocation de réunir des fonds et de mieux faire connaître le PAM du public italien. La publicité paraît gratuitement dans une soixantaine de journaux et hebdomadaires de grande diffusion, qui touchent au total environ 90 millions de lecteurs.
- **Campagne de sensibilisation: "La fame: basta parlarne" ("La faim, il ne suffit pas d'en parler")**  
Le PAM s'est joint à une fédération de 52 ONG italiennes, la FOCSIV, pour mener une campagne de sensibilisation intitulée "La fame: basta parlarne". Le PAM et la FOCSIV ont coproduit un message-annonce pour la télévision, une vidéo de 10 minutes, des brochures et des affiches qui ont été diffusés et distribués dans toute l'Italie par les soins des ONG partenaires.

### De nouveaux outils de communication à l'appui des activités de plaidoyer

109. Avec le soutien du FMIP, le PAM a ouvert un site Web sur l'Internet pour améliorer l'échange d'informations entre le PAM, ses donateurs, les autres partenaires de la communauté internationale des organismes de secours et d'aide au développement, et le public. Ce site donne accès aux documents de politique générale, aux rapports de situation, aux alertes lancées à l'attention des donateurs, aux communiqués de presse, ainsi qu'à des statistiques qui autrefois n'étaient accessibles que sur papier.
110. A l'occasion de la troisième session ordinaire du Conseil d'administration en octobre 1996, un nouveau dispositif a été lancé: il est désormais possible de consulter et de télécharger les documents du Conseil, dans toutes les langues officielles du PAM, à partir du site Web (<http://www.wfp.org>). Ce service a pour objet de permettre à tous les gouvernements et à tous les usagers autorisés, dans le monde entier, d'avoir immédiatement et pour un coût très modique, accès à tous ces documents via l'Internet. Pour aider les délégués basés à Rome à se connecter au site, une brochure a été éditée ("Come and surf the Web with us").



# ANNEXES ET CARTE

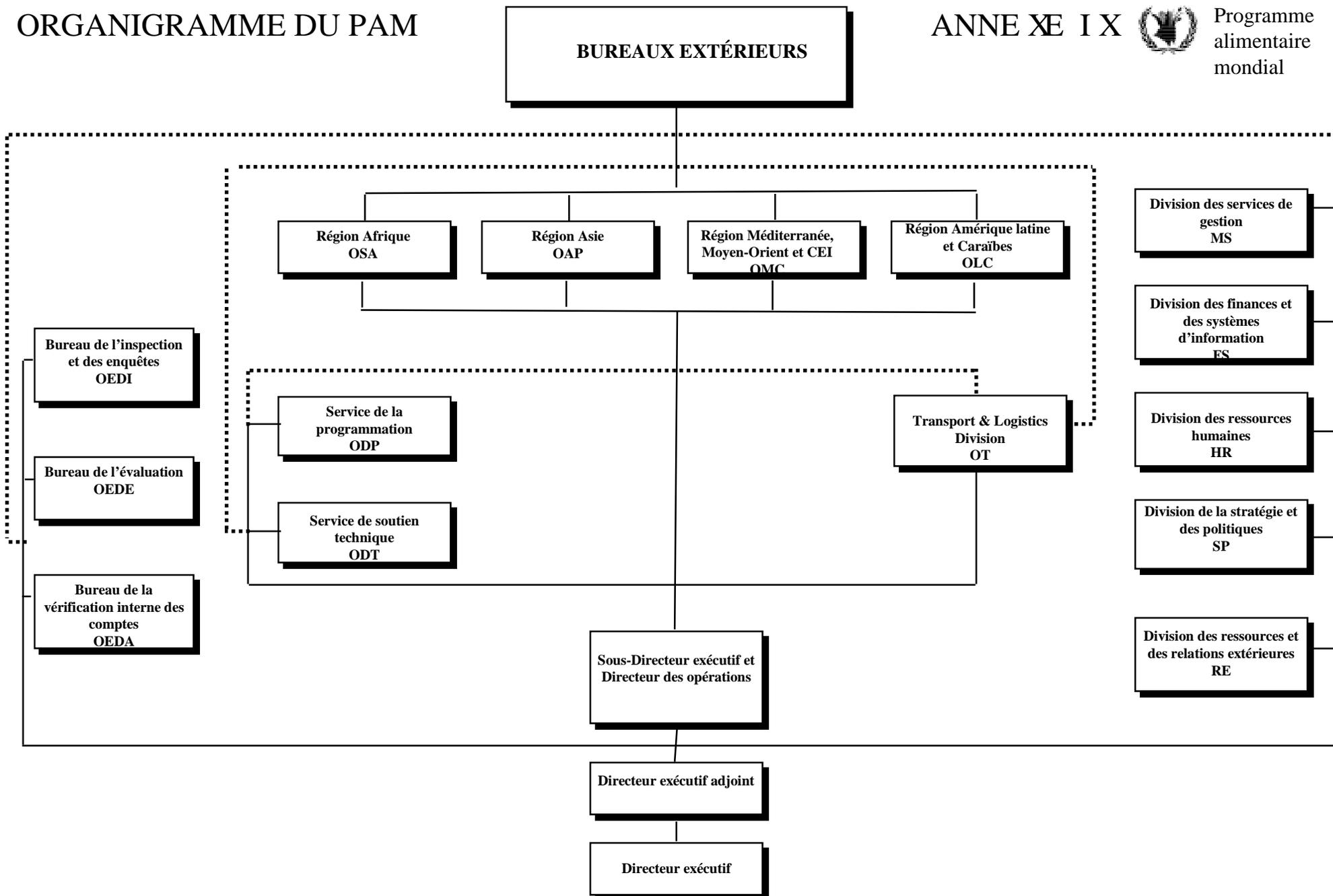


# ORGANIGRAMME DU PAM

ANNE XX I X



Programme  
alimentaire  
mondial



## ANNEXE II

## PROFIL DE L'AIDE ALIMENTAIRE MONDIALE, 1992-96

	1992	1993	1994	1995	1996 <sup>1</sup>
1. Livraisons totales d'aide alimentaire (en millions de tonnes - céréales en équivalent grains)	15,2	16,9	12,6	9,9	7,6
Céréales	13,4	15,1	10,7	8,6	6,7
Produits non céréaliers	1,8	1,8	1,9	1,3	0,9
2. Achats d'aide alimentaire dans les pays en voie de développement (en pourcentage du total)	9,5	9,7	11,6	16,5	15,3
3. Livraisons d'aide alimentaire, par filière (en pourcentage du total)					
Bilatérales	60	65	52	50	50
Multilatérales (le PAM représentant plus de 95 pour cent)	22	22	27	29	29
ONG	18	13	21	21	21
4. Livraisons d'aide alimentaire, par catégorie (en pourcentage du total)					
Aide-programme	50	60	44	41	38
Secours	33	25	34	35	36
Aide-projet	17	15	22	24	26
5. Livraisons d'aide alimentaire, par région (en pourcentage du total)					
Afrique subsaharienne	40	29	34	33	35
Asie du Sud et de l'Est	18	12	20	23	27
Europe et CEI	20	41	28	27	18
Amérique latine et Caraïbes	12	12	11	9	10
Amérique du Nord et Moyen-Orient	10	6	7	8	10
6. Livraisons d'aide alimentaire, par catégorie de pays à statut spécial (en pourcentage du total)					
Livraisons aux pays en développement	87	68	86	93	93
Livraisons aux pays à faible revenu et à déficit vivrier	80	62	78	76	78
Livraisons aux pays les moins avancés	44	29	45	43	49
7. Livraisons totales d'aide céréalière, exprimées en pourcentage de:					
Production mondiale de céréales	0,7	0,8	0,6	0,4	0,3
Importations mondiales de céréales <sup>2</sup>	6,2	7,1	5,6	4,3	3,2
8. Livraisons d'aide céréalière aux PFRDV, exprimées en pourcentage de:					
Production céréalière des PFRDV	1,3	1,1	1,0	0,8	0,6
Importations céréalières des PFRDV <sup>2</sup>	14,8	13,3	13,5	9,4	7,8

<sup>1</sup> Chiffres provisoires.

<sup>2</sup> Les statistiques sur les importations se rapportent aux campagnes juillet/juin qui se terminent l'année indiquée, hormis le riz pour lequel les chiffres se rapportent à l'année civile.

Source: PAM (INTERFAIS), mars 1997 et FAO, Perspectives de l'alimentation, mars 1997.



**ANNEXE III TABLEAU 1: VENTILATION DES DÉPENSES OPÉRATIONNELLES DU PAM<sup>1</sup> POUR LES PROJETS DE DÉVELOPPEMENT ET LES OPÉRATIONS DE SECOURS PAR CATÉGORIE DE PAYS ET RÉGION, 1992-96 (en milliers de dollars)**

	1992			1993			1994			1995			1996		
	Dépenses	% du total	Dollars par habitant	Dépenses	% du total	Dollars par habitant	Dépenses	% du total	Dollars par habitant	Dépenses	% du total	Dollars par habitant	(chiffres provisoires)		
	Dépenses	% du total	Dollars par habitant	Dépenses	% du total	Dollars par habitant	Dépenses	% du total	Dollars par habitant	Dépenses	% du total	Dollars par habitant	Dépenses	% du total	Dollars par habitant
<b>ENSEMBLE DES BÉNÉFICIAIRES</b>															
Total	1,337,838	100.0	0.36	1,264,211	100.0	0.33	1,184,975	100.0	0.30	954,768	100.0	0.24	979,832	100.0	0.26
<b>PAR GROUPE DE REVENUS (PNB par habitant)<sup>2</sup></b>															
500 dollars ou moins	891,894	66.7	0.33	750,229	59.3	0.27	720,812	60.8	0.43	562,431	58.9	0.34	512,877	52.3	0.32
501-1 500 dollars	349,798	26.1	0.62	259,827	20.6	0.46	277,156	23.4	0.16	235,006	24.6	0.14	257,088	26.2	0.18
1 501-2 500 dollars	32,510	2.4	0.30	31,309	2.5	0.28	30,713	2.6	0.13	41,038	4.3	0.17	24,959	2.5	0.11
plus de 2 500 dollars	63,636	4.8	0.19	222,847	17.6	0.65	156,294	13.2	0.56	116,293	12.2	0.27	184,908	18.9	0.43
<b>PAR CATÉGORIE DE PAYS<sup>3</sup></b>															
Pays les moins avancés	740,521	55.4	1.56	634,011	50.2	1.29	620,170	52.3	1.24	605,705	63.4	1.18	574,015	58.6	1.29
Pays enclavés	427,950	32.0	2.06	336,018	26.6	1.55	249,933	21.1	1.14	335,987	35.2	1.67	343,359	35.0	1.67
Pays à faible revenu et à déficit vivrier	1,148,098	85.8	0.36	960,215	76.0	0.30	966,423	81.6	0.29	778,708	81.6	0.24	704,645	71.9	0.24
<b>PAR RÉGION/GROUPE DE PAYS</b>															
Afrique subsaharienne	830,104	62.0	2.09	731,950	57.9	1.79	693,744	58.5	1.66	541,024	56.7	1.34	498,387	50.9	1.58
Asie du Sud et de l'Est	279,612	20.9	0.11	123,351	9.8	0.05	189,981	16.0	0.07	128,029	13.4	0.05	146,784	15.0	0.06
A l'exclusion de la Chine et de l'Inde	207,614	15.5	0.35	73,864	5.8	0.12	137,221	11.6	0.22	85,107	8.9	0.13	96,015	9.8	0.24
Amérique latine et Caraïbes	84,817	6.3	0.22	87,194	6.9	0.22	55,652	4.7	0.14	86,559	9.1	0.22	58,353	6.0	0.15
Afrique du Nord et Moyen-Orient	124,846	9.3	0.41	142,674	11.3	0.45	93,500	7.9	0.29	99,875	10.5	0.31	124,095	12.7	0.38
Europe et CEI <sup>4</sup>	18,459	1.4	1.74	179,043	14.2	5.43	152,097	12.8	4.06	99,281	10.4	0.55	152,213	15.5	0.84

<sup>1</sup> A l'exclusion des dépenses extra-budgétaires (non programmables). Sont également exclues les dépenses d'opérations telles que les primes d'assurance et les coûts d'entreposage qui ne peuvent être divisés par projet/opération. De 1992 à 1996, ces dépenses se sont montées à 348,1, 325,8, 314,8, 236,2 et 207,0 millions de dollars, respectivement.

<sup>2</sup> Les données sur la population et le PNB par habitant proviennent de la Banque mondiale. Pour 1995 et 1996, on a utilisé les chiffres sur la population et le PNB par habitant de 1994.

<sup>3</sup> Classement réel pour chaque année.

<sup>4</sup> Secours uniquement.

N.B. Les dépenses pour 1996 se basent sur l'état financier provisoire établi à l'issue de la deuxième clôture des comptes.

ANNEXE III TABLEAU 2: VENTILATION DES DÉPENSES OPÉRATIONNELLES DU PAM<sup>1</sup> PAR PAYS, RÉGION ET CATÉGORIE D'AIDE, 1992-96 (en milliers de dollars)

	1992				1993				1994				1995				1996			
	Développement	Secours	Extra-budgétaire	Total	Développement	Secours	Extra-budgétaire	Total	Développement	Secours	Extra-budgétaire	Total	Development	Secours	Extra-budgétaire	Total	(chiffres provisoires)			Total
																	Développement	Secours	Extra-budgétaire	Total
<b>AFRIQUE SUBSAHARIENNE</b>																				
Angola	3,923	33,995	8,662	<b>46,580</b>	1,381	37,277	18,705	<b>57,362</b>	221	82,693	23,947	<b>106,861</b>	-215	33,348	9,217	<b>42,351</b>	0	58,071	8,535	<b>66,606</b>
Bénin	3,684	-10	4	<b>3,678</b>	2,299	3,353	1,638	<b>7,290</b>	1,496	422	536	<b>2,454</b>	5,604	422	-134	<b>5,893</b>	2,803	673	113	<b>3,588</b>
Botswana	4,239	2,001	-31	<b>6,209</b>	3,242	944	522	<b>4,708</b>	3,149	7	127	<b>3,283</b>	4,655	0	111	<b>4,766</b>	2,969	-7	-1	<b>2,961</b>
Burkina Faso	3,037	75	58	<b>3,170</b>	6,893	457	60	<b>7,409</b>	2,844	9	145	<b>2,998</b>	7,739	660	31	<b>8,430</b>	4,848	1,397	319	<b>6,564</b>
Burundi <sup>2</sup>	2,082	0	71	<b>2,152</b>	3,464	1,076	428	<b>4,968</b>	1,159	54,163	8,867	<b>64,189</b>	2,238	1,824	12,464	<b>16,526</b>	526	-380	10,164	<b>10,309</b>
Cameroun	811	-116	149	<b>844</b>	1,633	255	-15	<b>1,872</b>	1,779	0	643	<b>2,422</b>	2,383	0	110	<b>2,493</b>	1,578	0	5	<b>1,583</b>
Cap-Vert	6,132	0	1,746	<b>7,878</b>	5,480	0	125	<b>5,606</b>	2,847	0	1,799	<b>4,646</b>	7,759	0	1,417	<b>9,176</b>	6,938	0	-8	<b>6,930</b>
République centrafricaine	2,298	1,736	170	<b>4,205</b>	1,448	4,314	-18	<b>5,744</b>	-299	3,420	0	<b>3,122</b>	128	-1,517	0	<b>-1,389</b>	-8	-32	114	<b>75</b>
Tchad	7,312	-294	-47	<b>6,971</b>	5,447	-11	50	<b>5,485</b>	4,876	0	66	<b>4,942</b>	7,401	0	212	<b>7,613</b>	13,748	0	64	<b>13,812</b>
Comores	1,595	0	2	<b>1,597</b>	1,647	0	2	<b>1,649</b>	-25	0	0	<b>-25</b>	1,513	0	0	<b>1,513</b>	-310	0	0	<b>-310</b>
Congo	854	0	0	<b>854</b>	881	203	0	<b>1,083</b>	217	219	9	<b>445</b>	-45	1	0	<b>-43</b>	16	-2	0	<b>14</b>
Côte d'Ivoire <sup>3A17</sup>	4,503	-161	39	<b>4,381</b>	5,755	0	580	<b>6,335</b>	3,871	0	592	<b>4,463</b>	2,633	2	29	<b>2,664</b>	5,952	-2	24	<b>5,974</b>
Djibouti	167	201	1,507	<b>1,875</b>	439	2,005	395	<b>2,839</b>	157	3,010	117	<b>3,284</b>	389	3,032	275	<b>3,696</b>	225	773	15	<b>1,013</b>
Guinée équatoriale	1,218	0	251	<b>1,469</b>	2,720	0	113	<b>2,832</b>	-30	0	-3	<b>-33</b>	2,242	0	0	<b>2,242</b>	46	0	0	<b>46</b>
Erythrée	0	15,695	0	<b>15,695</b>	2	14,532	709	<b>15,243</b>	0	26,349	4,389	<b>30,738</b>	485	3,989	3,753	<b>8,228</b>	6	-1,037	-8	<b>-1,039</b>
Ethiopie	10,944	86,489	33,135	<b>130,568</b>	16,331	66,463	18,485	<b>101,280</b>	1,206	17,956	7,022	<b>26,184</b>	16,550	38,731	8,308	<b>63,589</b>	8,127	35,851	278	<b>44,255</b>
Gambie	3,995	-39	19	<b>3,975</b>	2,224	17	398	<b>2,640</b>	2,970	0	2	<b>2,972</b>	-236	0	0	<b>-236</b>	904	0	0	<b>904</b>
Ghana <sup>2</sup>	6,116	0	199	<b>6,315</b>	8,348	5,037	1,626	<b>15,011</b>	3,483	4,940	834	<b>9,257</b>	3,098	6,250	252	<b>9,600</b>	107	-609	124	<b>-379</b>
Guinée <sup>2</sup>	4,525	-1,187	152	<b>3,491</b>	3,125	0	341	<b>3,466</b>	2,691	0	-418	<b>2,273</b>	898	15	140	<b>1,052</b>	842	-15	-3	<b>824</b>
Guinée-Bissau	2,884	150	543	<b>3,577</b>	3,722	522	-15	<b>4,229</b>	2,053	162	6	<b>2,220</b>	1,137	695	27	<b>1,859</b>	4,463	-7	0	<b>4,457</b>
Kenya	8,174	52,265	11,329	<b>71,769</b>	16,028	68,950	3,939	<b>88,918</b>	340	40,583	7,784	<b>48,706</b>	-1,209	7,455	3,434	<b>9,679</b>	2,286	14,127	611	<b>17,023</b>
Lesotho	6,822	4,827	562	<b>12,211</b>	6,065	648	387	<b>7,100</b>	4,077	1,220	371	<b>5,667</b>	3,902	3,034	376	<b>7,311</b>	4,486	1,545	760	<b>6,791</b>
Libéria <sup>2</sup>	0	67,688	1,862	<b>69,551</b>	0	62,068	3,908	<b>65,976</b>	0	58,742	6,262	<b>65,004</b>	0	59,350	4,450	<b>63,801</b>	0	68,324	692	<b>69,015</b>
Madagascar	1,439	9,859	638	<b>11,937</b>	1,955	852	74	<b>2,881</b>	1,363	-246	288	<b>1,405</b>	1,310	58	3,486	<b>4,854</b>	1,530	-16	121	<b>1,635</b>
Malawi	3,394	129,286	7,249	<b>139,929</b>	2,419	64,829	1,661	<b>68,909</b>	3,972	39,936	1,570	<b>45,478</b>	2,929	20,004	3,992	<b>26,925</b>	3,437	4,045	552	<b>8,033</b>
Mali	4,636	0	132	<b>4,768</b>	3,142	0	14	<b>3,156</b>	1,745	0	27	<b>1,772</b>	4,172	0	41	<b>4,213</b>	3,910	0	17	<b>3,927</b>
Mauritanie	4,192	609	636	<b>5,436</b>	5,122	14,811	1,198	<b>21,131</b>	2,247	4,626	386	<b>7,259</b>	5,345	1,985	-83	<b>7,246</b>	1,583	3,292	252	<b>5,127</b>
Maurice	1,436	0	-17	<b>1,419</b>	1,457	0	0	<b>1,457</b>	58	0	0	<b>58</b>	2,336	0	0	<b>2,336</b>	91	0	0	<b>91</b>
Mozambique	2,806	82,785	14,977	<b>100,567</b>	2,516	52,529	3,775	<b>58,820</b>	6,851	33,610	7,237	<b>47,697</b>	2,368	11,789	1,836	<b>15,992</b>	-100	11,110	1,198	<b>12,208</b>
Namibie	1,577	4,970	470	<b>7,017</b>	2,953	131	907	<b>3,991</b>	-871	761	73	<b>-36</b>	674	709	52	<b>1,435</b>	867	-136	0	<b>731</b>
Niger	13,279	654	635	<b>14,569</b>	5,885	-269	471	<b>6,087</b>	5,770	0	1,350	<b>7,120</b>	7,291	0	779	<b>8,069</b>	6,632	0	40	<b>6,672</b>
Nigéria	0	0	0	<b>0</b>	0	0	0	<b>0</b>	0	0	0	<b>0</b>	0	0	0	<b>0</b>	0	0	7	<b>7</b>
Rwanda <sup>2</sup>	1,751	5,569	-16	<b>7,304</b>	3,300	46,313	4,325	<b>53,939</b>	76	42,883	4,780	<b>47,738</b>	2,164	138,198	10,352	<b>150,714</b>	1,164	169,608	12,732	<b>183,504</b>
Sao-Tomé-et-Principe	5,156	0	541	<b>5,697</b>	1,913	0	695	<b>2,608</b>	1,386	0	0	<b>1,387</b>	2,181	0	0	<b>2,181</b>	263	0	0	<b>263</b>
Sénégal	6,172	3,591	46	<b>9,809</b>	5,051	3,531	0	<b>8,582</b>	2,918	84	19	<b>3,021</b>	3,608	1,283	1,046	<b>5,938</b>	1,627	-61	266	<b>1,833</b>
Seychelles	108	0	18	<b>126</b>	40	0	84	<b>125</b>	-2	0	0	<b>-2</b>	0	0	0	<b>0</b>	0	0	0	<b>0</b>
Sierra Leone	2,794	-81	221	<b>2,934</b>	2,853	0	1,912	<b>4,764</b>	1,406	0	-523	<b>883</b>	2,911	0	84	<b>2,995</b>	496	13,243	97	<b>13,837</b>
Somalie	-259	43,332	20,831	<b>63,904</b>	0	55,339	21,112	<b>76,451</b>	6	15,253	9,816	<b>25,075</b>	1	15,724	8,218	<b>23,943</b>	0	4,190	819	<b>5,009</b>

ANNEXE III TABLEAU 2: VENTILATION DES DÉPENSES OPÉRATIONNELLES DU PAM<sup>1</sup> PAR PAYS, RÉGION ET CATÉGORIE D'AIDE, 1992-96 (en milliers de dollars)

	1992				1993				1994				1995				1996				
	Dévelop- pement	Secours	Extra- budgétaire	Total	Dévelop- pement	Secours	Extra- budgétaire	Total	Dévelop- pement	Secours	Extra- budgétaire	Total	Develop- ment	Secours	Extra- budgétaire	Total	(chiffres provisoires)			Total	
																		Dévelop- pement	Secours	Extra- budgétaire	
Soudan	7,125	37,402	50,325	<b>94,852</b>	4,587	39,741	46,524	<b>90,853</b>	6,287	74,647	29,762	<b>110,696</b>	5,745	1,699	-5,016	<b>2,427</b>	3,667	11,208	1,519	<b>16,394</b>	
Swaziland	697	6,852	72	<b>7,622</b>	4	3,813	2,177	<b>5,993</b>	0	2,252	-8	<b>2,244</b>	0	1,432	73	<b>1,506</b>	0	1,838	61	<b>1,899</b>	
Tanzanie <sup>2</sup>	3,536	-51	459	<b>3,944</b>	2,674	2,683	2,324	<b>7,681</b>	699	37,137	5,651	<b>43,487</b>	1,407	18,683	1,808	<b>21,898</b>	-13	-450	7,467	<b>7,004</b>	
Togo	1,288	0	0	<b>1,288</b>	335	0	81	<b>416</b>	1,501	151	0	<b>1,652</b>	256	171	2	<b>429</b>	58	234	8	<b>300</b>	
Ouganda	4,346	6,373	122	<b>10,841</b>	7,578	8,375	1,028	<b>16,981</b>	4,790	13,020	608	<b>18,417</b>	3,638	18,914	1,043	<b>23,595</b>	1,834	11,701	752	<b>14,286</b>	
Zaire <sup>2</sup>	0	5,870	0	<b>5,869</b>	0	5,918	0	<b>5,918</b>	0	46,325	7,432	<b>53,758</b>	0	24,334	1,414	<b>25,747</b>	0	-971	4,582	<b>3,610</b>	
Zambie	2,206	17,636	4,042	<b>23,883</b>	2,390	5,286	1,366	<b>9,042</b>	4,856	864	249	<b>5,968</b>	853	11,950	2,251	<b>15,054</b>	2,299	1,040	539	<b>3,878</b>	
Zimbabwe	0	59,140	0	<b>59,140</b>	0	5,210	0	<b>5,210</b>	0	4,409	0	<b>4,409</b>	0	-1,438	0	<b>-1,438</b>	0	-53	0	<b>-53</b>	
Non spécifié	0	0	4,255	<b>4,255</b>	0	0	18,840	<b>18,840</b>	0	0	13,068	<b>13,068</b>	0	0	-690	<b>-690</b>	0	0	2,464	<b>2,464</b>	
<b>Total</b>	<b>152,994</b>	<b>677,111</b>	<b>166,018</b>	<b>996,125</b>	<b>154,748</b>	<b>577,202</b>	<b>160,931</b>	<b>892,880</b>	<b>84,140</b>	<b>609,607</b>	<b>144,882</b>	<b>838,626</b>	<b>118,238</b>	<b>422,786</b>	<b>75,160</b>	<b>616,183</b>	<b>89,897</b>	<b>408,492</b>	<b>55,291</b>	<b>553,675</b>	
<b>ASIE DU SUD ET DE L'EST</b>																					
Bangladesh	64,485	10,185	1,881	<b>76,551</b>	20,448	3,053	1,503	<b>25,004</b>	45,747	21,230	21	<b>66,999</b>	33,550	7,073	115	<b>40,738</b>	25,402	2,138	60	<b>27,599</b>	
Bhoutan	3,031	0	60	<b>3,090</b>	2,234	0	191	<b>2,425</b>	1,015	0	5	<b>1,020</b>	1,463	0	16	<b>1,480</b>	1,676	0	433	<b>2,109</b>	
Cambodge	0	0	23,177	<b>23,177</b>	0	0	20,094	<b>20,094</b>	0	0	10,031	<b>10,031</b>	0	14,463	13,276	<b>27,738</b>	0	8,553	5,154	<b>13,707</b>	
Chine	28,120	0	0	<b>28,120</b>	23,782	0	0	<b>23,782</b>	24,746	0	109	<b>24,855</b>	21,183	0	31	<b>21,214</b>	22,416	0	0	<b>22,416</b>	
Inde	43,878	0	101	<b>43,980</b>	25,705	0	576	<b>26,281</b>	28,014	0	271	<b>28,284</b>	21,739	0	1,416	<b>23,155</b>	28,353	0	624	<b>28,976</b>	
Indonésie	12,657	1,826	254	<b>14,738</b>	2,807	758	-3	<b>3,562</b>	5,239	461	-97	<b>5,603</b>	1,110	59	1	<b>1,169</b>	-59	-2	0	<b>-61</b>	
Corée R.D.P. de	0	0	0	<b>0</b>	0	0	0	<b>0</b>	0	0	0	<b>0</b>	0	1,936	122	<b>2,058</b>	0	21,784	579	<b>22,364</b>	
Laos, Rép. démoc. pop.	0	3,433	0	<b>3,433</b>	0	926	0	<b>926</b>	0	1,758	1,404	<b>3,162</b>	0	-38	1,664	<b>1,626</b>	0	4,038	453	<b>4,491</b>	
Malaisie	0	0	0	<b>0</b>	0	0	0	<b>0</b>	0	0	0	<b>0</b>	0	0	0	<b>0</b>	0	0	15	<b>15</b>	
Mongolie	0	0	-194	<b>-194</b>	0	1,791	-208	<b>1,583</b>	0	82	618	<b>700</b>	0	-7	-11	<b>-18</b>	0	0	0	<b>0</b>	
Myanmar	0	0	3	<b>3</b>	0	0	0	<b>0</b>	0	0	1,386	<b>1,386</b>	0	0	1,252	<b>1,252</b>	0	0	1,865	<b>1,865</b>	
Népal	1,344	4,536	163	<b>6,043</b>	640	9,462	-132	<b>9,970</b>	1,048	6,416	264	<b>7,728</b>	2,038	4,640	1,587	<b>8,264</b>	5,309	7,055	340	<b>12,704</b>	
Pakistan	2,822	82,853	1,208	<b>86,882</b>	2,548	9,613	873	<b>13,035</b>	4,112	29,822	1,295	<b>35,229</b>	3,135	-2,323	2,437	<b>3,249</b>	3,201	2,367	140	<b>5,707</b>	
Philippines	573	2,044	0	<b>2,618</b>	38	747	0	<b>785</b>	302	706	0	<b>1,008</b>	721	897	6	<b>1,624</b>	-21	7	0	<b>-13</b>	
Samoa	0	1,378	0	<b>1,378</b>	0	-1	0	<b>-1</b>	0	0	0	<b>0</b>	0	0	0	<b>0</b>	0	0	0	<b>0</b>	
Sri Lanka	2,643	2,021	981	<b>5,645</b>	1,191	2,103	6	<b>3,301</b>	3,294	2,318	2	<b>5,614</b>	1,280	3,502	6	<b>4,788</b>	2,136	317	92	<b>2,544</b>	
Thaïlande	0	0	23,414	<b>23,414</b>	0	0	4,969	<b>4,969</b>	0	0	1,487	<b>1,487</b>	0	0	-129	<b>-129</b>	0	0	-16	<b>-16</b>	
Vanuatu	0	-22	0	<b>-22</b>	0	0	0	<b>0</b>	0	0	0	<b>0</b>	0	0	0	<b>0</b>	0	0	0	<b>0</b>	
Viet Nam	11,511	295	408	<b>12,214</b>	15,357	149	385	<b>15,891</b>	13,115	554	1,377	<b>15,046</b>	11,368	242	1,160	<b>12,769</b>	11,861	255	520	<b>12,636</b>	
<b>Total</b>	<b>171,064</b>	<b>108,549</b>	<b>51,456</b>	<b>331,070</b>	<b>94,750</b>	<b>28,601</b>	<b>28,254</b>	<b>151,607</b>	<b>126,632</b>	<b>63,347</b>	<b>18,173</b>	<b>208,152</b>	<b>97,587</b>	<b>30,444</b>	<b>22,949</b>	<b>150,977</b>	<b>100,274</b>	<b>46,512</b>	<b>10,259</b>	<b>157,043</b>	

ANNEXE III TABLEAU 2: VENTILATION DES DÉPENSES OPÉRATIONNELLES DU PAM<sup>1</sup> PAR PAYS, RÉGION ET CATÉGORIE D'AIDE, 1992-96 (en milliers de dollars)

	1992				1993				1994				1995				1996			
	Développement	Secours	Extra-budgétaire	Total	Développement	Secours	Extra-budgétaire	Total	Développement	Secours	Extra-budgétaire	Total	Development	Secours	Extra-budgétaire	Total	(chiffres provisoires)			Total
																	Développement	Secours	Extra-budgétaire	Total
<b>AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES</b>																				
Antigua-et-Barbuda	150	0	0	150	38	0	0	38	0	0	0	0	0	0	0	0	451	0	0	451
Barbade	0	0	20	20	0	0	-1	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bolivie	6,297	0	8	6,306	10,256	0	367	10,622	1,724	0	400	2,124	6,333	0	432	6,766	3,974	0	51	4,025
Brésil	9,672	0	0	9,672	9,208	0	1	9,208	7,150	0	0	7,150	1,377	0	0	1,377	134	0	0	134
Chili	-35	0	0	-35	-1	0	0	-1	-2	0	0	-2	0	0	0	0	0	0	0	0
Colombie	5,864	0	0	5,864	1,348	0	0	1,348	4,938	0	11	4,949	2,775	0	7	2,783	1,853	0	5	1,858
Costa Rica	1,302	18	159	1,479	1,015	0	0	1,015	1,081	0	-2	1,079	1,518	0	0	1,518	834	0	45	879
Cuba	5,360	338	-15	5,683	7,420	1,795	85	9,300	2,341	69	1,162	3,571	5,609	0	141	5,750	9,431	0	841	10,272
Dominique	210	0	0	210	223	0	0	223	0	0	0	0	1,294	0	0	1,294	219	0	0	219
République dominicaine	332	0	0	332	206	0	38	244	523	0	0	523	1,224	0	182	1,406	2,993	0	203	3,196
Equateur	3,431	246	123	3,800	115	733	-14	835	213	0	250	464	4,054	0	294	4,348	2,980	0	5	2,985
El Salvador	15,580	0	130	15,709	5,657	-9	183	5,831	1,321	0	-5	1,316	7,559	0	225	7,783	4,561	0	31	4,592
Grenade	416	0	0	416	270	0	0	270	0	0	0	0	0	0	0	0	458	0	0	458
Guatemala	2,320	0	43	2,363	7,379	0	0	7,379	5,033	0	141	5,173	6,903	0	49	6,952	7,987	0	342	8,329
Guyana	519	0	-14	505	1,108	0	82	1,190	1,306	0	108	1,414	2,350	0	14	2,364	3,894	0	138	4,032
Haïti	3,060	226	-7	3,279	1,451	2,006	218	3,676	1,709	231	106	2,046	3,309	970	291	4,570	2,563	1,382	461	4,406
Honduras	3,204	-31	2,653	5,826	3,736	0	632	4,368	5,579	0	20	5,599	7,204	7	270	7,480	2,515	0	42	2,557
Jamaïque	1,628	0	-1	1,627	5,124	0	-26	5,098	1,307	0	0	1,307	7,394	0	179	7,573	618	0	64	683
Mexique	2,191	2,105	44	4,340	7,635	2,205	19	9,858	6,238	1,959	246	8,443	6,305	783	33	7,121	266	-198	24	91
Nicaragua	8,209	-12	499	8,695	2,887	12	31	2,931	6,710	-6	864	7,568	6,749	0	157	6,907	5,074	0	429	5,503
Panama	1,139	0	208	1,346	719	0	-21	697	-35	0	1	-34	817	0	0	817	1,064	0	48	1,112
Paraguay	1,801	0	7	1,808	3,842	0	0	3,842	163	0	0	163	478	0	0	478	1,469	0	0	1,469
Pérou	6,901	1,432	429	8,762	10,155	191	975	11,321	6,101	0	15	6,117	10,993	-2	321	11,312	1,990	0	48	2,038
Saint-Kitts-et-Nevis	393	0	10	402	153	0	0	153	0	0	0	0	0	0	0	0	431	0	0	431
Sainte Lucie	3	0	0	3	0	0	0	0	0	0	0	0	557	0	0	557	948	0	0	948
Saint-Vincent-et-Grenadine	549	0	-1	548	315	0	0	315	0	0	0	0	0	0	0	0	462	0	0	462
<b>Total</b>	<b>80,496</b>	<b>4,322</b>	<b>4,295</b>	<b>89,110</b>	<b>80,259</b>	<b>6,933</b>	<b>2,569</b>	<b>89,760</b>	<b>53,400</b>	<b>2,253</b>	<b>3,317</b>	<b>58,970</b>	<b>84,802</b>	<b>1,758</b>	<b>2,595</b>	<b>89,156</b>	<b>57,169</b>	<b>1,184</b>	<b>2,777</b>	<b>61,130</b>
<b>AFRIQUE DU NORD ET MOYEN-ORIENT</b>																				
Afghanistan	0	20,124	4,448	24,572	0	33,602	5,930	39,532	0	19,450	5,142	24,593	0	25,620	5,331	30,951	0	39,314	2,737	42,051
Algérie	0	6,478	-99	6,380	0	4,822	346	5,168	0	7,036	23	7,059	0	4,820	398	5,218	0	6,066	373	6,440
Egypte	12,372	0	0	12,372	10,468	0	-7	10,461	14,004	0	0	14,004	7,430	0	78	7,508	1,732	0	39	1,771
Gaza/Rive occidentale	86	0	154	240	5	0	282	287	2,124	0	934	3,059	910	179	661	1,750	1,438	497	138	2,073
Iran	0	11,198	26	11,223	0	12,388	0	12,388	0	2,945	0	2,945	0	4,100	0	4,100	0	2,122	40	2,162
Iraq	0	19,176	6,983	26,159	0	21,974	4,656	26,631	0	14,031	659	14,690	0	23,776	2,781	26,557	0	44,483	2,194	46,677

ANNEXE III TABLEAU 2: VENTILATION DES DÉPENSES OPÉRATIONNELLES DU PAM<sup>1</sup> PAR PAYS, RÉGION ET CATÉGORIE D'AIDE, 1992-96 (en milliers de dollars)

	1992				1993				1994				1995				1996			
	Dévelop- pement	Secours	Extra- budgétaire	Total	Dévelop- pement	Secours	Extra- budgétaire	Total	Dévelop- pement	Secours	Extra- budgétaire	Total	Develop- ment	Secours	Extra- budgétaire	Total	(chiffres provisoires)			Total
																	Dévelop- pement	Secours	Extra- budgétaire	
Jordanie	4,072	158	179	<b>4,409</b>	4,529	47	-73	<b>4,503</b>	3,668	5	2	<b>3,675</b>	5,435	0	15	<b>5,451</b>	5,487	0	23	<b>5,511</b>
Liban	2,174	-1	-18	<b>2,154</b>	1,874	0	10	<b>1,885</b>	1,124	0	0	<b>1,124</b>	2,179	0	0	<b>2,179</b>	1,175	0	0	<b>1,175</b>
Maroc	22,871	0	229	<b>23,100</b>	23,199	0	-50	<b>23,149</b>	8,916	0	23	<b>8,939</b>	1,983	0	18	<b>2,002</b>	689	0	0	<b>689</b>
République arabe syrienne	10,762	0	0	<b>10,762</b>	14,146	182	0	<b>14,328</b>	13,791	278	1	<b>14,070</b>	13,744	-34	0	<b>13,711</b>	6,619	-20	11	<b>6,611</b>
Tunisie	2,605	0	0	<b>2,605</b>	3,693	1	28	<b>3,722</b>	3,658	-6	0	<b>3,652</b>	3,873	0	0	<b>3,873</b>	5,351	0	0	<b>5,351</b>
Turquie	1,423	2,106	0	<b>3,529</b>	960	71	0	<b>1,031</b>	70	283	0	<b>353</b>	439	-1	0	<b>438</b>	347	4	0	<b>351</b>
Yémen	8,832	411	188	<b>9,430</b>	9,761	951	-28	<b>10,684</b>	-51	2,175	102	<b>2,226</b>	4,223	1,198	14	<b>5,434</b>	8,640	150	177	<b>8,967</b>
<b>Total</b>	<b>65,197</b>	<b>59,650</b>	<b>12,090</b>	<b>136,935</b>	<b>68,635</b>	<b>74,038</b>	<b>11,094</b>	<b>153,769</b>	<b>47,304</b>	<b>46,197</b>	<b>6,886</b>	<b>100,389</b>	<b>40,216</b>	<b>59,658</b>	<b>9,296</b>	<b>109,172</b>	<b>31,478</b>	<b>92,616</b>	<b>5,732</b>	<b>129,829</b>
<b>EUROPE ET CEI</b>																				
Arménie	0	0	0	<b>0</b>	0	797	47	<b>844</b>	0	6,879	454	<b>7,333</b>	0	4,112	883	<b>4,995</b>	0	2,694	664	<b>3,358</b>
Azerbaïdjan	0	0	0	<b>0</b>	0	1,083	128	<b>1,210</b>	0	8,100	463	<b>8,563</b>	0	4,747	193	<b>4,940</b>	0	3,690	574	<b>4,264</b>
Bosnie-Herzégovine	0	0	0	<b>0</b>	0	0	0	<b>0</b>	0	0	0	<b>0</b>	0	0	152	<b>152</b>	0	0	7	<b>7</b>
Bulgarie	0	0	0	<b>0</b>	0	0	0	<b>0</b>	0	0	0	<b>0</b>	0	0	0	<b>0</b>	0	0	15	<b>15</b>
Géorgie	0	0	0	<b>0</b>	0	281	694	<b>975</b>	0	5,685	1,872	<b>7,557</b>	0	6,090	348	<b>6,438</b>	0	3,199	-216	<b>2,983</b>
Kirghizistan	0	0	0	<b>0</b>	0	0	0	<b>0</b>	0	1,783	52	<b>1,835</b>	0	-7	6	<b>-1</b>	0	-52	4	<b>-48</b>
Moldova	0	0	0	<b>0</b>	0	0	0	<b>0</b>	0	0	0	<b>0</b>	0	0	2,283	<b>2,283</b>	0	0	-73	<b>-73</b>
Fédération de Russie	0	0	0	<b>0</b>	0	0	0	<b>0</b>	0	0	0	<b>0</b>	0	2,454	127	<b>2,581</b>	0	2,445	349	<b>2,794</b>
Tadjikistan	0	0	0	<b>0</b>	0	2,903	331	<b>3,235</b>	0	5,908	138	<b>6,046</b>	0	9,947	387	<b>10,333</b>	0	9,082	475	<b>9,557</b>
Ex-Yougoslavie	0	18,459	210	<b>18,669</b>	0	173,980	13,292	<b>187,271</b>	0	123,743	27,266	<b>151,009</b>	0	71,939	20,860	<b>92,799</b>	0	131,155	5,913	<b>137,068</b>
Non spécifié CEI	0	0	0	<b>0</b>	0	0	0	<b>0</b>	0	0	4,244	<b>4,244</b>	0	0	6,408	<b>6,408</b>	0	0	5,245	<b>5,245</b>
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>18,459</b>	<b>210</b>	<b>18,669</b>	<b>0</b>	<b>179,044</b>	<b>14,492</b>	<b>193,535</b>	<b>0</b>	<b>152,098</b>	<b>34,489</b>	<b>186,587</b>	<b>0</b>	<b>99,282</b>	<b>31,647</b>	<b>130,928</b>	<b>0</b>	<b>154,943</b>	<b>12,957</b>	<b>167,901</b>
<b>GRAND TOTAL</b>	<b>469,746</b>	<b>868,092</b>	<b>234,069</b>	<b>1,571,907</b>	<b>398,391</b>	<b>865,820</b>	<b>217 342 1</b>	<b>481,553</b>	<b>311,474</b>	<b>873,501</b>	<b>207 745 1</b>	<b>392,720</b>	<b>340,844</b>	<b>613,924</b>	<b>141 644 1</b>	<b>96,412</b>	<b>278,817</b>	<b>701,015</b>	<b>87,014</b>	<b>1,066,847</b>

<sup>1</sup> A l'exclusion des frais administratifs, de soutien aux programmes et autres dépenses non liées aux opérations. Sont également exclues les dépenses d'opérations telles que les primes d'assurance et les coûts d'entreposage qui ne peuvent être divisés par projet/opération. De 1992 à 1996, ces frais se sont montés respectivement à 114,0, 108,5, 107,1, 95,0 et 120,0 millions de dollars, respectivement. Les montants négatifs représentent les ajustements financiers.

<sup>2</sup> En 1996, les dépenses imputées au Rwanda couvrent également les dépenses de l'opération d'urgence des Grands Lacs africains au Burundi, Tanzanie et Zaïre. De même, les dépenses imputées au Libéria couvrent aussi les dépenses de l'opération régionale Libéria pour les réfugiés en Côte d'Ivoire, au Ghana et en Guinée.

**ANNEXE III TABLEAU 3: VENTILATION DES DÉPENSES OPÉRATIONNELLES DU PAM<sup>1</sup> PAR RÉGION ET CATÉGORIE DE PROJET, 1992-96**  
(en milliers de dollars)

	1992		1993		1994		1995		1996 (chiffres provisoires)	
	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%
<b>TOTAL POUR L'ENSEMBLE DES RÉGIONS</b>	<b>1,571,907</b>	<b>100</b>	<b>1,481,553</b>	<b>100</b>	<b>1,392,720</b>	<b>100</b>	<b>1,096,412</b>	<b>100</b>	<b>1,066,847</b>	<b>100</b>
<b>DÉVELOPPEMENT</b>	<b>469,746</b>	<b>30</b>	<b>398,391</b>	<b>27</b>	<b>311,474</b>	<b>22</b>	<b>340,844</b>	<b>31</b>	<b>278,817</b>	<b>26</b>
<b>Développement agricole et rural</b>	<b>268,739</b>		<b>217,380</b>		<b>180,923</b>		<b>175,008</b>		<b>134,035</b>	
Production agricole	195,427		141,705		134,919		149,213		115,795	
Réserves alimentaires	1,538		4,662		-17		3,896		821	
Infrastructure rurale	39,709		58,243		29,596		19,197		16,059	
Colonisation agraire	32,066		12,770		16,425		2,702		1,359	
<b>Mise en valeur des ressources humaines</b>	<b>201,006</b>		<b>181,006</b>		<b>130,551</b>		<b>165,836</b>		<b>144,783</b>	
SMI et écoles primaires	191,642		169,298		109,486		140,684		122,659	
Alphabétisation, formation et autre type d'enseignement	9,364		11,708		21,065		25,152		22,123	
<b>Autres</b>	<b>1</b>		<b>5</b>		<b>0</b>		<b>0</b>		<b>0</b>	
<b>SECOURS</b>	<b>868,092</b>	<b>55</b>	<b>865,820</b>	<b>58</b>	<b>873,501</b>	<b>63</b>	<b>613,924</b>	<b>56</b>	<b>701,015</b>	<b>66</b>
<b>Urgence</b>	<b>464,848</b>		<b>541,288</b>		<b>609,815</b>		<b>426,377</b>		<b>457,838</b>	
Sécheresse/mauvaises récoltes	256,679		169,323		110,627		60,277		17,629	
Catastrophes d'origine humaine	199,788		366,533		494,078		363,700		413,953	
Catastrophes naturelles soudaises	8,380		5,432		5,110		2,400		25,856	
<b>IPS</b>	<b>403,244</b>		<b>324,533</b>		<b>263,686</b>		<b>187,547</b>		<b>243,577</b>	
Opérations prolongées en faveur de personnes déplacées	41,257		141,649		109,119		116,180		154,183	
Opérations prolongées en faveur de réfugiés	361,987		182,883		154,567		71,367		89,394	
<b>EXTRA-BUDGÉTAIRE</b>	<b>234,069</b>	<b>15</b>	<b>217,342</b>	<b>15</b>	<b>207,745</b>	<b>15</b>	<b>141,644</b>	<b>13</b>	<b>87,014</b>	<b>8</b>

Suite

**ANNEXE III TABLEAU 3: VENTILATION DES DÉPENSES OPÉRATIONNELLES DU PAM<sup>1</sup> PAR RÉGION ET CATÉGORIE DE PROJET, 1992-96**  
(en milliers de dollars)

	1992		1993		1994		1995		1996	
	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%	(chiffres provisoires) Dépenses	%
<b>AFRIQUE SUBSAHARIENNE</b>	<b>996,124</b>	<b>100</b>	<b>892,882</b>	<b>100</b>	<b>838,626</b>	<b>100</b>	<b>616,181</b>	<b>100</b>	<b>553,675</b>	<b>100</b>
Pourcentage pour l'ensemble des régions	63		60		60		56		52	
<b>DÉVELOPPEMENT</b>	<b>152,990</b>	<b>15</b>	<b>154,746</b>	<b>17</b>	<b>84,138</b>	<b>10</b>	<b>118,239</b>	<b>19</b>	<b>89,896</b>	<b>16</b>
<b>Développement agricole et rural</b>	<b>72,645</b>		<b>67,747</b>		<b>30,473</b>		<b>51,787</b>		<b>24,814</b>	
Production agricole	40,673		35,858		20,714		41,330		19,706	
Réserves alimentaires	1,538		4,662		12		3,896		821	
Infrastructure rurale	21,541		26,366		9,459		6,241		4,204	
Colonisation agraire	8,894		861		288		319		84	
<b>Mise en valeur des ressources humaines</b>	<b>80,344</b>		<b>86,994</b>		<b>53,665</b>		<b>66,452</b>		<b>65,082</b>	
SMI et écoles primaires	73,220		77,697		47,112		57,575		58,584	
Alphabétisation, formation et autre type d'enseignement	7,124		9,297		6,553		8,877		6,498	
<b>Autres</b>	<b>1</b>		<b>5</b>		<b>0</b>		<b>0</b>		<b>0</b>	
<b>Secours</b>	<b>677,113</b>	<b>68</b>	<b>577,203</b>	<b>65</b>	<b>609,606</b>	<b>73</b>	<b>422,786</b>	<b>69</b>	<b>408,491</b>	<b>74</b>
<b>Urgence</b>	<b>376,804</b>		<b>312,309</b>		<b>428,222</b>		<b>298,359</b>		<b>232,785</b>	
Sécheresse/mauvaises récoltes	255,271		165,497		108,840		60,275		17,638	
Catastrophes d'origine humaine	121,018		146,912		314,900		238,084		215,147	
Catastrophes naturelles soudaines	515		-100		4,481		0		0	
<b>IPS</b>	<b>300,310</b>		<b>264,895</b>		<b>181,384</b>		<b>124,427</b>		<b>175,706</b>	
Opérations prolongées en faveur de personnes déplacées	41,268		112,187		87,230		72,329		105,972	
Opérations prolongées en faveur de réfugiés	259,042		152,707		94,155		52,098		69,734	
<b>EXTRA-BUDGÉTAIRE</b>	<b>166,020</b>	<b>17</b>	<b>160,932</b>	<b>18</b>	<b>144,881</b>	<b>17</b>	<b>75,157</b>	<b>12</b>	<b>55,288</b>	<b>10</b>

Suite

**ANNEXE III TABLEAU 3: VENTILATION DES DÉPENSES OPÉRATIONNELLES DU PAM<sup>1</sup> PAR RÉGION ET CATÉGORIE DE PROJET, 1992-96**  
(en milliers de dollars)

	1992		1993		1994		1995		1996	
	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%	(chiffres provisoires) Dépenses	%
<b>ASIE DU SUD ET DE L'EST</b>	<b>331,069</b>	<b>100</b>	<b>151,606</b>	<b>100</b>	<b>208,153</b>	<b>100</b>	<b>150,978</b>	<b>100</b>	<b>157,043</b>	<b>100</b>
Pourcentage pour l'ensemble des régions	21		10		15		14		15	
<b>DÉVELOPPEMENT</b>	<b>171,064</b>	<b>52</b>	<b>94,750</b>	<b>62</b>	<b>126,633</b>	<b>61</b>	<b>97,587</b>	<b>65</b>	<b>100,273</b>	<b>64</b>
<b>Développement agricole et rural</b>	<b>134,339</b>		<b>72,613</b>		<b>92,668</b>		<b>68,429</b>		<b>69,626</b>	
Production agricole	121,181		67,470		84,118		66,749		66,981	
Réserves alimentaires	0		0		-29		0		0	
Infrastructure rurale	922		1,424		2,485		1,383		2,687	
Colonisation agraire	12,237		3,719		6,094		296		-42	
<b>Mise en valeur des ressources humaines</b>	<b>36,725</b>		<b>22,137</b>		<b>33,965</b>		<b>29,158</b>		<b>30,648</b>	
SMI et écoles primaires	36,725		22,137		20,332		17,056		21,728	
Alphabétisation, formation et autre type d'enseignement	0		0		13,633		12,102		8,920	
<b>SECOURS</b>	<b>108,548</b>	<b>33</b>	<b>28,602</b>	<b>19</b>	<b>63,348</b>	<b>30</b>	<b>30,443</b>	<b>20</b>	<b>46,511</b>	<b>30</b>
<b>Urgence</b>	<b>23,519</b>		<b>15,812</b>		<b>10,288</b>		<b>2,704</b>		<b>25,898</b>	
Sécheresse/mauvaises récoltes	-23		3,548		1,799		5		-9	
Catastrophes d'origine humaine	17,057		9,714		7,910		287		51	
Catastrophes naturelles soudaines	6,486		2,551		579		2,413		25,856	
<b>IPS</b>	<b>85,029</b>		<b>12,789</b>		<b>53,060</b>		<b>27,739</b>		<b>20,613</b>	
Opérations prolongées en faveur de personnes déplacées	0		879		2,314		17,964		8,869	
Opérations prolongées en faveur de réfugiés	85,029		11,910		50,746		9,775		11,744	
<b>EXTRA-BUDGÉTAIRE</b>	<b>51,456</b>	<b>16</b>	<b>28,255</b>	<b>19</b>	<b>18,171</b>	<b>9</b>	<b>22,948</b>	<b>15</b>	<b>10,259</b>	<b>7</b>

Suite

**ANNEXE III TABLEAU 3: VENTILATION DES DÉPENSES OPÉRATIONNELLES DU PAM<sup>1</sup> PAR RÉGION ET CATÉGORIE DE PROJET, 1992-96**  
(en milliers de dollars)

	1992		1993		1994		1995		1996	
	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%	(chiffres provisoires) Dépenses	%
<b>AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES</b>	<b>89,112</b>	<b>100</b>	<b>89,762</b>	<b>100</b>	<b>58,969</b>	<b>100</b>	<b>89,154</b>	<b>100</b>	<b>61,130</b>	<b>100</b>
Pourcentage pour l'ensemble des régions	6		6		4		8		6	
<b>DÉVELOPPEMENT</b>	<b>80,496</b>	<b>90</b>	<b>80,260</b>	<b>89</b>	<b>53,399</b>	<b>91</b>	<b>84,802</b>	<b>95</b>	<b>57,170</b>	<b>94</b>
<b>Développement agricole et rural</b>	<b>35,204</b>		<b>44,197</b>		<b>30,844</b>		<b>29,159</b>		<b>22,905</b>	
Production agricole	18,208		13,210		13,058		17,262		16,571	
Infrastructure rurale	16,154		29,943		17,608		11,451		6,120	
Colonisation agraire	842		1,045		177		447		214	
<b>Mise en valeur des ressources humaines</b>	<b>45,292</b>		<b>36,063</b>		<b>22,555</b>		<b>55,643</b>		<b>34,264</b>	
SMI et écoles primaires	45,288		36,028		22,555		55,621		32,030	
Alphabétisation, formation et autre type d'enseignement	3		35		0		22		2,234	
<b>SECOURS</b>	<b>4,322</b>	<b>5</b>	<b>6,934</b>	<b>8</b>	<b>2,253</b>	<b>4</b>	<b>1,757</b>	<b>2</b>	<b>1,184</b>	<b>2</b>
<b>Urgence</b>	<b>2,230</b>		<b>4,729</b>		<b>294</b>		<b>968</b>		<b>1,382</b>	
Sécheresse/mauvaises récoltes	1,432		191		-6		-2		0	
Catastrophes d'origine humaine	226		1,997		231		970		1,382	
Catastrophes naturelles soudaines	572		2,541		69		0		0	
<b>IPS</b>	<b>2,092</b>		<b>2,205</b>		<b>1,959</b>		<b>789</b>		<b>-198</b>	
Opérations prolongées en faveur de réfugiés	2,092		2,205		1,959		789		-198	
<b>EXTRA-BUDGÉTAIRE</b>	<b>4,295</b>	<b>5</b>	<b>2,569</b>	<b>3</b>	<b>3,317</b>	<b>6</b>	<b>2,595</b>	<b>3</b>	<b>2,776</b>	<b>5</b>

Suite

**ANNEXE III TABLEAU 3: VENTILATION DES DÉPENSES OPÉRATIONNELLES DU PAM<sup>1</sup> PAR RÉGION ET CATÉGORIE DE PROJET, 1992-96**  
(en milliers de dollars)

	1992		1993		1994		1995		1996	
	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%	(chiffres provisoires) Dépenses	%
<b>AFRIQUE DU NORD ET MOYEN-ORIENT</b>	<b>136,934</b>	<b>100</b>	<b>153,768</b>	<b>100</b>	<b>100,388</b>	<b>100</b>	<b>109,171</b>	<b>100</b>	<b>129,828</b>	<b>100</b>
Pourcentage pour l'ensemble des régions	9		10		7		10		12	
<b>DÉVELOPPEMENT</b>	<b>65,196</b>	<b>48</b>	<b>68,635</b>	<b>45</b>	<b>47,304</b>	<b>47</b>	<b>40,217</b>	<b>37</b>	<b>31,478</b>	<b>24</b>
<b>Développement agricole et rural</b>	<b>26,551</b>		<b>32,823</b>		<b>26,938</b>		<b>25,633</b>		<b>16,689</b>	
Production agricole	15,366		25,168		17,028		23,872		12,537	
Infrastructure rurale	1,092		510		43		122		3,049	
Colonisation agraire	10,093		7,145		9,866		1,640		1,103	
<b>Mise en valeur des ressources humaines</b>	<b>38,646</b>		<b>35,813</b>		<b>20,366</b>		<b>14,584</b>		<b>14,789</b>	
SMI et écoles primaires	36,409		33,437		19,487		10,432		10,318	
Alphabétisation, formation et autre type d'enseignement	2,237		2,376		879		4,152		4,471	
<b>SECOURS</b>	<b>59,650</b>	<b>44</b>	<b>74,038</b>	<b>48</b>	<b>46,197</b>	<b>46</b>	<b>59,658</b>	<b>55</b>	<b>92,617</b>	<b>71</b>
<b>Urgence</b>	<b>43,837</b>		<b>29,394</b>		<b>18,914</b>		<b>25,067</b>		<b>45,161</b>	
Sécheresse/mauvaises récoltes	0		87		-6		0		0	
Catastrophes d'origine humaine	43,028		28,867		18,940		25,080		45,161	
Catastrophes naturelles soudaines	808		440		-19		-13		0	
<b>IPS</b>	<b>15,813</b>		<b>44,644</b>		<b>27,282</b>		<b>34,591</b>		<b>47,456</b>	
Opérations prolongées en faveur de personnes déplacées	-11		28,583		19,576		25,887		39,342	
Opérations prolongées en faveur de réfugiés	15,824		16,061		7,707		8,704		8,114	
<b>EXTRA-BUDGÉTAIRE</b>	<b>12,089</b>	<b>9</b>	<b>11,094</b>	<b>7</b>	<b>6,887</b>	<b>7</b>	<b>9,296</b>	<b>9</b>	<b>5,733</b>	<b>4</b>

Suite

**ANNEXE III TABLEAU 3: VENTILATION DES DÉPENSES OPÉRATIONNELLES DU PAM<sup>1</sup> PAR RÉGION ET CATÉGORIE DE PROJET, 1992-96**  
(en milliers de dollars)

	1992		1993		1994		1995		1996	
	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%	(chiffres provisoires) Dépenses	%
<b>EUROPE ET CEI</b>	<b>18,669</b>	<b>100</b>	<b>193,535</b>	<b>100</b>	<b>186,586</b>	<b>100</b>	<b>130,928</b>	<b>100</b>	<b>165,171</b>	<b>100</b>
Pourcentage pour l'ensemble des régions	1		13		13		12		15	
<b>SECOURS</b>	<b>18,459</b>	<b>99</b>	<b>179,043</b>	<b>93</b>	<b>152,097</b>	<b>82</b>	<b>99,281</b>	<b>76</b>	<b>152,213</b>	<b>92</b>
<b>Urgence</b>	<b>18,459</b>		<b>179,043</b>		<b>152,097</b>		<b>99,281</b>		<b>152,213</b>	
Catastrophes d'origine humaine	18,459		179,043		152,097		99,281		152,213	
<b>EXTRA-BUDGÉTAIRE</b>	<b>210</b>	<b>1</b>	<b>14,492</b>	<b>7</b>	<b>34,489</b>	<b>18</b>	<b>31,648</b>	<b>24</b>	<b>12,958</b>	<b>8</b>

<sup>1</sup> A l'exclusion des frais administratifs, de soutien aux programmes et autres dépenses non liées aux opérations. Sont également exclues les dépenses d'opérations telles que les primes d'assurance et les coûts d'entreposage qui ne peuvent être divisés par projet/opération. De 1992 à 1996 ces dépenses se sont montées à 114,0, 108,5, 107,1 95,0 et 120,0 millions de dollars, respectivement. Les montants négatifs représentent les ajustements financiers.

**ANNEXE IV: PROJETS DE DÉVELOPPEMENT APPROUVÉS EN 1996**

<b>Pays</b>	<b>Numéro de projet</b>	<b>Titre du projet</b>	<b>Nombre prévu de bénéficiaires par an (en milliers)</b>	<b>Total des engagements (en milliers de tonnes)</b>	<b>Coût total pour le PAM (en millions de dollars)</b>	<b>Coût total (en millions de dollars)</b>	<b>Durée (années)</b>
Bangladesh	2197 (Elarg.10)	Développement rural	2,250	187.0	59.3	120.9	2
Cap-Vert	2394 (Elarg.5)	Assistance à un programme de cantines scolaires	73	11.2	11.8	12.6	4
Chine	5652	Développement agricole intégré dans le nord-est de la province de Sichuan	212	76.2	19.0	70.5	5
Cuba	5686	Amélioration de la production agricole pour renforcer la sécurité alimentaire dans la province de Granma	90	26.9	17.2	45.4	3
Egypte	5586	Soutien à l'aménagement des ressources naturelles dans le désert du nord-ouest	62	9.9	3.8	8.7	5
Gambie	2729 (Elarg.2)	Développement rural communautaire et sécurité alimentaire	195	3.9	2.9	3.7	3
Gaza/Rive occidentale	5761	Appui aux programmes de protection sociale dans la Bande de Gaza	50	8.0	3.9	7.7	1
Jordanie	5783	Appui à la mise en oeuvre participative des terres	76	47.9	16.0	73.1	5
Malawi	5782	Amélioration de la sécurité alimentaire s'appuyant sur des activités ciblées vivres-contre-travail	35	6.9	2.1	3.4	1.5
Mauritanie	055 (Elarg.7)	Assistance au secteur éducatif de base	52	7.4	8.7	9.7	4
Niger	2445 (Elarg.4)	Assistance alimentaire aux écoles primaires en milieu rural nomade et transhumant	26	15.5	12.5	14.3	4
Viet Nam	5322	Mise en valeur des petites exploitations forestières dans cinq provinces du nord-est du Viet Nam	310	41.6	15.9	19.3	4
Zaire	5732	Sécurité alimentaire à Kinshasa	40	3.6	2.5	2.5	2
<b>Augmentations budgétaires approuvées par le Conseil d'administration</b>							
Haiti	4111	Aide aux cantines scolaires dans le nord et le nord-est du pays	58	3.4	1.8	1.8	1
Soudan	531 (Elarg.2)	Aide aux élèves des écoles primaires	95	9.3	4.3	4.3	1
<b>Total</b>			<b>3,529</b>	<b>449.4</b>	<b>177.4</b>	<b>393.6</b>	
<b>Augmentations budgétaires approuvées par le Directeur exécutif</b>				<b>22.2</b>	<b>17</b>		

**ANNEXE IV: OPÉRATIONS D'URGENCE APPROUVÉES EN 1996**

<b>Pays</b>	<b>Numéro de projet</b>	<b>Titre du projet</b>	<b>Nombre prévu de bénéficiaires par an (en milliers)</b>	<b>Total des engagements alimentaires du PAM (en milliers de tonnes)</b>	<b>Coût total pour le PAM (en millions de dollars)</b>	<b>Coût total (en millions de dollars)</b>	<b>Durée (mois)</b>
Algérie	5788	Alimentation des Touaregs déplacés du Mali	6	0.9	0.8	0.8	8
Arménie	5301 (Elarg.2)	Aide alimentaire aux réfugiés, personnes déplacées à l'intérieur du territoire et autres groupes vulnérables	250	15.2	8.4	8.4	10
Azerbaïdjan	5302 (Elarg.2)	Personnes déplacées à l'intérieur du territoire et autres groupes vulnérables	225	19.3	10.5	10.5	12
Cuba	5792	Aide alimentaire aux victimes du cyclone	205	8.8	3.8	3.8	3
Ethiopie	5764	Aide alimentaire de secours dans les zones à grave déficit vivrier	550	31.7	10.6	10.6	12
Géorgie	5315 (Elarg.2)	Aide alimentaire d'urgence aux personnes déplacées à l'intérieur du territoire et autres groupes vulnérables	300	26.3	13.7	13.7	12
Corée RDP	5710 (Elarg.1)	Aide alimentaire aux victimes des crues et aux enfants de moins de cinq ans	1,575	70.6	25.9	25.9	10
Liban	5775	Aide alimentaire d'urgence aux personnes déplacées au sud-Liban	100	0.7	0.7	0.7	1
Mozambique	5770	Aide alimentaire aux victimes des crues, aux rapatriés et aux anciens PDI	163	23.9	9.2	9.2	10
Fédération de Russie	5665 (Elarg.1)	Aide alimentaire d'urgence aux personnes déplacées de Tchétchénie	92	7.5	5.2	5.2	10
Rwanda	5624 (Elarg.1)	Aide alimentaire aux victimes de l'urgence régionale au Rwanda/Burundi	2,330	239.2	160.4	160.4	9
Sierra Leone	5767	Aide alimentaire de secours aux personnes déplacées à l'intérieur de la Sierra Leone	609	42.4	25.6	25.6	9
Tadjikistan	5253 (Elarg.2)	Aide alimentaire d'urgence aux groupes vulnérables	400	26.1	15.8	15.8	11
Ex-Yougoslavie	5142 (Elarg.4)	Aide aux réfugiés, aux rapatriés, aux personnes déplacées et aux personnes touchées par la guerre	2,246	221.1	159.4	159.4	12
Yémen	5785	Victimes des crues dans les gouvernorats de Shabwa et Marib	44	0.3	0.1	0.1	1
Zaïre	5742	Réfugiés soudanais dans le Haut-Zaïre	18	1.6	1.1	1.1	6
<b>Total</b>			<b>9,113.0</b>	<b>735.6</b>	<b>451.2</b>	<b>451.2</b>	
<b>Augmentations budgétaires<sup>1</sup></b>				<b>90</b>	<b>55.1</b>		

N.B. Les engagements comprennent les révisions budgétaires (+/-) telles qu'approuvées au 31 décembre 1996

<sup>1</sup> Pour les opérations approuvées avant la période considérée

**ANNEXE IV: INTERVENTIONS PROLONGÉES DE SECOURS APPROUVÉES EN 1996**

<b>Pays</b>	<b>Numéro de projet</b>	<b>Titre du projet</b>	<b>Nombre prévu de bénéficiaires, par an (en milliers)</b>	<b>Total des engagements alimentaires du PAM (en milliers de tonnes)</b>	<b>Coût total pour le PAM (en millions de dollars)</b>	<b>Coût total (en millions de dollars)</b>	<b>Durée (mois)</b>
Afghanistan	5086 (Elarg.4)	Secours et relèvement en Afghanistan	1,500	173.7	80.0	93.5	12
Algérie	4155 (Elarg.6)	Aide alimentaire en faveur des groupes vulnérables de réfugiés sahraouis	80	9.7	5.5	10.9	12
Bangladesh	5329 (Elarg.1)	Aide alimentaire aux réfugiés Rohingya de Myanmar	24	5.7	2.1	4.8	12
Cambodge	5483 (Elarg.3)	Programme de relèvement	1,710	66.9	37.6	37.8	18
Djibouti	4960 (Elarg.2)	Aide alimentaire aux réfugiés éthiopiens et somalis	40	3.2	1.9	3.1	12
Ethiopie	5241 (Elarg.2)	Aide alimentaire en faveur des Somalis, Soudanais, Djiboutiens et Kényens réfugiés en Ethiopie et des rapatriés éthiopiens provenant de pays voisins	307	81.5	43.2	60.2	18
Iran	4161 (Elarg.4)	Aide alimentaire en faveur des Iraquiens réfugiés en Iran	66	12.9	5.4	11.1	12
Iran	4258 (Elarg.7)	Alimentation de réfugiés afghans en Iran et appui au rapatriement	322	19.2	7.5	24.5	12
Libéria	4604 (Elarg.5)	Aide alimentaire ciblée en faveur des personnes déplacées à l'intérieur du Libéria et aux réfugiés libériens en Guinée, en Côte d'Ivoire et au Ghana	1,485	119.3	77.8	124.2	12
Mauritanie	5413 (Elarg.2)	Aide alimentaire aux réfugiés maliens	38	2.7	2.0	14.4	10
Pakistan	4256 (Elarg.7)	Filet de sécurité et restauration de l'environnement après le passage des réfugiés au Pakistan	350	13.6	7.3	22.7	12
Sri Lanka	5346 (Elarg.3)	Aide aux Sri Lankais déplacés à l'intérieur du territoire	50	10.0	3.6	5	14
Yémen	5771	Aide alimentaire aux réfugiés somalis	8	1.6	1.1	3.3	12
Zambie	5428 (Elarg.2)	Aide alimentaire aux réfugiés angolais et zairois	7	0.6	0.4	2.9	12
<b>Total</b>			<b>5,987</b>	<b>520.6</b>	<b>275.4</b>	<b>418.4</b>	

**Augmentations budgétaires<sup>1</sup>**

**13.3**                      **11.9**

N.B.: Budgets originaux

<sup>1</sup> Augmentations budgétaires approuvées en 1996 pour l'ensemble des engagements supplémentaires (y compris les opérations approuvées en 1996).

**ANNEXE V: PORTEFEUILLE DES ACTIVITÉS DU PAM, PAR TYPE D'OPÉRATION, PAR CATÉGORIE DE PAYS ET PAR RÉGION**

	Global		PMA		PFRDV		Afrique subsah.		Asie du Sud et de l'Est		Amér.latine et Caraïbes		Afrique du Nord et Moyen Orient		Europe et CEI	
	(mil. \$)	(%)	(mil. \$)	(%)	(mil. \$)	(%)	(mil. \$)	(%)	(mil. \$)	(%)	(mil. \$)	(%)	(mil. \$)	(%)	(mil. \$)	(%)
<b>DÉVELOPPEMENT</b>																
<b>DÉVELOPPEMENT</b>																
<b>AGRICOLE ET RURAL</b>	<b>1,054</b>	<b>54</b>	<b>324</b>	<b>46</b>	<b>842</b>	<b>56</b>	<b>249</b>	<b>39</b>	<b>452</b>	<b>75</b>	<b>191</b>	<b>43</b>	<b>160</b>	<b>59</b>		
Mise en valeur et amélioration des terres	520	27	150	21	445	29	95	15	309	52	43	10	73	27		
Foresterie	193	10	49	7	156	10	71	11	89	15	7	2	25	9		
Infrastructure communautaire	204	10	113	16	163	11	71	11	40	7	74	17	19	7		
Autres	137	7	12	2	78	5	12	2	14	2	67	15	43	16		
<b>VALORISATION DES RESSOURCES HUMAINES</b>																
<b>RESSOURCES HUMAINES</b>	<b>890</b>	<b>46</b>	<b>376</b>	<b>54</b>	<b>673</b>	<b>44</b>	<b>384</b>	<b>61</b>	<b>147</b>	<b>25</b>	<b>249</b>	<b>57</b>	<b>111</b>	<b>41</b>		
Groupes vulnérables	334	17	118	17	259	17	98	15	110	18	114	26	12	4		
Ecoles primaires	422	22	162	23	303	20	234	37	11	2	112	25	66	24		
Autres	134	7	96	14	111	7	52	8	26	4	23	5	33	12		
<b>TOTAL DÉVELOPPEMENT</b>	<b>1,944</b>	<b>100</b>	<b>700</b>	<b>100</b>	<b>1,515</b>	<b>100</b>	<b>633</b>	<b>100</b>	<b>599</b>	<b>100</b>	<b>440</b>	<b>100</b>	<b>271</b>	<b>100</b>		
<b>SECOURS</b>																
<b>CATASTROPHES NAT.</b>	<b>113</b>	<b>9</b>	<b>79</b>	<b>8</b>	<b>84</b>	<b>8</b>	<b>79</b>	<b>9</b>	<b>31</b>	<b>18</b>	<b>4</b>	<b>50</b>				
Catast. naturelles soudaines	42	3	13	1	13	1	8	1	31	18	4	57				
Séch., mauvaises récoltes	71	5	66	7	71	7	71	8								
<b>CATASTROPHES D'ORIGINE HUMAINE</b>	<b>1,199</b>	<b>91</b>	<b>876</b>	<b>92</b>	<b>928</b>	<b>92</b>	<b>776</b>	<b>91</b>	<b>139</b>	<b>82</b>	<b>4</b>	<b>50</b>	<b>185</b>	<b>100</b>	<b>204</b>	<b>100</b>
Réfugiés	503	38	451	47	451	45	446	52	54	32	3	43	6	3		
Personnes déplacées	696	53	425	45	477	47	330	39	85	50	1	14	179	97	204	100
<b>TOTAL SECOURS</b>	<b>1,313</b>	<b>100</b>	<b>954</b>	<b>100</b>	<b>1,011</b>	<b>100</b>	<b>855</b>	<b>100</b>	<b>170</b>	<b>100</b>	<b>7</b>	<b>100</b>	<b>185</b>	<b>100</b>	<b>204</b>	<b>100</b>
<b>TOTAL AIDE DU PAM</b>	<b>3,257</b>		<b>1,654</b>		<b>2,526</b>		<b>1,488</b>		<b>769</b>		<b>447</b>		<b>456</b>		<b>204</b>	

(au 31.12.1996, en millions de dollars)

N.B. "Le Portefeuille" se rapporte à la valeur totale de tous les projets et opérations du PAM en cours, approuvés par l'organe directeur ou par le Directeur exécutif en vertu des pouvoirs qui lui sont délégués. Le portefeuille des opérations de secours n'est pas aisément comparable à celui des projets de développement puisque ceux-ci durent de deux à six ans et qu'une opération de secours dure normalement six à 18 mois, sans compter les éventuels élargissements.

**ANNEXE VI: VENTILATION DE L'ENSEMBLE DES CONTRIBUTIONS ET ANNONCES DE CONTRIBUTION  
POUR 1996, PAR DONATEUR (au 31 décembre 1996) (en milliers de dollars)**

	Programme ordinaire	CII	RAIU	ANA	IPS	OS	Autres <sup>1</sup>	Total
Australie	41,451		5,927		14,841		1,012	63,231
Autriche	3,750	117	835				72	4,774
Bangladesh	1,063							1,063
Belgique	4,783		11,475		2,239	528	446	19,472
Canada	43,569	2,190	10,479		14,589		985	71,812
CCE	42,118		93,213		57,108	3,189	1,245	196,873
Chine	1,100							1,100
Colombie	14							14
Costa Rica	8							8
Cuba	875							875
Danemark	33,259	1,730	10,417		5,475	1,239	944	53,064
Egypte	200							200
Finlande	6,976		4,833		3,888	200	148	16,045
France	2,974		897		15,139	118	76	19,203
Allemagne	33,931	37	30,779		28,765	2,075	448	96,036
Ghana	5							5
Grèce	150							150
Hongrie	58							58
Islande	8							8
CICR			1,496					1,496
Inde	1,785							1,785
Indonésie	100							100
Irlande	1,719		1,175		255			3,149
Israël			109					109
Italie	3,271	78	15,688		15,688	150		34,876
Japon	17,500	1,215	66,888	1,000	28,506	8,710	214	124,032
Jordanie	21							21
Corée	440		2,000					2,440
Luxembourg			218					218
Népal					150			150
Pays-Bas	25,967	3,015	28,062	2,245	14,858	3,671	987	78,804

Suite

**ANNEXE VI: VENTILATION DE L'ENSEMBLE DES CONTRIBUTIONS ET ANNONCES DE CONTRIBUTION  
POUR 1996, PAR DONATEUR (au 31 décembre 1996) (en milliers de dollars)**

	Programme ordinaire	CII	RAIU	ANA	IPS	OS	Autres <sup>1</sup>	Total
Nouvelle-Zélande	233		67		103	136		539
ONG			4,311	50				4,361
Norvège	18,523	3,143	4,750	2,290	11,789	560	480	41,535
Autres		40	5		285	500		831
Pakistan	323							323
Panama	1							1
Slovaquie	6							6
Slovénie			12					12
Espagne	781	3	1,880				11,055	13,720
Sri Lanka	114							114
Suède	14,350	3,728	8,204		4,257	2,474	151	33,164
Suisse	5,787	834	12,811		7,447	3,015	66	29,961
Syrie	9							9
Royaume-Uni	7,469	1,069	15,067		9,888	941		34,434
Etats-Unis d'Amérique	84,670	2,000	296,951		107,010	4,348		494,980
<b>TOTAL</b>	<b>399,362</b>	<b>19,201</b>	<b>628,549</b>	<b>5,585</b>	<b>342,282</b>	<b>31,852</b>	<b>18,327</b>	<b>1,445,159</b>

<sup>1</sup> Dans cette colonne sont incluses les contributions au programme d'administrateurs auxiliaires et les contributions bilatérales en faveur de projets/opérations du PAM.

**ANNEXE VII: CLASSEMENT DES PRINCIPAUX DONATEURS<sup>1</sup> PAR TYPE DE CONTRIBUTION OU ANNONCE DE CONTRIBUTION EN 1996  
(au 31 décembre 1996) (en milliers de dollars)**

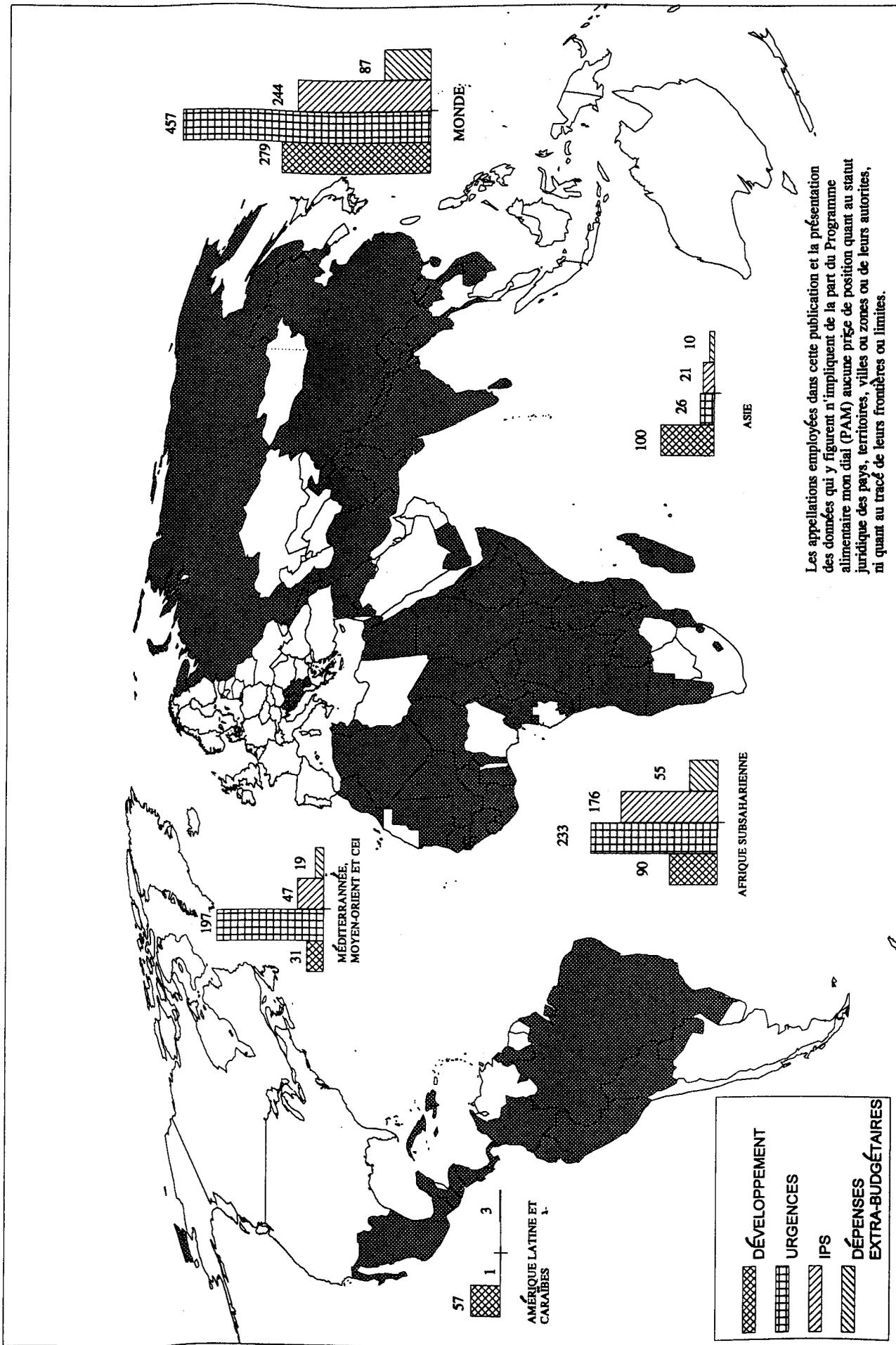
Donateur	Total	Contributions ordinaires		CII		IPS		RAIU		ANA		Opérations spéciales	
	Valeur	Donateur	Valeur	Donateur	Valeur	Donateur	Valeur	Donateur	Valeur	Donateur	Valeur	Donateur	Valeur
1 Etats-Unis	494 980	Etats-Unis	84 670	Suède	3 728	Etats-Unis	107 010	Etats-Unis	296 951	Norvège	2 290	Japon	8 710
2 CCE	196 873	Canada	43 569	Norvège	3 143	CCE	57 108	CCE	93 213	Pays-Bas	2 245	Etats-Unis	4 348
3 Japon	124 032	CCE	42 118	Pays-Bas	3 015	Allemagne	28 765	Japon	66 888	Japon	1 000	Pays-Bas	3 671
4 Allemagne	96 036	Australie	41 451	Canada	2 190	Japon	28 506	Allemagne	30 779			CCE	3 189
5 Pays-Bas	78 804	Allemagne	33 931	Etats-Unis	2 000	Italie	15 688	Pays-Bas	28 062			Suisse	3 015
6 Canada	71 812	Danemark	33 259	Danemark	1 730	France	15 139	Italie	15 688			Suède	2 474
7 Australie	63 231	Pays-Bas	25 967	Japon	1 215	Pays-Bas	14 858	Royaume-Uni	15 067			Allemagne	2 075
8 Danemark	53 064	Norvège	18 523	Royaume-Uni	1 069	Australie	14 841	Suisse	12 811			Danemark	1 239
9 Norvège	41 535	Japon	17 500			Canada	14 589	Belgique	11 475				
10 Italie	34 876	Suède	14 350			Norvège	11 789	Canada	10 479				
11 Royaume-Uni	34 434	Royaume-Uni	7 469			Royaume-Uni	9 888	Danemark	10 417				
12 Suède	33 164	Finlande	6 976			Suisse	7 447	Suède	8 204				
13 Suisse	29 961	Suisse	5 787			Danemark	5 475	Australie	5 927				
14 Belgique	19 472	Belgique	4 783			Suède	4 257	Finlande	4 833				
15 France	19 203	Autriche	3 750			Finlande	3 888	Norvège	4 750				
16 Finlande	16 045	Italie	3 271			Belgique	2 239	ONG	4 311				
17 Espagne	13 720	France	2 974					Corée	2 000				
18 Autriche	4 774	Inde	1 785					Espagne	1 880				
19 ONG	4 361	Irlande	1 719					CICR	1 496				
20 Irlande	3 149	Chine	1 100					Irlande	1 175				
21 Corée	2 440	Bangladesh	1 063										
22 Inde	1 785												
23 CICR	1 496												
24 Chine	1 100												
25 Bangladesh	1 063												
												<b>Autres<sup>2</sup></b>	
												Espagne	11 055
												CCE	1 245
												Australie	1 012

<sup>1</sup> Figurent individuellement tous les donateurs ayant annoncé ou versé des contributions supérieures à un million de dollars.

<sup>2</sup> Dans cette colonne sont incluses les contributions au programme d'administrateurs auxiliaires et les contributions bilatérales en faveur de projets/opérations bénéficiant de l'aide du PAM.



Programme alimentaire mondial  
**DÉPENSES OPÉRATIONNELLES DU PAM EN 1996, PAR RÉGION ET PAR CATÉGORIE** (EN MILLIONS DE DOLLARS)



Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.